

- > Lait
- > Produits aquatiques
- > Viandes

> février 2016

# Données et bilans

## Les filières animales terrestres et aquatiques

Bilan 2015

Perspectives 2016





FranceAgriMer

# Les filières animales terrestres et aquatiques

---

**Bilan 2015 / Perspectives 2016**



Produits aquatiques	p. 7
Viandes rouges	
Gros bovins	p. 19
Veau	p. 41
Ovins	p. 47
Équins	p. 49
Produits tripiers	p. 51
Cuir et peaux	p. 59
Viandes blanches	
Porcins	p. 65
Volailles de chair	p. 73
Lait	
Vache	p. 93
Brebis	p. 119
Chèvre	p. 121
Annexes	p. 123



# produits aquatiques





## Le marché des produits aquatiques

### › Une production mondiale toujours en hausse mais une baisse de la valeur des échanges mondiaux sous l'effet d'une baisse apparente des prix

La FAO estime la hausse de la production mondiale à 2,6 % en 2015 pour atteindre 168,6 millions de tonnes. Les captures progressent légèrement pour atteindre 90,6 millions de tonnes (+ 0,7 % par rapport à 2014) alors que la production aquacole mondiale devrait progresser de 5 % par rapport à 2014 pour atteindre 78 millions de tonnes.

Les échanges de produits aquatiques se stabilisent en 2015 en volume équivalent poids vif (59,8 millions de tonnes, + 0,5 % par rapport à 2014) mais régressent nettement en valeur (129,8 milliards de dollars, - 9,6 %).

La consommation mondiale de produits aquatiques destinés à la consommation humaine progresse de 2 % par rapport à 2014 et devrait atteindre 147,5 millions de tonnes soit 20,1 kg par habitant et par an (+ 0,9 % par rapport à 2014). Cette hausse s'explique uniquement par une hausse de la consommation issue de l'aquaculture qui représente plus de la moitié des volumes (10,6 kg par habitant en 2015).

Sur les marchés internationaux des produits aquatiques, la fluctuation des taux de change a été un des facteurs les plus influents en 2015. La hausse du cours du dollar américain par rapport aux monnaies des principaux exportateurs de produits aquatiques a contribué à la baisse de la valeur des échanges (les prix des produits agricoles et alimentaires étant fixés en monnaie locale puis convertis en dollars). Parallèlement, la dépréciation de l'euro a participé à renchérir les importations de l'Union européenne en provenance des pays partenaires limitrophes (Norvège, Écosse). Malgré cela la demande s'est maintenue dans l'Union européenne alors que les importations du Japon, troisième plus important marché de consommation, ont souffert de l'affaiblissement du yen et ont régressé en volume. Enfin, les États-Unis ont profité d'une croissance économique favorable qui a dynamisé leurs importations.

Les marchés émergents, notamment la Russie et le Brésil ont, eux, été affectés par la dépréciation de leurs monnaies et un contexte économique difficile réduisant les dépenses des ménages. À cette difficulté s'ajoute la prolongation jusqu'en juin 2016 de l'embargo russe mis en place en août 2014 et son élargissement à l'Islande, principal fournisseur de la Russie en maquereau et hareng fumé. Malgré l'absence de l'important marché russe, la Norvège a continué de bénéficier de prix élevés sur le cabillaud et a profité du ralentissement des envois chiliens de saumon vers les États-Unis pour approvisionner ce marché.

Enfin, l'indice de prix des produits aquatiques de la FAO a perdu 12 points sur la période janvier-juin 2015 par rapport à la même période 2014. Le prix de certaines espèces parmi les plus échangées a diminué cette année (thon, crevettes) et le prix des poissons destinés à l'aquaculture est également en recul notamment grâce au retour à la normale des captures d'anchois après les fortes baisses de 2014.

### › En France, une baisse des débarquements mais une meilleure valorisation grâce à l'évolution de la composition des apports

Les volumes vendus en halles à marée en 2015 ont régressé de 3 % par rapport à 2014 mais la valeur des ventes s'élèvent à 660 millions d'euros contre 630 millions en 2014 (+ 5 %). La hausse du prix moyen des ventes de 9 % (3,33 €/kg contre 3,06 €/kg en 2014) s'explique à la fois par une hausse du prix de certaines espèces et par une hausse en proportion des espèces les mieux valorisées. En effet, les volumes débarqués de poissons fins et de céphalopodes progressent respectivement de 2 % et 22 % par rapport à 2014 alors que les volumes de petits pélagiques et de poissons blancs sont en repli. Le taux d'invendus continue de régresser et s'élève à moins de 0,5 % suite à l'arrêt du mécanisme de retrait indemnisé fin 2013.

Le prix des poissons blancs, qui représentent plus de 25 % des volumes débarqués en halles à marée, a atteint en moyenne 2,41 €/kg (+ 11 % par rapport à 2014) sous l'effet d'une baisse des volumes débarqués d'églefin, de lingue franche, de lieu jaune et de tacaud commun. Le lieu noir, le merlan et le merlu enregistrent les plus fortes progressions du groupe. Les premières ventes de petits pélagiques ont été fortement impactées par la chute des débarquements de sardines (- 19 %) et d'anchois (- 17 %, contrairement à la situation mondiale) reflétant une baisse de la ressource sur ces deux espèces depuis plusieurs années. À l'inverse, les apports de poissons fins en halles à marée progressent de 2 % par rapport à 2014 pour un prix à 7,31 €/kg, en baisse de 1 %. Toutes les espèces de poissons fins sauf le bar (- 21 %) et la sole (- 17 %) ont augmenté par rapport à 2014 et la hausse la plus forte s'observe sur le Rouget barbet (multiplié par deux). Enfin, les volumes de céphalopodes mis en vente en 2015 ont fortement progressé (+ 22 %) après avoir atteint leur niveau le plus bas depuis 5 ans en 2014. Les volumes de calmar ont progressé de 1 % et ceux de seiche de 49 % depuis 2014. En conséquence, le



prix à la première vente des céphalopodes a baissé de 1 %. Le début de campagne de coquille St-Jacques (octobre à décembre 2015) est marqué par une hausse des apports (+ 27 %) après une campagne 2014-2015 difficile. Les prix sont en baisse de 7 % mais la forte demande lors des fêtes de fin d'année et la baisse des importations depuis le début de l'année devraient maintenir les prix à un niveau satisfaisant.

À l'exception de la façade atlantique, les apports sont en baisse sur tout le littoral. À l'inverse, la valeur des ventes s'améliore sur toutes les façades sauf en Méditerranée (- 14 % par rapport à 2014), du fait d'une hausse du prix moyen à la première vente : + 9 % sur la façade atlantique, + 12 % en Bretagne Sud, + 5 % en Manche, + 20 % en Méditerranée, + 4 % sur la façade nord. Toutefois, ces évolutions ne tiennent pas compte des ventes hors halles à marée (non déclarées dans le RIC), qui représentent, au niveau national, un volume estimé à 250 000 tonnes.

Le prix du carburant dans les ports a progressé de 10 centimes par litre de janvier à avril 2015 pour atteindre 55 centimes par litre avant de chuter et passer sous les 40 centimes en fin d'année.

### › Un renchérissement des produits aquatiques importés en France en 2015

En 2015, les importations françaises de produits aquatiques ont légèrement augmenté en volume (+ 1 %) et ont progressé de 5 % en valeur principalement sous l'effet d'une hausse des prix des poissons marins et des crustacés importés. Après deux années de baisse, les importations de saumon (qui représentent 18 % des importations de produits aquatiques destinées à l'alimentation humaine hors thon) repartent à la hausse. Ce sont les importations de saumon frais, en filet ou entier, en provenance de Norvège et du Royaume-Uni qui ont progressé cette année, profitant d'un prix en baisse malgré la dépréciation de l'euro. À l'inverse, les importations de saumon congelé continuent de régresser en 2015 (- 6 % en cumul de janvier à novembre 2015 / janv.-nov. 2014) notamment en raison d'une baisse en provenance des Iles Féroé et du Chili dont la production diminue fortement cette année. Parallèlement, les importations de cabillaud ont chuté de 5 % sur les 11 premiers mois de l'année 2015 par rapport à 2014 reflétant des difficultés sur les marchés mondiaux (baisse des quotas en mer de Barents et démarrage avec un mois de retard, et embargo russe) et une demande pénalisée par un prix moyen à l'importation en hausse (5,4 €/kg, + 17 % en janv.-nov. 2015 / janv.-nov. 2014).

Concernant les produits d'aquaculture, les importations de crevettes sont en hausse en 2015 (+ 4 % sur les 11 premiers mois), notamment les crevettes tropicales congelées importées d'Equateur. Les importations de St-Jacques sont toujours en recul : les importations de St-Jacques fraîches du Royaume-Uni régressent de 19 % en cumul de janvier à novembre 2015 et les importations de péctinidés congelés du Pérou régressent de 34 % pénalisées par une offre limitée et un prix en hausse.

Concernant les échanges de thon, les volumes mis en œuvre diminuent, tirés à la baisse par les importations de conserves en provenance d'Espagne (- 9 %), d'Equateur (- 11 %) et d'océan Indien (- 13 % des Seychelles, - 40 % de l'île Maurice).

Les volumes de produits aquatiques totaux exportés par la France ont progressé de 11 % en 2015 par rapport à 2014 en raison de l'augmentation des exportations de thon (+ 35 % sur les 11 premiers mois), de graisse et d'huiles non destinées à l'alimentation humaine (+ 28 %) et de seiche (+ 73 %). À l'inverse, les exportations de merlu, de saumon et de sardine continuent de régresser principalement sur les produits frais ou réfrigérés.

### › Recul de la consommation des ménages en produits aquatiques en 2015 mais reprise des achats de saumon

En 2015, d'après le panel consommateurs Kantar Worldpanel, les achats de produits aquatiques des ménages pour leur consommation à domicile ont reculé en volume par rapport à 2014. Seuls les segments « traiteurs de la mer » et « céphalopodes frais » repartent à la hausse par rapport à l'année dernière. Dans le même temps, la hausse du prix moyen d'achat entraîne une hausse de la valeur des ventes. Alors que l'indice Insee global des prix à la consommation est resté quasiment stable en moyenne en 2015, celui des poissons et crustacés frais est en hausse de 2,7 % en moyenne sur les 12 derniers mois.

Les achats de poissons frais des ménages reculent de 2 % (sur 12 mois à fin novembre 2015, en comparaison des 12 mois précédents), malgré la reprise des achats de saumon frais (+ 7,6 %) qui ne parvient pas à contrebalancer l'érosion des ventes de cabillaud frais (- 6,2 %) et de lieu noir (- 3,1 %). Le saumon est redevenu la première espèce de poisson frais achetée par les ménages devant le cabillaud, avec 21 % des volumes. Paradoxalement, les cours du saumon étaient à un niveau élevé du fait du ralentissement de la production de saumon en Norvège cette année. Ces évolutions s'expliquent aussi

par une diminution de l'offre en cabillaud et une hausse des cours du cabillaud sur le marché international.

Hormis le frais, les autres segments de produits sont également impactés par une baisse des volumes achetés : - 3 % pour les produits surgelés (sur les 12 mois à fin septembre 2015 par rapport aux 12 mois précédents), - 1 % sur les conserves de la mer (sur la même période).

**Volumes mis en vente en halle à marée, par espèce**

Tonnes	2011	2012	2013	2014	2015	%15/14
<b>Total</b>	<b>209 650</b>	<b>211 739</b>	<b>202 503</b>	<b>206 746</b>	<b>199 477</b>	<b>-3,5</b>
merlu	8 192	9 557	12 451	17 687	18 335	3,7
sardine	16 340	13 506	17 753	16 844	13 724	-18,5
coquille St-Jacques	15 949	15 953	14 490	14 294	14 263	-0,2
baudroie	12 398	13 594	13 449	13 340	13 532	1,4
merlan	12 365	10 179	8 997	9 232	10 311	11,7
maquereau	7 804	7 918	6 834	7 273	7 459	2,6
seiche	10 905	11 920	8 636	6 486	9 682	49,3
sole	6 401	6 069	6 366	6 050	5 102	-15,7
lieu noir	5 749	6 694	6 613	5 652	6 295	11,4
anchois	4 907	7 369	4 047	5 574	4 619	-17,1
églefin	7 092	10 506	7 339	5 426	4 937	-9,0
calmar	5 332	6 044	4 004	5 229	5 269	0,8
bar	4 177	4 320	4 343	3 825	3 027	-20,9
lingue franche	3 610	3 578	3 531	3 833	3 191	-16,8
lieu jaune	3 133	2 657	3 067	3 600	2 439	-32,3
cabillaud	4 455	5 683	4 249	3 214	3 321	3,3
langoustine	3 840	2 743	2 684	2 959	3 661	23,7
rouget barbet	2 633	1 879	1 216	1 961	3 512	79,1
St-Pierre	1 244	1 256	1 452	1 432	1 534	7,1
turbot	576	604	571	568	594	4,6

Source : Ric / FranceAgriMer

**Valeur des ventes en halle à marée, par espèce**

1 000 €	2011	2012	2013	2014	2015	%15/14
<b>Total</b>	<b>656 079</b>	<b>639 303</b>	<b>616 888</b>	<b>631 973</b>	<b>663 401</b>	<b>5,0</b>
baudroie	67 888	69 965	70 296	69 007	71 469	3,6
sole	76 311	71 047	67 764	63 928	60 342	-5,6
merlu	24 031	25 399	32 400	43 997	52 189	18,6
coquille St-Jacques	38 246	38 061	35 862	39 248	42 156	7,4
langoustine	38 231	30 167	29 621	33 135	39 992	20,7
bar	43 035	42 837	44 709	44 144	39 679	-10,1
calmar	32 879	32 833	26 465	27 872	34 135	22,5
seiche	35 976	34 206	24 479	22 910	28 681	25,2
merlan	18 613	16 470	15 689	16 549	17 751	7,3
St-Pierre	14 509	13 659	14 755	14 588	16 424	12,6
rouget barbet	17 198	14 238	10 728	11 604	14 845	27,9
lieu jaune	12 914	11 272	12 808	14 292	12 201	-14,6
cabillaud	15 449	17 942	13 385	10 243	11 686	14,1
sardine	10 769	10 971	13 699	13 013	11 648	-10,5
lieu noir	9 278	10 120	8 713	8 518	10 481	23,0
églefin	9 485	13 483	12 772	9 990	10 478	4,9
maquereau	10 873	10 144	9 610	10 209	9 316	-8,7
anchois	7 877	13 189	7 481	8 902	8 884	-0,2
turbot	8 358	7 983	8 061	8 011	8 796	9,8
lingue franche	8 589	8 154	8 245	8 120	8 072	-0,6

Source : Ric / FranceAgriMer

**Volumes mis en vente en halle à marée, par nom de halle à marée**

Tonnes	2011	2012	2013	2014	2015	%15/14
<b>Total</b>	<b>209 650</b>	<b>211 739</b>	<b>202 503</b>	<b>206 746</b>	<b>199 653</b>	<b>-3,4</b>
<b>Façade Nord-Pas de Calais</b>	<b>33 033</b>	<b>32 096</b>	<b>26 789</b>	<b>26 514</b>	<b>25 629</b>	<b>-3,3</b>
Dunkerque	916	1 044	1 378	1 153	866	-24,9
Boulogne-sur-Mer	32 117	31 052	25 411	25 360	24 763	-2,4
<b>Façade Manche</b>	<b>63 144</b>	<b>64 047</b>	<b>60 713</b>	<b>60 982</b>	<b>59 626</b>	<b>-2,2</b>
Dieppe	3 453	3 004	2 804	3 161	1 791	-43,3
Fécamp	2 108	2 474	2 863	3 130	3 725	19,0
Port-en-Bessin	7 351	7 941	7 330	8 660	7 660	-11,5
Grandcamp	1 363	1 656	2 336	1 669	2 220	33,0
Cherbourg	5 049	5 877	5 531	5 541	5 979	7,9
Granville	9 223	8 633	7 924	6 716	7 486	11,5
Cancale	267	431	323	136	168	22,8
Saint-Malo	1 142	1 139	1 230	1 006	834	-17,1
Erquy	11 855	12 285	12 059	12 474	11 331	-9,2
Saint-Quay-Portrieux	11 071	10 793	10 154	10 473	11 733	12,0
Loguivy	1 405	502	0	0	0	-
Roscoff	7 051	7 608	6 585	6 538	5 191	-20,6
Brest	1 806	1 705	1 574	1 478	1 508	2,0
<b>Façade Bretagne Sud</b>	<b>69 557</b>	<b>66 858</b>	<b>65 178</b>	<b>63 892</b>	<b>61 048</b>	<b>-4,5</b>
Douarnenez	4 903	5 256	6 316	4 551	2 562	-43,7
Audierne	978	928	967	1 151	925	-19,6
Saint-Guérolé	13 262	11 196	11 056	9 677	9 321	-3,7
Le Guilvinec	18 281	18 410	17 798	17 965	18 752	4,4
Loctudy	3 195	3 058	2 808	2 871	3 390	18,1
Concarneau	8 525	6 872	5 650	5 571	4 308	-22,7
Lorient	19 239	20 113	19 594	21 048	20 609	-2,1
Quiberon	1 174	1 025	988	1 058	1 180	11,6
<b>Façade Atlantique</b>	<b>34 322</b>	<b>39 825</b>	<b>39 679</b>	<b>45 792</b>	<b>46 468</b>	<b>1,5</b>
La Turballe	5 724	7 142	6 906	8 584	9 282	8,1
Le Croisic	1 572	1 477	1 507	1 759	1 965	11,7
Noirmoutier	1 907	2 023	1 868	1 865	1 858	-0,4
Ile d'Yeu	1 007	934	900	973	820	-15,7
Saint-Gilles-Croix-de-Vie	3 024	3 607	3 256	3 377	3 314	-1,9
Les Sables d'Olonne	6 510	7 164	7 080	8 249	8 427	2,2
La Rochelle	2 062	2 397	2 439	2 163	2 035	-5,9
Oléron	5 112	5 443	5 107	5 085	5 522	8,6
Royan	919	856	839	969	887	-8,5
Arcachon	2 168	2 599	2 054	2 041	2 222	8,9
Saint-Jean-de-Luz	4 318	6 181	7 721	10 728	10 136	-5,5
<b>Façade Méditerranée</b>	<b>9 594</b>	<b>8 913</b>	<b>10 144</b>	<b>9 566</b>	<b>6 882</b>	<b>-28,1</b>
Port-Vendres	770	659	395	0	0	-
Port-la-Nouvelle	1 259	1 033	1 394	1 667	1 295	-22,3
Agde	1 523	1 281	1 483	1 514	1 232	-18,6
Sète	3 276	2 775	2 644	2 818	2 042	-27,6
Le-Grau-du-Roi	2 140	2 632	3 211	2 992	2 313	-22,7
Port-de-Bouc	625	534	1 017	574	0	-100,0

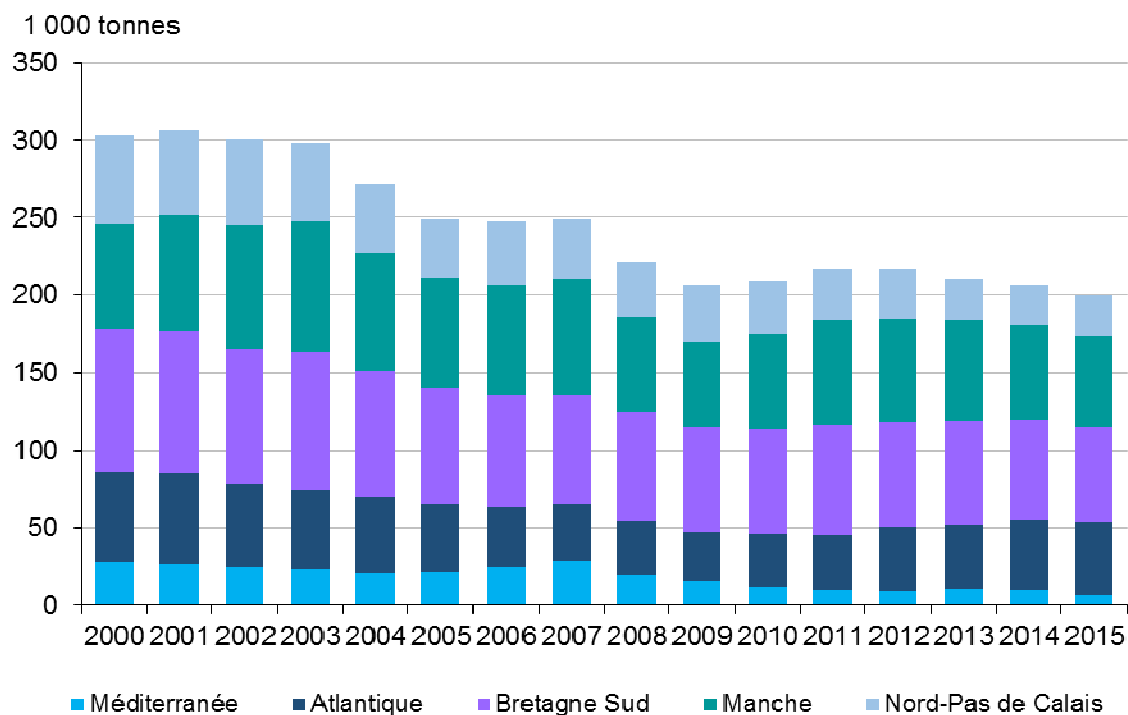
Source : Ric / FranceAgriMer

**Valeur des ventes en halle à marée, par nom de halle à marée**

1 000 €	2011	2012	2013	2014	2015	%15/14
<b>Total</b>	<b>656 079</b>	<b>639 303</b>	<b>616 888</b>	<b>631 973</b>	<b>664 472</b>	<b>5,1</b>
<b>Façade Nord-Pas de Calais</b>	<b>75 379</b>	<b>71 022</b>	<b>56 082</b>	<b>60 257</b>	<b>60 639</b>	<b>0,6</b>
Dunkerque	5 648	6 103	6 678	6 448	6 116	-5,2
Boulogne-sur-Mer	69 731	64 919	49 404	53 809	54 524	1,3
<b>Façade Manche</b>	<b>166 804</b>	<b>164 933</b>	<b>158 435</b>	<b>160 747</b>	<b>164 377</b>	<b>2,3</b>
Dieppe	9 490	8 036	7 498	9 147	6 030	-34,1
Fécamp	5 662	6 149	6 701	8 111	9 695	19,5
Port-en-Bessin	18 973	19 103	18 399	21 946	21 148	-3,6
Grandcamp	4 471	4 692	4 923	3 557	6 286	76,7
Cherbourg	13 700	14 671	14 228	14 462	15 792	9,2
Granville	17 618	17 179	15 618	14 886	14 963	0,5
Cancalle	817	1 156	748	457	410	-10,3
Saint-Malo	2 723	2 666	2 931	2 656	2 239	-15,7
Erquy	31 493	32 104	32 917	31 554	31 907	1,1
Saint-Quay-Portrieux	25 368	24 793	23 337	24 354	28 038	15,1
Loguivy	2 816	1 025	0	0	0	-
Roscoff	24 971	25 296	23 539	22 636	20 439	-9,7
Brest	8 702	8 063	7 596	6 980	7 430	6,4
<b>Façade Bretagne Sud</b>	<b>209 261</b>	<b>199 717</b>	<b>196 596</b>	<b>193 879</b>	<b>208 221</b>	<b>7,4</b>
Douarnenez	3 330	4 875	5 261	4 226	2 844	-32,7
Audierne	5 962	5 918	6 230	6 884	6 030	-12,4
Saint-Guérolé	26 903	24 917	23 873	18 998	19 043	0,2
Le Guilvinec	67 036	64 567	65 114	65 966	74 339	12,7
Loctudy	11 805	10 244	9 847	10 701	13 110	22,5
Concarneau	26 703	23 879	22 311	21 277	19 790	-7,0
Lorient	62 282	60 653	59 398	61 575	67 999	10,4
Quiberon	5 239	4 665	4 562	4 253	5 066	19,1
<b>Façade Atlantique</b>	<b>167 924</b>	<b>170 435</b>	<b>172 414</b>	<b>180 960</b>	<b>200 149</b>	<b>10,6</b>
La Turballe	20 341	21 100	20 659	20 251	23 918	18,1
Le Croisic	10 368	10 112	10 625	11 728	13 546	15,5
Noirmoutier	13 534	12 472	12 271	12 067	12 398	2,7
Ile d'Yeu	7 187	6 349	5 982	6 582	5 802	-11,8
Saint-Gilles-Croix-de-Vie	7 395	8 248	6 660	6 297	7 035	11,7
Les Sables d'Olonne	34 304	34 707	36 573	38 354	42 352	10,4
La Rochelle	9 226	9 526	10 142	9 863	9 882	0,2
Oléron	27 466	26 564	26 113	26 295	29 526	12,3
Royan	7 823	7 076	7 074	7 984	8 217	2,9
Arcachon	15 127	16 297	13 158	13 442	14 874	10,7
Saint-Jean-de-Luz	15 154	17 984	23 158	28 097	32 599	16,0
<b>Façade Méditerranée</b>	<b>36 711</b>	<b>33 196</b>	<b>33 362</b>	<b>36 129</b>	<b>31 085</b>	<b>-14,0</b>
Port-Vendres	1 061	1 133	357	0	0	-
Port-la-Nouvelle	5 054	3 847	4 268	5 317	4 742	-10,8
Agde	5 976	4 752	4 884	5 688	5 309	-6,7
Sète	12 715	10 338	9 282	10 810	9 533	-11,8
Le-Grau-du-Roi	11 021	12 347	13 146	13 429	11 501	-14,4
Port-de-Bouc	883	779	1 425	884	0	-100,0

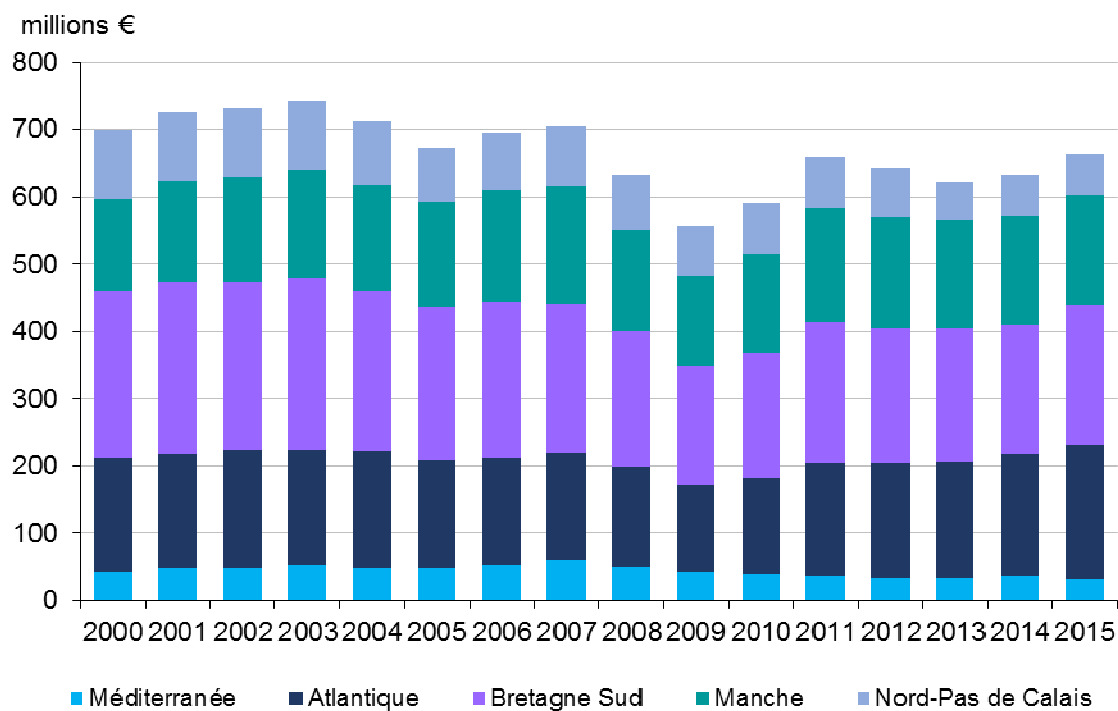
Source : Ric / FranceAgriMer

### Volumes mis en vente en halle à marée, par façade



Source : Ric / FranceAgriMer

### Valeur des ventes en halle à marée, par façade



Source : Ric / FranceAgriMer

## Bilan financier du commerce extérieur français dans le secteur des produits aquatiques

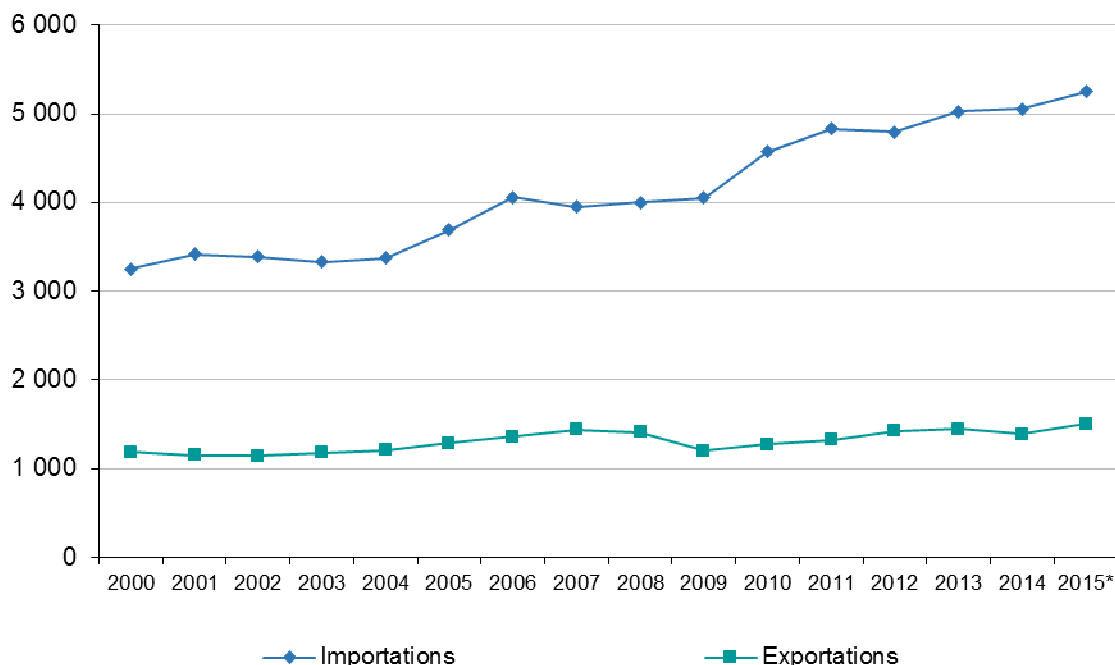
Millions d'euros	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
<b>EXPORTATIONS</b>	<b>1 323,7</b>	<b>1 424,0</b>	<b>1 444,9</b>	<b>1 386,5</b>	<b>1 505,4</b>	<b>9%</b>
Poissons marins	645,8	720,3	713,5	620,8	671,0	8%
Poissons amphibiotes et d'eau douce	190,0	205,5	226,8	227,3	219,2	-4%
Coquillages et céphalopodes	228,0	224,0	214,1	225,6	265,5	18%
Crustacés	152,3	150,1	164,4	175,4	198,1	13%
Autres	107,5	124,0	126,0	137,4	151,5	10%
<b>IMPORTATIONS</b>	<b>4 832,8</b>	<b>4 796,7</b>	<b>5 023,1</b>	<b>5 058,5</b>	<b>5 251,6</b>	<b>4%</b>
Poissons marins	2 112,1	2 166,4	2 261,2	2 225,3	2 358,1	6%
Poissons amphibiotes et d'eau douce	990,3	961,6	1 106,4	1 084,9	1 052,1	-3%
Coquillages et céphalopodes	612,6	540,6	509,4	1 090,7	1 118,8	3%
Crustacés	987,9	977,9	1 003,0	505,5	562,2	11%
Autres	129,8	150,2	143,1	152,2	160,3	5%
<b>SOLDE</b>	<b>-3 509,1</b>	<b>-3 372,7</b>	<b>-3 578,2</b>	<b>-3 672,1</b>	<b>-3 746,1</b>	

\* Estimations basées sur le taux d'évolution du cumul janvier à novembre 2015 par rapport au cumul janvier à novembre 2014

Source : FranceAgriMer, d'après Douanes françaises

## Commerce extérieur français du secteur des produits aquatiques

millions €



\* Estimations

Source : FranceAgriMer, d'après Douanes françaises

## Échanges de la France dans le secteur des produits aquatiques

1 000 tonnes poids net	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
<b>EXPORTATIONS</b>	<b>314,2</b>	<b>353,0</b>	<b>330,3</b>	<b>308,2</b>	<b>324,1</b>	<b>5%</b>
Poissons marins	175,7	202,6	182,3	156,0	164,6	6%
vivants, réfrigérés entiers	48,5	51,4	48,0	51,5	44,9	-13%
réfrigérés filets	4,7	4,7	4,2	4,9	4,5	-8%
congelés entiers	87,3	109,9	94,9	66,0	79,5	20%
congelés filets	9,9	13,3	11,8	12,9	13,2	3%
séchés, salés, fumés	1,5	1,3	0,8	0,7	1,8	148%
conserves	24,0	21,9	22,7	20,0	20,5	2%
Poiss. amphib., eau douce	26,2	30,3	34,2	32,4	29,5	-9%
vivants, réfrigérés entiers	9,8	10,5	10,3	11,4	11,6	2%
réfrigérés filets	5,2	6,9	7,8	6,6	4,8	-28%
congelés	6,0	6,5	8,5	6,6	5,3	-19%
séchés, salés, fumés	3,8	4,5	4,5	3,7	3,9	5%
conserves	1,5	1,9	1,7	1,7	2,1	23%
Coquill. et céphalopodes	43,7	40,5	38,4	37,2	46,3	25%
vivants, réfrigérés	27,2	24,4	24,7	24,8	30,1	22%
congelés	9,5	10,3	8,8	7,9	9,9	26%
séchés, salés	2,8	2,6	1,8	1,2	2,0	72%
conserves	4,1	3,3	3,2	3,4	4,2	25%
Crustacés	18,6	17,4	18,8	18,3	16,6	-9%
vivants	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	-1%
réfrigérés	4,3	3,6	3,5	3,8	4,1	8%
congelés	10,5	10,2	11,7	10,8	10,3	-4%
conserves	3,4	3,1	3,1	3,3	3,8	13%
Autres	50,0	62,3	56,6	64,3	69,6	8%
<b>IMPORTATIONS</b>	<b>1 147,8</b>	<b>1 114,0</b>	<b>1 108,8</b>	<b>1 108,0</b>	<b>1 110,7</b>	<b>0%</b>
Poissons marins	582,2	548,7	569,2	570,3	567,4	-1%
vivants, réfrigérés entiers	104,7	97,8	103,6	108,0	104,9	-3%
réfrigérés filets	32,4	32,6	34,7	37,4	37,2	0%
congelés entiers	63,3	57,7	49,4	45,7	47,3	3%
congelés filets	197,8	181,8	189,2	182,0	186,6	3%
séchés, salés, fumés	13,1	14,8	18,3	18,7	21,2	13%
conserves	170,9	164,1	174,0	178,5	170,3	-5%
Poiss. amphib., eau douce	195,3	207,8	200,1	184,2	183,6	0%
vivants, réfrigérés entiers	112,5	127,1	115,7	108,9	111,4	2%
réfrigérés filets	17,7	26,1	26,1	21,3	21,6	1%
congelés	54,2	42,7	46,1	43,5	39,0	-10%
séchés, salés, fumés	8,3	9,6	9,1	8,2	9,3	13%
conserves	2,7	2,4	3,0	2,3	2,6	14%
Coquill. et céphalopodes	147,9	128,3	126,3	128,1	133,5	4%
vivants, réfrigérés	60,2	55,5	56,3	56,9	60,4	6%
congelés	53,1	48,0	46,8	45,4	43,6	-4%
séchés, salés	3,4	2,2	2,4	3,7	4,2	12%
conserves	31,2	22,6	20,8	22,1	25,1	14%
Crustacés	145,4	143,5	139,4	138,1	140,1	2%
vivants	4,1	4,0	4,1	4,1	3,8	-6%
réfrigérés	15,9	16,1	15,6	15,8	15,3	-3%
congelés	105,8	105,4	102,5	100,1	102,1	2%
conserves	19,6	18,1	17,2	18,1	17,4	-4%
Autres	77,0	85,6	73,8	87,4	86,3	-1%
<b>SOLDE</b>	<b>-833,6</b>	<b>-761,0</b>	<b>-778,5</b>	<b>-799,8</b>	<b>-786,6</b>	

\* Estimations basées sur le taux d'évolution du cumul janvier à novembre 2015 par rapport au cumul janvier à novembre 2014

Source : FranceAgriMer, d'après Douanes françaises

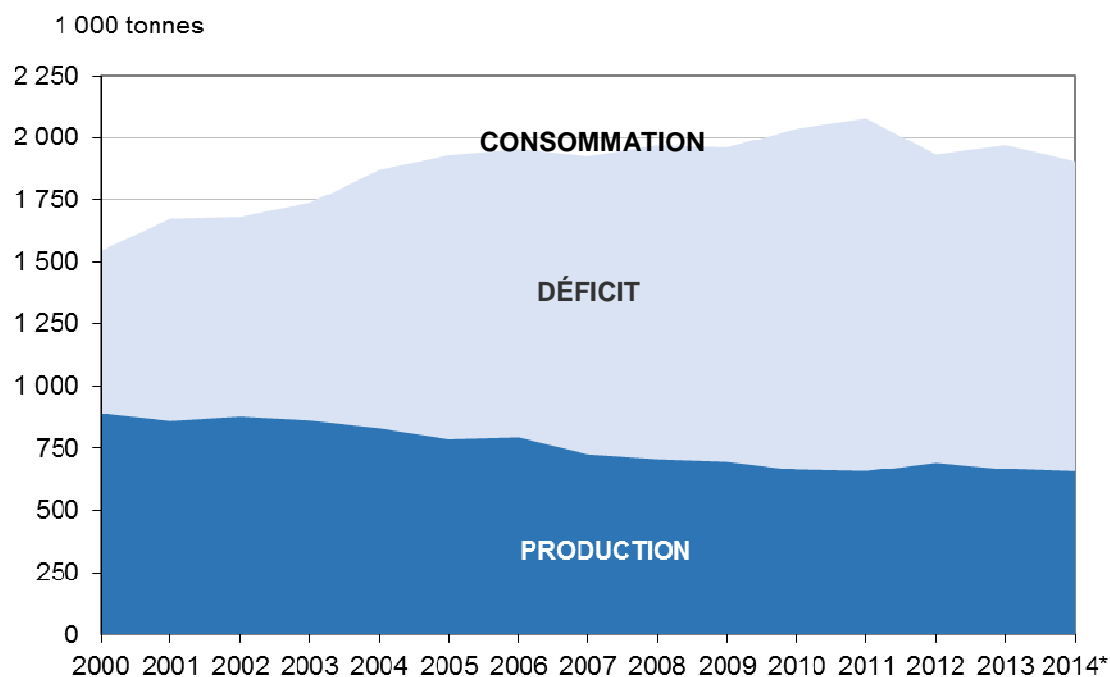


### Relevé des prix de détail\* des produits frais

€/kg	2011	2012	2013	2014	2015	%15/14
bar élevage entier France	12,43	13,59	14,22	13,93	14,56	4,5
bar élevage entier import	10,60	11,67	11,47	11,29	11,63	3,0
bar de chalut entier	16,43	16,48	18,72	20,62	21,78	5,6
bar de ligne entier	29,98	24,29	27,99	27,42	28,81	5,1
cabillaud dos			18,58	17,31	18,57	7,3
cabillaud filet	14,62	14,55	14,30	13,73	14,32	4,3
noix St-Jacques coraillée	29,29	29,42	29,73	31,38	34,95	11,4
coquille St-Jacques entière	6,19	6,30	6,39	7,30	7,56	3,5
huître creuse fine de claire cal.3-4-5	8,11	9,06	9,35	9,37	8,89	-5,1
langoustine crue	18,04	18,18	19,17	19,09	19,89	4,2
langoustine cuite	21,40	23,55	22,83	22,15	23,06	4,1
lieu noir filet	10,16	9,81	9,39	9,95	10,33	3,9
lotte queue - de 3 kg	20,65	20,30	20,32	20,13	19,27	-4,3
merlan filet	15,20	15,40	15,21	15,31	15,69	2,5
merlu darne	14,15	13,94	13,88	14,86	14,52	-2,3
merlu entier + de 1 kg	9,11	9,38	9,30	9,66	9,76	1,1
merlu entier - de 1 kg	9,11	10,21	9,89	10,00	10,54	5,5
moule France	3,70	3,80	3,90	4,08	4,20	3,0
moule import	3,39	3,51	3,40	3,47	3,48	0,2
raie aile pelée	14,10	13,92	14,51	13,96	14,09	1,0
saumon élev. darne	14,55	13,29	15,32	15,34	15,72	2,5
saumon élev. entier - 4 kg	8,69	7,66	9,24	9,29	9,27	-0,2
saumon élev. filet	13,93	12,75	14,72	14,74	14,53	-1,4
saumon élev. pavé	16,14	15,17	17,09	16,90	16,72	-1,1
sole taille 4-5-6	22,17	21,47	20,23	20,16	21,72	7,8
truite élev. portion vidée	1,87	1,90	2,01	2,18	2,25	3,0

\* Échantillon de 130 à 150 hyper et supermarchés  
Source : RNM / FranceAgriMer

### Production et consommation de produits aquatiques en France



Source : FranceAgriMer, d'après DPMA, et Douanes françaises

# viandes rouges





## Le marché des gros bovins en France

### › Broutards : un marché dynamique vers les pays tiers

Les exportations de broutards (bovins de plus de 80 kg destinés à l'engraissement) ont augmenté de 7 % en 2015 par rapport à 2014, soit une progression de 69 000 têtes. Les ventes vers les marchés historiques sont en repli, vers l'Italie de 3,4 % et vers l'Espagne de 11,6 %. Le marché transalpin demeure le principal débouché de la France. Environ 70 % des broutards français y ont été expédiés en 2015. L'Espagne, avec 13 % des ventes, reste le 2<sup>e</sup> acheteur.

Les ventes ont été dynamiques vers les pays tiers, et notamment vers la Turquie depuis sa réouverture du marché en novembre 2014, et ce jusqu'en septembre 2015. Sur l'année 2015, les opérateurs turcs ont acheté 80 000 têtes de bovins maigres soit 8 % du total des ventes françaises. 90 % des bovins expédiés sont légers (bovins destinés à l'engraissement de 160 et 300 kg).

Les achats turcs ont été ralentis en fin d'année, suite à l'apparition de la fièvre catarrhale ovine (FCO) sur le territoire français (mi-septembre 2015). En octobre, les ventes ont fortement diminué. Elles sont passées de 8 000 têtes/mois en moyenne (entre janvier et septembre 2015) à 300 bovins maigres au mois d'octobre.

Suite à la signature d'un protocole d'accord sanitaire entre les services français et italiens, les échanges ont pu reprendre vers le marché italien en novembre (+ 41,5% en novembre 2015/novembre 2014), après des mois de septembre et d'octobre particulièrement bas.

### › Femelles : une forte disponibilité en viande laitière

Sur l'ensemble de l'année 2015, les effectifs de femelles de plus de 36 mois ont été globalement stables (- 2 200 têtes au 1<sup>er</sup> décembre 2015/14). L'évolution des races allaitantes a été croissante tout au long de l'année 2015. Ces dernières étaient en hausse de 56 200 têtes au 1<sup>er</sup> décembre 2015/2014 (+ 1,3 %). Cette augmentation avait été initiée en 2014 dans le cadre de la recherche d'une référence historique de la nouvelle aide aux bovins allaitant (ABA). À cela ce sont ajoutées en 2015 des conditions favorables en automne au maintien tardif des troupeaux à l'extérieur. Les sorties des femelles allaitantes ont pu ainsi être reportées. Une partie du cheptel a été très certainement conservée sur l'exploitation pour le renouvellement.

Les femelles laitières de plus de 36 mois ont diminué de 58 400 têtes, au 1<sup>er</sup> décembre 2015/2014 alors que de janvier à avril 2015, le cheptel était relativement stable. Après la fin des quotas laitiers à la mi-avril 2015, une phase de sortie accélérée s'est amorcée, consécutive à la constitution d'un stock de génisses très élevé alors que le marché du lait est dégradé. En 2015, le prix du lait payé au producteur était inférieur à celui de 2014. En France, la baisse était de 54,6 €/1 000 litres (- 14,8 % en 2015/2014) et en Europe de 65 €/1 000 litres (- 17,5 %).

Les abattages de vaches, entre 2014 et 2015, ont augmenté de 71 800 têtes, soit de 4,6 % d'après Normabev. Cette hausse concerne principalement les vaches laitières (+ 7,5 %, soit + 47 400 têtes 2015/2014) dans un contexte de forte disponibilité et d'une situation laitière morose. Les abattages de vaches allaitantes sont restées sensiblement semblables à 2014 (+ 0,3%, + 1 900 têtes en 2015/2014). Les vaches allaitantes ont été conservées sur les exploitations. Ceci se traduit par un alourdissement des poids carcasse (+ 5,3 kg/tête). Depuis la semaine 44 (fin octobre), les effectifs de vaches sont entrés dans une phase de stabilisation à la faveur de la baisse saisonnière habituelle. Cette forte disponibilité en viande de vaches laitières s'est traduite sur le marché par un repli de 2,3 % de la cotation de la vache O3 entrée abattoir, soit une baisse de 8 centimes d'euro/kg net par rapport à 2014.

Les abattages de génisses ont été en repli de 1,2 %, soit de 3 500 têtes (Normabev), du fait d'un stock sur pied important de vaches.

### › Mâles : un déséquilibre offre-demande non compensé par les exportations dynamiques de jeunes bovins

D'après Normabev, les abattages de jeunes bovins toutes races confondues ont diminué en 2015 (- 0,5 %, soit - 4 000 têtes). Cette baisse a concerné uniquement les jeunes bovins allaitants (- 1,4 %; - 9 245 têtes). Les abattages de jeunes bovins laitiers ont en effet augmenté de 1,1 % en 2015 par rapport à 2014 (+ 5 500 têtes). La hausse des disponibilités de jeunes bovins laitiers en 2015 découle de

l'augmentation des naissances de veaux laitiers issus d'un cheptel de femelles laitières de plus de 24 mois en hausse. Durant les dernières semaines 2015 (dès la semaine 44), les abattages de jeunes bovins ont repris. Parallèlement, sur la même période ceux des vaches se sont stabilisés. Les jeunes bovins sont venus compléter l'offre en vaches moins importante.

Ces données d'abattages se confirment avec les données de cheptel de la BDNI. Au 1<sup>er</sup> décembre 2015 comparativement au 1<sup>er</sup> décembre 2014, les effectifs de jeunes bovins (de 12 à 24 mois) étaient en repli de - 3,5 % (- 31 200 têtes). Cette diminution concerne principalement les jeunes bovins laitiers (- 7,4%, soit - 24 200 têtes). Les races allaitantes étaient en repli de 1,3 % (- 6 900 têtes).

Parallèlement, les exportations de gros bovins mâles finis (bovins engraisés de plus de 300 kg) ont été dynamiques sur l'année 2015 par rapport à 2014 (+ 16,5 %). En Europe, la demande a été haussière vers la Belgique (+ 175,4 %) et baissière vers l'Italie (- 12,6 %). Les intégrateurs italiens étaient suffisamment approvisionnés en broustards. Pour les pays tiers, l'année 2015 a été marquée par les achats dynamiques du Liban. Le Liban devient ainsi le second débouché après l'Italie. La Lybie a également maintenu sa croissance. Entre 2012 et 2015, les exportations de jeunes bovins vers la Lybie sont passées de 500 têtes à 6 900 têtes.

La hausse des exportations de jeunes bovins n'a pas permis de diminuer l'offre d'animaux finis du marché français. Les sorties de jeunes bovins des ateliers d'engraissement ont été temporisées, dans un contexte de forte disponibilité de viande de vache laitière. Il en résulte une hausse des poids carcasse. Cette augmentation a été plus marquée pour le jeune bovin allaitant (+ 7,4 kg/têtes, + 1,6 % en 2015/2014) que pour le jeune bovin laitier (+ 3,7 kg/tête, + 1,1 %).

Sur le marché français en 2015 comparativement à 2014 les cotations des jeunes bovins R3 et U3 ont été en repli de 3 centimes à la fois pour les conformations R3 (- 0,7 %) et U3 (- 0,6 %). Ces prix ont été orientés à la baisse, influencés par le repli des cours des vaches laitières (O3). Sur les dernières semaines, la cotation du jeune bovin R3 (allaitant) se rapprochait des cotations des vaches R3.

La production de bœufs a augmenté en 2015 de 5 400 têtes par rapport à 2014 (+ 3,3 %). Seul le poids moyen des carcasses des bœufs allaitants s'est accru de 1,2 %, soit de 5,2 kg/tête, tandis qu'en race laitière et en croisement, les poids moyens sont restés stables.

### › Commerce de viande bovine : une balance commerciale déficitaire

La balance commerciale de viande bovine (hors abats) est en repli de 110 000 tec (- 17,8 % en 2015/2014). Les exportations, bien qu'en hausse (+ 3 %), n'ont pas compensé les importations. Les importations ont toutefois diminué de 5 % (en 2015/2014), le marché français étant suffisamment approvisionné en viande.

En 2015, les exportations de viande fraîche et réfrigérée vers la Grèce, second débouché de la France, ont été ralenties. La situation financière difficile de la Grèce, fin juin 2015, n'a pas rassuré les opérateurs français qui craignaient des défauts de paiement. Les échanges avec la Grèce ont repris en fin d'année. La demande allemande a permis de compenser partiellement le recul. En 2015, les expéditions de viande fraîche et réfrigérée sur le marché allemand ont augmenté de 23,6 % pour un volume total de 45 000 tec. Sur le marché des viandes congelées, l'Europe est le principal vendeur (59 % de part de marché en 2015). La France a conforté sa présence dans les pays tiers, et notamment en Asie et en Afrique. Les exportations ont progressé de + 17,7% vers la Côte d'Ivoire avec un total de 1 500 tec et se sont maintenues à Hong Kong avec un total de 900 tec.

Sur le marché des viandes transformées, la progression est de 26,1 % pour un total de 17 000 tec.

### › Consommation : un repli des achats de viande piécée

La consommation totale française, calculée par bilan, est restée globalement stable sur l'année 2015. La consommation par bilan néanmoins ne permet pas d'appréhender les volumes en stock (stock outil détenu par les industriels).

Les achats hors foyer semblent avoir été plus importants que ceux à domicile. Les viandes de boucherie fraîches ont été moins achetées comparativement à 2014 (- 2,6 %), d'après les données Kantar Worldpanel (qui mesurent les achats des ménages).

Les ménages français continuent à consommer plus de haché frais (+ 4,7 %). Les pièces à griller/rôtir sont en repli (- 1,0 %). L'été très chaud n'a très certainement pas favorisé la consommation de viandes.

## › Prévisions 2016

En 2016, la production de bovins maigres du troupeau allaitant sera globalement orientée à la hausse soutenue par la production de femelles. Les éleveurs pourraient conserver leur cheptel pour optimiser le versement des primes d'aide aux bovins allaitants (ABA) au 1<sup>er</sup> semestre 2016. Les femelles allaitantes pourraient être gardées pour le renouvellement (vêlages mars-avril 2017). Dans ce cas, le cheptel de vaches allaitantes sera en augmentation jusqu'au deuxième semestre 2016.

L'offre française en jeunes bovins pourrait diminuer en 2016 grâce à la hausse des exportations. La demande allemande sera maintenue car son cheptel était en baisse en 2015. Il existe néanmoins un risque de forte disponibilité de jeunes bovins sur le marché français.

Globalement, en 2016 les abattages pourraient augmenter avec une stabilisation au 1<sup>er</sup> semestre 2016 et une hausse au second semestre comparativement à 2015. Avec l'effectif de vaches allaitantes qui se maintient sur l'année 2016, plus de vaches allaitantes seront abattues sur le 2<sup>nd</sup> semestre 2016. Les abattages de génisses pendant le 1<sup>er</sup> semestre pourraient augmenter. Les abattages de jeunes bovins issus du troupeau laitier seront en repli en 2016.

En 2016, la production de bœuf devrait être relativement stable en têtes. Ce repli pourra être compensé par les poids carcasse en hausse.

Les importations de viande resteront en repli sur le marché français en 2016 qui sera suffisamment approvisionné en viande issue des troupeaux laitier et allaitant.

La consommation par bilan sera probablement stable voire en repli en 2016, dans la poursuite de la tendance actuelle de recul de la consommation.

## Bilan dans le secteur des gros bovins finis

	2014		2015*		%15*/14	
	1000 têtes	1000 tec	1000 têtes	1000 tec	1000 têtes	1000 tec
<b>Production contrôlée</b>	<b>3 373,8</b>	<b>1 247,2</b>	<b>3 454,7</b>	<b>1 283,8</b>	<b>2,4</b>	<b>2,9</b>
<b>Commerce extérieur</b>						
<b>Animaux vivants</b>						
Exportations <sup>(1)</sup>	46,2	10,5	56,8	12,9	23,1	23,1
Importations <sup>(1)</sup>	9,6	1,1	7,6	0,8	-21,1	-21,1
<b>SOLDE</b>	<b>36,5</b>	<b>9,4</b>	<b>49,2</b>	<b>12,1</b>	<b>34,7</b>	<b>28,1</b>
<b>Abattages contrôlés</b>	<b>3 337,3</b>	<b>1 237,8</b>	<b>3 405,5</b>	<b>1 271,7</b>	<b>2,0</b>	<b>2,7</b>
<b>Commerce extérieur</b>						
<b>Viande et conserves <sup>(2)</sup></b>						
<b>Exportations</b>		<b>229,0</b>		<b>234,7</b>		<b>2,5</b>
Viande fraîche		192,3		194,4		1,1
Viande congelée		22,5		22,4		-0,3
Conserves		14,2		17,9		26,1
<b>Importations</b>		<b>363,0</b>		<b>344,8</b>		<b>-5,0</b>
Viande fraîche		256,4		236,0		-8,0
Viande congelée		89,2		92,0		3,1
Conserves		17,4		16,9		-2,9
<b>SOLDE</b>		<b>-134,0</b>		<b>-110,1</b>		<b>-17,8</b>
<b>Consommation contrôlée</b>		<b>1 371,8</b>		<b>1 381,8</b>		<b>0,7</b>
<b>SOLDE (Prod - Cons)</b>		<b>-85,7</b>		<b>-98,0</b>		

\* Estimations

<sup>(1)</sup> Animaux de plus de 300 kg vif destinés à la boucherie

<sup>(2)</sup> inclus la viande de veau

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

## Prévisions 2016

### Prévisions de production

1000 tec	2013	2014	2015*	2016**	%16**/15*
Jeunes bovins	421,9	412,5	416,5	414,8	-0,4
Bœufs	68,8	68,6	71,6	71,6	0,0
Femelles	737,1	756,7	783,6	807,1	3,0
Gros Bovins	1 227,8	1 237,8	1 271,7	1 293,3	1,7

\* Estimations, \*\* Prévisions

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

Réactualisation des données avant 2014

1000 tec	2012	2013	2014	2015*	2016**	%16**/15*
Production	1 317,3	1 237,9	1 247,2	1 278,4	1 295,0	1,3
Abattages	1 288,2	1 227,8	1 237,8	1 266,3	1 282,7	1,3
Export viandes <sup>(1)</sup>	267,0	239,3	229,0	236,8	245,1	3,5
Import viandes <sup>(1)</sup>	381,8	377,5	363,0	337,6	316,6	-6,2
Consommation <sup>(1)</sup>	1 612,0	1 541,3	1 525,8	1 525,6	1 513,4	-0,8

\* Estimations \*\* Prévisions <sup>(1)</sup> inclus viande de veau

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

Réactualisation des données avant 2014

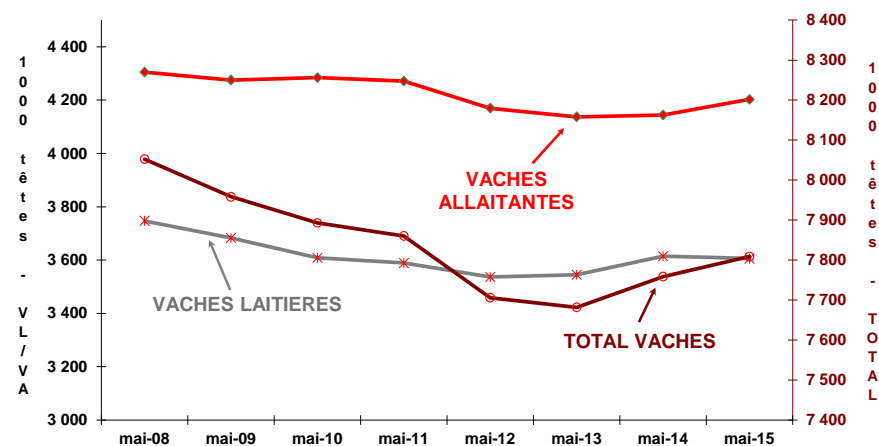
**Cheptel bovin**  
- enquêtes de mai -

1 000 têtes	2011	2012	2013	2014	2015	%15/14
Vaches laitières	3 589	3 536	3 545	3 615	3 606	-0,2
Vaches allaitantes	4 272	4 170	4 137	4 144	4 203	1,4
<b>Total vaches</b>	<b>7 860</b>	<b>7 706</b>	<b>7 682</b>	<b>7 759</b>	<b>7 809</b>	<b>0,6</b>
Génisses laitières de 1 à 2 ans	1 090	1 078	1 111	1 107	1 154	4,2
Génisses laitières de plus de 2 ans	749	710	679	685	684	0,0
Génisses allaitantes de 1 à 2 ans	983	950	989	974	971	-0,2
Génisses allaitantes de plus de 2 ans	952	885	938	967	897	-7,3
<b>Total bovins souche</b>	<b>11 634</b>	<b>11 330</b>	<b>11 398</b>	<b>11 492</b>	<b>11 515</b>	<b>0,2</b>
<b>Autres femelles</b>	<b>945</b>	<b>964</b>	<b>872</b>	<b>878</b>	<b>948</b>	<b>8,0</b>
de 1 à 2 ans	451	460	429	426	443	4,1
de plus de 2 ans	493	504	442	452	505	11,7
<b>Mâles de 1 à 2 ans</b>	<b>978</b>	<b>964</b>	<b>999</b>	<b>969</b>	<b>972</b>	<b>0,3</b>
de type "laitier"	330	309	311	316	318	0,9
de type "viande"	647	655	689	654	654	0,0
Autres mâles (plus de 2 ans)	458	422	413	418	425	1,7
Autres bovins (moins de 1 an)	5 701	5 602	5 497	5 530	5 603	1,3
<b>TOTAL BOVINS</b>	<b>19 714</b>	<b>19 281</b>	<b>19 179</b>	<b>19 286</b>	<b>19 463</b>	<b>0,9</b>

Source : SSP d'après BDNI

**Cheptel de vaches en France**

Enquête de mai



Source : FranceAgriMer d'après SSP



## Abattages contrôlés de gros bovins

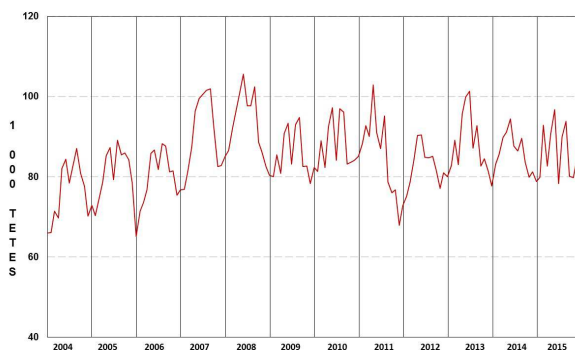
	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
<b>Abattages (1 000 têtes)</b>						
Vaches	1 951,6	1 845,8	1 659,0	1 694,7	1 762,4	4,0
Génisses	489,5	471,0	434,9	434,2	429,9	-1,0
Jeunes Bovins	1 031,8	986,4	1 060,5	1 030,7	1 028,2	-0,2
Bœufs	239,4	202,2	178,7	177,7	184,9	4,1
<b>TOTAL</b>	<b>3 712,2</b>	<b>3 505,4</b>	<b>3 333,0</b>	<b>3 337,3</b>	<b>3 405,5</b>	<b>2,0</b>
<b>Abattages (1 000 tec)</b>						
Vaches	690,3	648,2	583,5	599,6	626,1	4,4
Génisses	174,2	167,2	153,6	157,0	157,5	0,3
Jeunes Bovins	407,1	393,8	421,9	412,5	416,5	1,0
Bœufs	92,8	79,0	68,8	68,6	71,6	4,3
<b>TOTAL</b>	<b>1 364,4</b>	<b>1 288,2</b>	<b>1 227,8</b>	<b>1 237,8</b>	<b>1 271,7</b>	<b>2,7</b>
<b>Poids moyens (kg / tête)</b>						
Vaches	353,7	351,2	351,7	353,8	355,3	0,4
Génisses	355,9	354,9	353,1	361,6	366,4	1,3
Jeunes Bovins	394,6	399,2	397,8	400,2	405,0	1,2
Bœufs	387,5	390,7	385,2	386,2	387,1	0,2
<b>Ensemble gros bovins</b>	<b>367,5</b>	<b>367,5</b>	<b>368,4</b>	<b>370,9</b>	<b>373,4</b>	<b>0,7</b>

\* Estimations

Réactualisation des données avant 2014

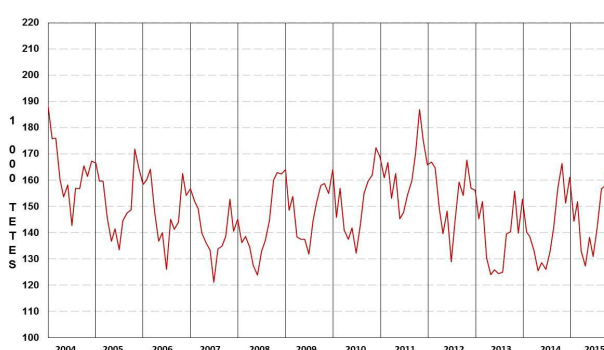
Source : FranceAgriMer d'après SSP

### Abattages de jeunes bovins



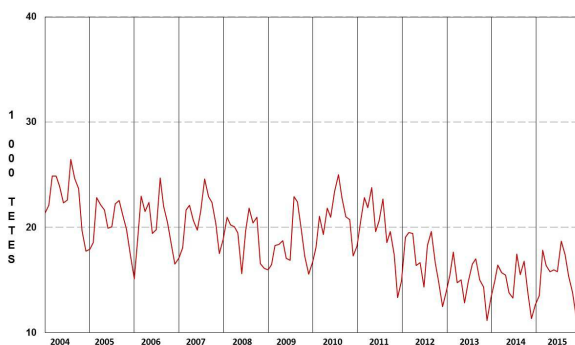
Source : FranceAgriMer d'après SSP

### Abattages de bœufs



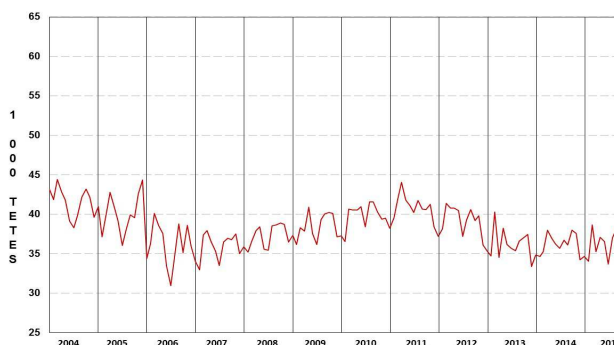
Source : FranceAgriMer d'après SSP

### Abattages de vaches



Source : FranceAgriMer d'après SSP

### Abattages de génisses



Source : FranceAgriMer d'après SSP

## Bilan financier du commerce extérieur dans le secteur bovin

Millions d'euros	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
<b>EXPORTATIONS</b>	<b>2 522,6</b>	<b>2 406,1</b>	<b>2 138,5</b>	<b>2 036,5</b>	<b>2 172,9</b>	<b>6,7</b>
Animaux vivants	1 326,3	1 286,0	1 119,9	1 093,0	1 195,3	9,4
<i>Gros bovins</i>	957,5	1 043,1	883,6	848,5	867,0	2,2
<i>Veaux</i>	368,8	242,8	236,3	244,5	328,3	34,3
Viandes fraîches	1 085,7	1 009,8	919,3	836,8	850,3	1,6
Viandes congelées	59,1	50,3	54,1	56,2	58,2	3,6
Viandes transformées	51,5	60,0	45,3	50,4	69,0	36,8
<b>IMPORTATIONS</b>	<b>1 447,6</b>	<b>1 578,7</b>	<b>1 604,3</b>	<b>1 493,5</b>	<b>1 427,6</b>	<b>-4,4</b>
Animaux vivants	55,4	50,1	58,5	38,2	30,6	-20,0
<i>Gros bovins</i>	17,8	16,4	34,3	16,6	12,7	-23,5
<i>Veaux</i>	37,6	33,7	24,2	21,6	17,9	-17,2
Viandes fraîches	1 068,4	1 142,3	1 179,5	1 106,2	1 055,1	-4,6
Viandes congelées	223,0	280,8	266,4	246,7	239,1	-3,1
Viandes transformées	100,8	105,4	99,9	102,3	102,8	0,4
<b>SOLDE</b>	<b>1 075,0</b>	<b>827,4</b>	<b>534,2</b>	<b>543,0</b>	<b>745,3</b>	

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

## Commerce extérieur des bovins vivants de plus de 80 kg destinés à l'engraissement

1 000 têtes	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
<b>Exportations totales</b>	<b>1 145,8</b>	<b>997,0</b>	<b>994,0</b>	<b>969,1</b>	<b>1 038,2</b>	<b>7,1</b>
Union européenne 27/28	1 110,5	974,2	947,9	932,4	906,3	-2,8
<i>Italie</i>	878,0	825,3	776,2	753,2	720,8	-4,3
<i>Espagne</i>	202,0	124,8	140,8	151,8	132,3	-12,9
<i>Belgique</i>	3,7	2,9	6,2	4,3	22,9	///
<i>Allemagne</i>	7,4	8,7	11,1	10,1	8,7	-14,4
<i>Grèce</i>	12,2	6,1	6,7	6,6	5,5	-17,0
Pays tiers	35,3	22,8	46,1	36,7	132,0	259,4
<i>Turquie</i>	2,8	2,1	0,0	2,4	80,3	///
<i>Algérie</i>	12,7	11,3	32,5	21,6	9,4	-56,5
<b>Importations totales</b>	<b>1,8</b>	<b>1,1</b>	<b>1,7</b>	<b>1,6</b>	<b>1,5</b>	<b>-4,9</b>
Union européenne 27/28	1,8	1,1	1,7	1,6	1,5	-5,3
<i>Espagne</i>	0,4	0,2	0,6	0,1	0,6	///
<i>Belgique</i>	0,7	0,3	0,4	0,6	0,3	-45,3
<i>Allemagne</i>	0,1	0,0	0,2	0,2	0,0	-100,0
Pays tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	277,2
<b>SOLDE</b>	<b>1 144,0</b>	<b>995,9</b>	<b>992,3</b>	<b>967,5</b>	<b>1 036,7</b>	

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013)

### Commerce extérieur des bovins vivants de + 300 kg destinés à l'engraissement

1 000 têtes	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
<b>Exportations totales</b>	<b>744,6</b>	<b>747,9</b>	<b>743,9</b>	<b>718,6</b>	<b>715,8</b>	<b>-0,4</b>
Union européenne 27/28	722,1	731,3	704,3	689,5	676,3	-1,9
<i>Italie</i>	668,7	690,6	656,2	639,4	622,6	-2,6
<i>Espagne</i>	27,2	19,7	22,0	27,6	23,7	-13,9
<i>Allemagne</i>	6,7	7,2	8,6	7,3	6,5	-11,1
<i>Grèce</i>	10,9	5,5	5,9	5,8	5,0	-13,7
Pays tiers	22,6	16,6	39,5	29,1	39,5	35,6
<i>Algérie</i>	11,1	8,2	28,8	17,6	8,7	-50,6
<i>Tunisie</i>	9,3	6,2	8,1	6,4	7,9	24,8
<b>Importations totales</b>	<b>0,8</b>	<b>0,4</b>	<b>1,3</b>	<b>1,4</b>	<b>1,0</b>	<b>-29,9</b>
Union européenne 27/28	0,8	0,4	1,3	1,4	1,0	-29,9
<i>Belgique</i>	0,5	0,3	0,3	0,4	0,3	-21,5
<i>Espagne</i>	0,3	0,0	0,3	0,1	0,3	219,5
<i>Allemagne</i>	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	-100,0
<i>Autriche</i>	0,0	0,0	0,5	0,4	0,0	-100,0
Pays tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,4
<b>SOLDE</b>	<b>743,8</b>	<b>747,5</b>	<b>742,5</b>	<b>717,2</b>	<b>714,8</b>	

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013)

### Commerce extérieur des bovins vivants de + 300 kg destinés à la boucherie

1 000 têtes	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
<b>Exportations totales</b>	<b>183,6</b>	<b>137,9</b>	<b>54,6</b>	<b>46,2</b>	<b>56,8</b>	<b>23,1</b>
Union européenne 27/28	78,1	37,2	31,1	24,3	28,7	18,1
<i>Italie</i>	55,7	30,4	25,6	20,0	17,7	-11,5
<i>Belgique</i>	2,1	1,5	2,6	0,0	7,4	-
<i>Allemagne</i>	11,8	2,1	1,6	0,8	1,5	96,5
<i>Grèce</i>	1,4	0,5	0,3	0,4	0,2	-45,6
Pays tiers	105,5	100,7	23,5	21,8	28,1	28,5
<i>Liban</i>	37,1	7,4	10,6	12,0	14,3	18,6
<i>Algérie</i>	13,9	9,9	11,4	4,1	4,8	15,4
<i>Turquie</i>	50,9	82,5	0,0	0,0	-	-
<b>Importations totales</b>	<b>14,2</b>	<b>15,6</b>	<b>21,3</b>	<b>9,6</b>	<b>7,6</b>	<b>-21,1</b>
Union européenne 27/28	14,2	15,6	21,3	9,6	7,6	-21,1
<i>Espagne</i>	7,3	8,1	15,7	7,8	7,0	-9,8
<i>Belgique</i>	3,2	4,5	2,1	1,8	0,6	-65,5
Pays tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-
<b>SOLDE</b>	<b>169,4</b>	<b>122,3</b>	<b>33,2</b>	<b>36,5</b>	<b>49,2</b>	

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013)

## Échanges de viande bovine (gros bovins + veaux)

1 000 tec	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
<b>VIANDE FRAICHE</b>						
<b>Exportations totales</b>	<b>275,5</b>	<b>232,6</b>	<b>209,7</b>	<b>192,3</b>	<b>194,4</b>	<b>1,1</b>
Union européenne 27/28	251,0	228,1	206,3	190,7	191,2	0,3
<i>Italie</i>	93,7	93,9	88,3	83,4	78,7	-5,6
<i>Allemagne</i>	47,6	39,7	38,1	36,3	44,9	23,6
<i>Grèce</i>	71,9	62,3	55,9	51,2	44,6	-13,0
Pays tiers	24,5	4,5	3,4	1,7	3,2	88,4
<i>Turquie</i>	17,5	0,0	0,0	0,0	0,0	-
<b>Importations totales</b>	<b>270,7</b>	<b>269,5</b>	<b>271,8</b>	<b>256,4</b>	<b>236,0</b>	<b>-8,0</b>
Union européenne 27/28	269,9	268,8	271,1	255,4	235,2	-7,9
<i>Pays-Bas</i>	77,6	74,2	80,5	74,9	73,2	-2,2
<i>Allemagne</i>	56,8	54,1	51,2	46,7	41,0	-12,2
<i>Irlande</i>	40,0	36,3	33,8	36,9	32,6	-11,6
<i>Belgique</i>	27,8	28,9	31,8	29,1	27,9	-4,2
<i>Italie</i>	26,1	26,1	25,4	24,5	17,4	-28,9
Pays tiers	0,8	0,7	0,7	1,0	0,8	-22,0
<b>Solde</b>	<b>4,8</b>	<b>-36,9</b>	<b>-62,1</b>	<b>-64,1</b>	<b>-41,6</b>	
<b>VIANDE CONGEELEE</b>						
<b>Exportations totales</b>	<b>25,0</b>	<b>18,1</b>	<b>17,8</b>	<b>22,5</b>	<b>22,4</b>	<b>-0,3</b>
Union européenne 27/28	18,6	14,0	13,5	16,9	17,5	3,4
<i>Belgique</i>	6,9	5,0	4,9	5,5	5,5	0,0
Pays tiers	6,4	4,1	4,4	5,6	5,0	-11,3
<i>Côte d'Ivoire</i>	1,7	1,3	1,0	1,2	1,5	17,7
<i>Hong Kong</i>	0,2	0,3	0,8	1,7	0,9	-46,0
<i>Russie</i>	2,6	0,4	0,6	0,6	0,0	-100,0
<b>Importations totales</b>	<b>83,0</b>	<b>94,7</b>	<b>88,9</b>	<b>89,2</b>	<b>92,0</b>	<b>3,1</b>
Union européenne 27/28	81,2	93,9	87,9	86,5	90,7	4,8
<i>Irlande</i>	16,1	21,5	25,6	23,7	24,8	4,9
<i>Allemagne</i>	15,8	16,7	15,6	14,2	14,0	-1,4
<i>Pologne</i>	1,9	5,7	7,4	13,7	16,9	23,3
<i>Pays-Bas</i>	18,6	13,4	10,1	9,8	9,2	-6,0
<i>Italie</i>	15,0	20,1	15,9	11,2	7,7	-30,8
Pays tiers	1,8	0,8	1,0	2,7	1,2	-53,2
<b>Solde</b>	<b>-58,0</b>	<b>-76,6</b>	<b>-71,0</b>	<b>-66,7</b>	<b>-69,5</b>	
<b>VIANDE TRANSFORMEE</b>						
<b>Exportations totales</b>	<b>14,4</b>	<b>16,2</b>	<b>11,7</b>	<b>14,2</b>	<b>17,9</b>	<b>26,1</b>
Union européenne 27/28	10,6	11,3	7,0	7,9	10,5	32,7
Pays tiers	3,8	5,0	4,7	6,3	7,4	17,8
<b>Importations totales</b>	<b>17,1</b>	<b>17,6</b>	<b>16,9</b>	<b>17,4</b>	<b>16,9</b>	<b>-2,9</b>
Union européenne 27/28	13,2	14,4	13,4	13,9	13,6	-2,2
Pays tiers	3,9	3,2	3,5	3,5	3,3	-5,7
<b>Solde</b>	<b>-2,7</b>	<b>-1,4</b>	<b>-5,1</b>	<b>-3,2</b>	<b>1,0</b>	
<b>EXPORTATIONS</b>	<b>315,0</b>	<b>267,0</b>	<b>239,3</b>	<b>229,0</b>	<b>234,7</b>	<b>2,5</b>
<b>IMPORTATIONS</b>	<b>370,8</b>	<b>381,8</b>	<b>377,5</b>	<b>363,0</b>	<b>344,8</b>	<b>-5,0</b>
<b>SOLDE</b>	<b>-55,9</b>	<b>-114,8</b>	<b>-138,3</b>	<b>-134,0</b>	<b>-110,1</b>	

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013)

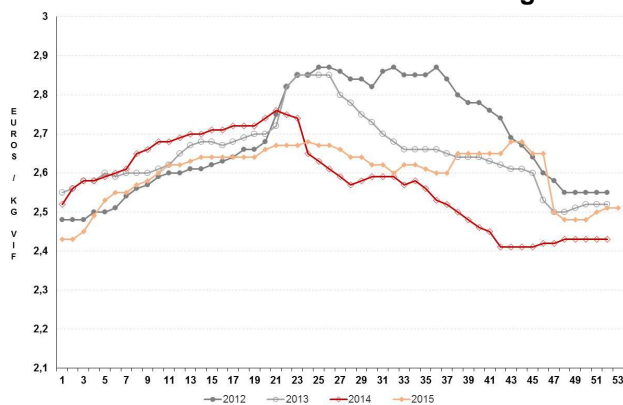
## Évolution annuelle des cotations des gros bovins

	2011	2012	2013	2014	2015	%15/14
<b>Animaux maigres (6-12 mois) en €/kg vif</b>						
Mâle Limousin U3	2,54	2,88	2,83	2,86	2,89	1,0
Mâle Charolais U3	2,50	2,81	2,78	2,73	2,81	3,2
Mâle Croisé R3	2,23	2,45	2,32	2,31	2,29	-1,2
Femelle Charolais U3	2,07	2,33	2,48	2,47	2,42	-1,9
<b>Gros bovins entrée abattoir (€/kg carcasse)</b>						
Prix moyen pondéré	3,21	3,67	3,95	3,71	3,65	-1,5
Bœufs U3	3,67	4,08	4,52	4,32	4,28	-0,8
Bœufs R3	3,35	3,85	4,21	3,92	3,87	-1,2
Jeunes Bovins U3	3,69	4,02	4,06	3,96	3,93	-0,6
Jeunes Bovins R3	3,47	3,85	3,89	3,78	3,75	-0,7
Génisses U3	4,00	4,32	4,93	4,80	4,70	-2,0
Génisses R3	3,45	3,98	4,46	4,16	4,08	-2,0
Vaches R3	3,37	3,92	4,37	4,03	3,97	-1,4
Vaches O3	2,93	3,41	3,63	3,34	3,26	-2,3

Source : FranceAgriMer

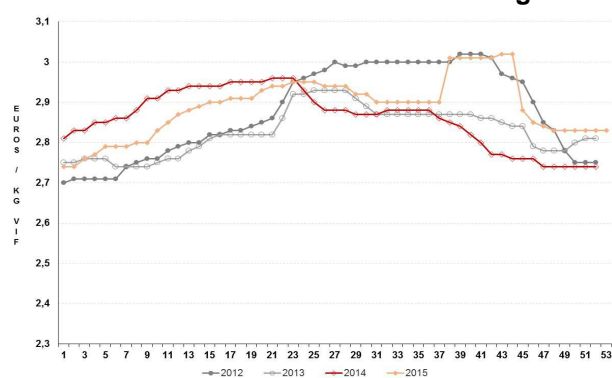
Remarque : Le mode de calcul des cotations entrée abattoir a été modifié à partir de la semaine 3 de 2012.

### Cotation mâle charolais U 6/12 mois 350kg



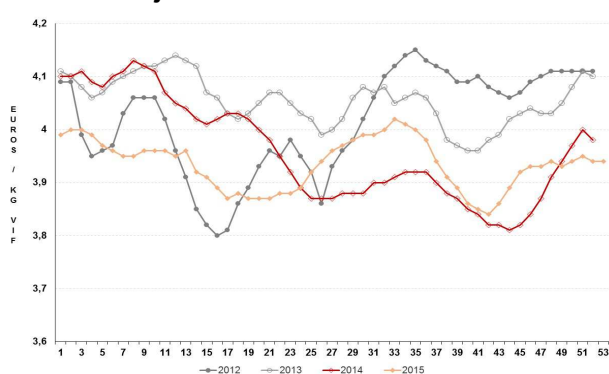
Source : FranceAgriMer

### Cotation mâle limousin U 6/12 mois 290kg



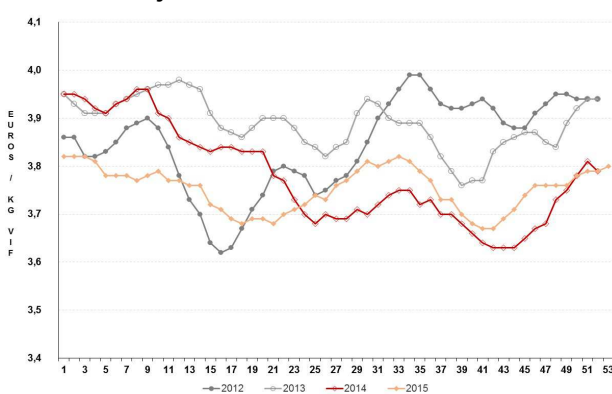
Source : FranceAgriMer

### Cotation du jeune bovin U3



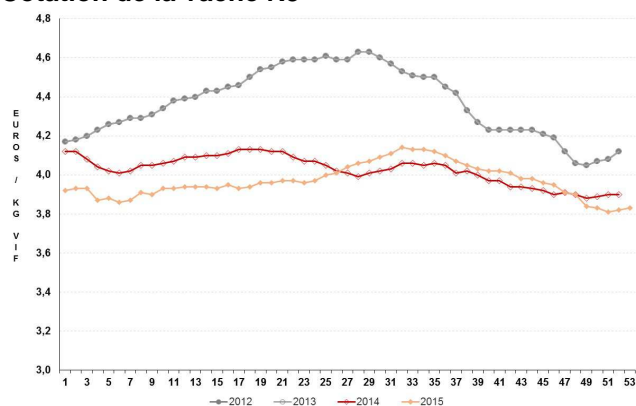
Source : FranceAgriMer

### Cotation du jeune bovin R3



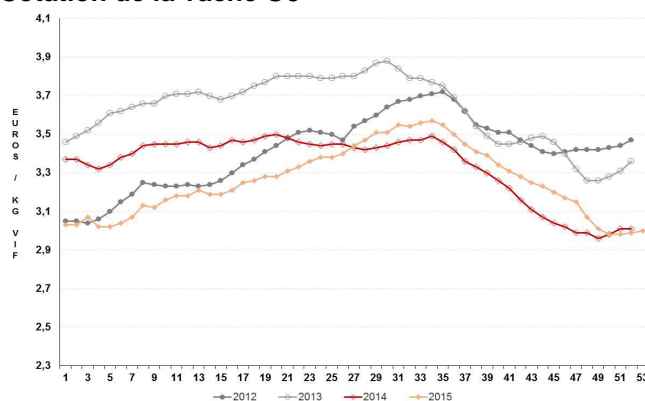
Source : FranceAgriMer

### Cotation de la vache R3



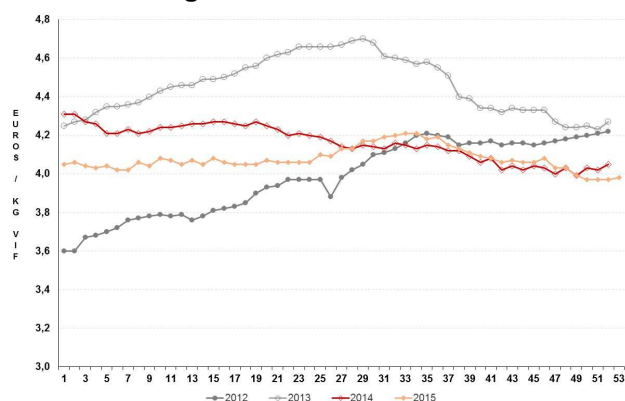
Source : FranceAgriMer

### Cotation de la vache O3



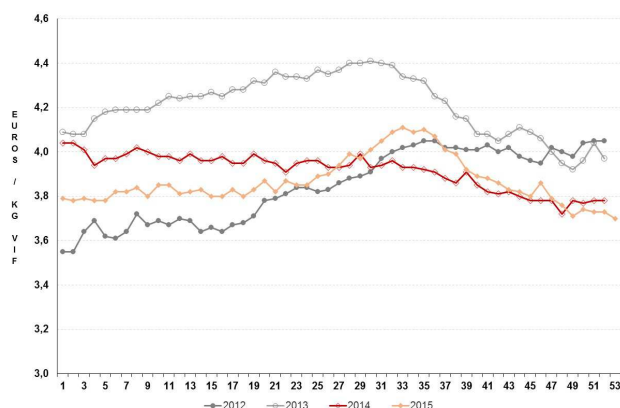
Source : FranceAgriMer

### Cotation de la génisse R3



Source : FranceAgriMer

### Cotation du bœuf R3



Source : FranceAgriMer

### Prix d'achat des ménages de la viande de bœuf

€/kg	2011	2012	2013	2014	2015	%15/14
<b>Viande de bœuf</b>	15,52	13,67	14,15	14,29	14,34	0,4
dont à griller	18,06	16,37	16,73	16,82	16,79	-0,2
dont à bouillir	8,88	7,62	8,12	8,18	8,29	1,4
<b>Viande de bœuf hachée (frais)</b>	11,02	9,83	10,30	10,49	10,45	-0,4

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

Rupture de série en 2012 – réactualisation à partir de 2013

### Consommation de viande bovine (inclus viande de veau)

	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
<b>Consommation par bilan</b> (1 000 tonnes)	1 667,5	1 612,0	1 541,3	1 525,8	1 525,6	0,0
<b>Consommation par habitant</b> (kg / hab)	25,7	24,7	23,5	23,2	23,0	-0,8

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

Réactualisation du nombre d'habitants avant 2014



# Le marché des gros bovins dans l'Union européenne

## › Femelles : une situation très contrastée

Le marché européen est avant tout un marché fortement constitué de vaches laitières. Suite à la sortie du système des quotas laitiers en avril 2015, les stratégies des principaux pays producteurs se sont affirmées. Le prix du lait payé aux producteurs s'est dégradé en 2015 dans l'ensemble de l'Union européenne (- 17,5 %, - 65 €/1 000 litres), et notamment pour les principaux producteurs laitiers. Sur le marché français, la baisse était de 54,6 €/1 000 litres (- 14,8 %).

Dans ce contexte, certains États membres ont augmenté sensiblement leur production laitière et donc leur cheptel. D'après l'enquête de cheptel de mai réalisée dans les différents États membres, sur l'année 2015, les effectifs de vaches laitières ont augmenté pour le Royaume-Uni (+ 3,7 %), les Pays-Bas (+ 3,5 %), la Roumanie (+ 0,8 %) et l'Irlande (+ 5,7 %). A contrario, le cheptel de vaches laitières était en baisse pour l'Allemagne (- 0,6 %), la France (- 0,2 %), la Pologne (- 1,3 %) et l'Espagne (- 2,6 %).

Les effectifs de vaches allaitantes sont restés stables sur le marché européen à 15 (- 0,1 % en 2015/2014), et en hausse de 0,6 % à 28. La tendance est plutôt à la croissance du cheptel en Belgique (+ 3,2 %), en France (+ 1,4 %), au Royaume-Uni (+ 0,4 %). Concernant la France, cette augmentation avait été initiée en 2014 dans le cadre de la recherche d'une référence historique pour la nouvelle aide aux bovins allaitants (ABA).

Parallèlement, les abattages de vaches ont augmenté de 3,4 % pour l'UE à 28, entre 2014 et 2015, et notamment en France (+ 3,5 %) et en Italie (+ 15,9%). Les abattages de génisses ont été également dynamiques (+ 5,5 %).

## › Mâles : une production dynamique

Sur l'année 2015 comparativement à 2014, le cheptel de bovins mâles de 1 à 2 ans a diminué de 0,5 % pour l'UE à 28 (d'après l'enquête cheptel de mai). Ce résultat se traduit aux niveaux des abattages de jeunes bovins par une augmentation de 1,7 % (UE à 28), dont en Espagne et en Pologne. En Espagne, le marché était soutenu par la demande interne (consommation stable) et plus globalement par une hausse des importations de bovins sur pied.

En Italie, les abattages de jeunes bovins sont restés stables (- 200 têtes en 2015/2014). Les importations de bovins maigres, utilisés dans la filière d'engraissement, sont structurellement à la baisse (en cause les difficultés économiques rencontrées par les intégrateurs italiens). L'apparition de la fièvre catarrhale ovine en France, principal fournisseur italien de broutards, a également accentué le repli de l'approvisionnement de la filière du bovin fini, donc a limité la production de jeunes bovins italiens.

Le développement du marché du bovin maigre sur les pays tiers permet aux pays européens d'expédier quelques milliers de têtes. Pour la France, la Turquie a été un marché dynamique en 2015. Environ 80 000 têtes de bovins maigres français, de plus de 80 kg, ont été expédiées vers le marché turc.

Les abattages de bœufs suivent également une tendance haussière (+ 2,9 %) pour l'UE à 28, et ce pour les principaux producteurs. La production des mâles castrés a progressé de + 2,1 % au Royaume-Uni, de + 4,0 % en Irlande et de + 3,9 % en France. La production des mâles castrés irlandais a été stimulée par une production en baisse des bouvillons au Royaume-Uni. Le taux de change a favorisé les flux de bœufs irlandais vers le Royaume-Uni.

## › Commerce de viande : un commerce intra-communautaire dynamique

En 2014, le commerce intra-communautaire de viande bovine fraîche avait progressé de + 2,0 %. Sur cette période, les échanges de gros bovins de plus de 300 kg destinés à la boucherie avaient reculé de 5,4 %, soit de 20 600 têtes. Or, en 2015, l'Union européenne a présenté une bonne disponibilité en viande liée à une augmentation de 3,1 % des abattages de gros bovins.

Les exportations totales de viande d'origine européenne ont diminué en 2015 d'environ 1 %.

L'Union européenne à 28 s'est ainsi moins approvisionnée en viande fraîche et congelée en provenance d'Amérique du Sud, et notamment du Brésil (- 7 %).



### › **Consommation : une consommation en hausse**

L'Union européenne a été autosuffisante en 2015 (taux 100,7 % toutes viandes bovines, viande de veau incluse).

La consommation indigène brute de l'Union européenne à 28 est en augmentation de 3,1 % (en volume) ; en y incluant la viande vitelline, la hausse est de 2,0 %. La consommation par habitant est en moyenne de 15 kg/hab/an (inclus viande de veau). La hausse de la production indigène brute a accru les disponibilités.

### › **Prévisions 2016**

En 2016, une poursuite de l'augmentation de la production du fait d'abattages dynamiques de vaches et de jeunes bovins est attendue. L'Irlande, le Royaume-Uni, l'Espagne, l'Allemagne et la France pourraient être concernés par cette augmentation:

Pour le commerce des viandes, l'offre dépendra pour les deux tiers de l'offre d'animaux laitiers. Tout dépendra de la dynamique du marché laitier, et notamment de la reprise ou non des cours des produits laitiers sur le marché mondial.

Les importations de viande pourraient être en légère hausse malgré un contexte de forte disponibilité en viande du marché intérieur et d'un maintien de la demande de certains marchés de l'Union européenne, notamment en Allemagne et au Royaume-Uni.

L'offre pourrait être plus importante ce qui devrait favoriser une reprise de la consommation.

## Bilan dans le secteur des gros bovins finis

1 000 tec	UE 28			
	2013	2014	2015*	%15*/14
<b>Production indigène brute<sup>(2)</sup></b>	<b>6 361,2</b>	<b>6 387,3</b>	<b>6 602,7</b>	<b>3,4</b>
<b>Commerce extérieur animaux vivants<sup>(1)</sup></b>				
Exportations	23,9	21,7	36,9	69,6
Importations	9,6	9,0	9,3	3,2
Solde	14,3	12,8	27,6	
<b>Abattages<sup>(2)</sup></b>	<b>6 346,8</b>	<b>6 374,5</b>	<b>6 575,1</b>	<b>3,1</b>
<b>Commerce extérieur viandes et conserves</b>				
Exportations	189,7	246,3	244,5	-0,7
Importations	323,0	361,7	357,6	-1,1
Solde	-133,3	-115,4	-113,1	
<b>Consommation indigène brute<sup>(2)</sup></b>	<b>6 480,2</b>	<b>6 490,0</b>	<b>6 688,2</b>	<b>3,1</b>
Auto-apvisionnement (%) <sup>(2)</sup>	98,2	98,4	98,7	

\* Estimations

Réactualisation des données avant 2014

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

(1) Animaux vivants de plus de 300 kg destinés à la boucherie (2) Hors veaux de boucherie

## Prévisions 2016

1 000 tec	UE 28			
	2014	2015*	2016**	%16**/15*
<b>Production indigène brute<sup>(2)</sup></b>	<b>6 387,3</b>	<b>6 602,7</b>	<b>6 767,8</b>	<b>2,5</b>
<b>Commerce extérieur animaux vivants<sup>(1)</sup></b>				
Exportations	21,7	36,9	38,7	5,0
Importations	9,0	9,3	9,3	0,1
Solde	12,8	27,6	29,5	
<b>Abattages<sup>(2)</sup></b>	<b>6 374,5</b>	<b>6 575,1</b>	<b>6 719,7</b>	<b>2,2</b>
<b>Commerce extérieur viandes et conserves</b>				
Exportations	246,3	244,5	250,3	2,4
Importations	361,7	357,6	360,5	0,8
Solde	-115,4	-113,1	-110,1	
<b>Consommation indigène brute<sup>(2)</sup></b>	<b>6 490,0</b>	<b>6 688,2</b>	<b>6 829,9</b>	<b>2,2</b>
Auto-apvisionnement (%) <sup>(2)</sup>	98,4	98,7	99,1	

\* Estimations \*\* Prévisions

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

(1) Animaux vivants de plus de 300 kg destinés à la boucherie (2) Hors veaux de boucherie

## Cheptel bovin dans l'Union européenne

- enquêtes de mai-juin -

1 000 têtes	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
Allemagne	12 563	12 477	12 587	12 702	12 653	-0,4
Autriche	1 982	1 957	1 939	1 937	1 950	0,7
Belgique	2 560	2 484	2 455	2 521	2 531	0,4
Danemark	1 645	1 629	1 603	1 585	1 568	-1,1
Espagne	6 048	6 003	5 822	6 008	6 234	3,8
France	19 714	19 281	19 179	19 286	19 463	0,9
Irlande	6 493	6 754	6 903	6 926	6 964	0,5
Italie	5 790	5 914	6 053	6 197	6 146	-0,8
Pays-Bas	3 868	3 879	4 000	4 068	4 146	1,9
Royaume-Uni	9 933	9 900	9 843	9 837	9 919	0,8
<b>UE 15</b>	<b>75 091</b>	<b>74 766</b>	<b>74 858</b>	<b>75 518</b>	<b>76 083</b>	<b>0,7</b>
Pologne	5 762	5 777	5 860	5 920	5 961	0,7
R. tchèque	1 354	1 374	1 355	1 366	1 408	3,1
Roumanie	2 113	2 063	2 054	2 069	2 078	0,4
<b>NEM 12/13</b>	<b>12 915</b>	<b>12 921</b>	<b>13 450</b>	<b>13 608</b>	<b>13 342</b>	<b>-2,0</b>
<b>UE 27/28</b>	<b>88 006</b>	<b>87 687</b>	<b>88 308</b>	<b>89 126</b>	<b>89 424</b>	<b>0,3</b>

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013)

## Cheptel animaux mâles de 1 à 2 ans dans l'Union européenne

- enquêtes de mai-juin -

1 000 têtes	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
Allemagne	1 017	982	1 031	1 026	987	-3,8
Autriche	168	163	165	161	165	3,0
Belgique	127	129	130	134	130	-3,5
Danemark	40	37	39	38	35	-7,9
Espagne	245	257	235	234	271	16,1
France	978	964	999	969	972	0,3
Irlande	674	770	873	821	790	-3,8
Italie	583	510	524	528	491	-6,9
Pays-Bas	53	52	55	56	55	-1,8
Royaume-Uni	1 042	1 021	1 060	1 011	1 001	-1,0
<b>UE 15</b>	<b>5 326</b>	<b>5 257</b>	<b>5 489</b>	<b>5 353</b>	<b>5 271</b>	<b>-1,5</b>
Pologne	615	621	681	702	742	5,6
R. tchèque	117	109	112	114	120	5,3
Roumanie	80	74	78	70	65	-6,0
<b>NEM 12/13</b>	<b>1 046</b>	<b>1 019</b>	<b>1 157</b>	<b>1 186</b>	<b>1 234</b>	<b>4,0</b>
<b>UE 27/28</b>	<b>6 373</b>	<b>6 275</b>	<b>6 647</b>	<b>6 539</b>	<b>6 504</b>	<b>-0,5</b>

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013)

## Cheptel de vaches dans l'Union européenne

- enquêtes de mai-juin -

1 000 têtes	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
<b>VACHES LAITIÈRES</b>						
Allemagne	4 185	4 191	4 223	4 311	4 287	-0,6
Autriche	532	529	524	534	540	1,0
Belgique	508	509	510	522	524	0,3
Danemark	575	582	576	563	561	-0,4
Espagne	851	836	823	876	853	-2,6
France	3 589	3 536	3 545	3 615	3 606	-0,2
Irlande	1 139	1 141	1 163	1 226	1 296	5,7
Italie	1 718	1 800	1 989	2 053	2 061	0,4
Pays-Bas	1 463	1 484	1 553	1 572	1 627	3,5
Royaume-Uni	1 814	1 812	1 782	1 828	1 895	3,7
<b>UE 15</b>	<b>17 410</b>	<b>17 443</b>	<b>17 700</b>	<b>18 118</b>	<b>18 269</b>	<b>0,8</b>
Pologne	2 473	2 441	2 361	2 310	2 279	-1,3
R. tchèque	372	371	364	372	369	-0,8
Roumanie	1 181	1 188	1 208	1 207	1 216	0,8
<b>NEM 12/13</b>	<b>5 489</b>	<b>5 457</b>	<b>5 556</b>	<b>5 489</b>	<b>5 443</b>	<b>-0,8</b>
<b>UE 27/28</b>	<b>22 899</b>	<b>22 899</b>	<b>23 256</b>	<b>23 607</b>	<b>23 712</b>	<b>0,4</b>
<b>VACHES ALLAITANTES</b>						
Allemagne	699	673	673	670	682	1,8
Autriche	260	253	245	236	222	-5,7
Belgique	521	525	539	449	463	3,2
Danemark	110	106	102	101	99	-2,0
Espagne	1 882	1 803	1 772	1 840	1 825	-0,8
France	4 272	4 170	4 137	4 144	4 203	1,4
Irlande	1 102	1 149	1 150	1 129	1 076	-4,7
Italie	388	367	392	329	314	-4,7
Pays-Bas	105	99	84	82	79	-3,7
Royaume-Uni	1 675	1 657	1 611	1 569	1 576	0,4
<b>UE 15</b>	<b>11 805</b>	<b>11 612</b>	<b>11 518</b>	<b>11 339</b>	<b>11 349</b>	<b>0,1</b>
Pologne	153	137	170	169	165	-2,1
R. tchèque	176	193	186	188	205	9,2
Roumanie	14	18	13	17	17	1,2
<b>NEM 12/13</b>	<b>592</b>	<b>615</b>	<b>666</b>	<b>716</b>	<b>781</b>	<b>9,0</b>
<b>UE 27/28</b>	<b>12 396</b>	<b>12 226</b>	<b>12 184</b>	<b>12 055</b>	<b>12 130</b>	<b>0,6</b>
<b>TOTAL VACHES</b>						
<b>UE 15</b>	<b>29 215</b>	<b>29 055</b>	<b>29 218</b>	<b>29 458</b>	<b>29 618</b>	<b>0,5</b>
<b>NEM 12/13</b>	<b>6 081</b>	<b>6 071</b>	<b>6 222</b>	<b>6 205</b>	<b>6 224</b>	<b>0,3</b>
<b>UE 27/28</b>	<b>35 296</b>	<b>35 126</b>	<b>35 440</b>	<b>35 662</b>	<b>35 841</b>	<b>0,5</b>

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013)

Attention, l'enquête italienne a changé entre 2012 et 2013, les données ne sont donc pas comparables.

## Abattages contrôlés de gros bovins dans l'Union européenne

1 000 tec	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
Allemagne	1 106,1	1 081,0	1 051,0	1 076,0	1 071,3	-0,4
Autriche	213,4	213,9	220,2	214,8	211,6	-1,5
Belgique	219,4	209,7	195,6	202,2	201,2	-0,5
Danemark	105,9	98,9	97,8	99,4	81,3	-18,3
Espagne	444,0	440,4	338,7	341,0	413,8	21,4
France	1 364,4	1 290,6	1 227,8	1 237,8	1 271,7	2,7
Irlande	545,5	494,6	516,7	580,7	505,7	-12,9
Italie	880,4	854,1	745,2	607,8	688,0	13,2
Pays-Bas	165,4	161,1	156,7	159,0	156,2	-1,7
Royaume-Uni	932,9	879,0	843,5	872,4	886,6	1,6
<b>UE 15</b>	<b>6 289,6</b>	<b>6 013,4</b>	<b>5 707,7</b>	<b>5 706,0</b>	<b>5 805,2</b>	<b>1,7</b>
Pologne	379,0	379,0	381,0	409,1	471,6	15,3
R. tchèque	71,3	64,9	64,1	64,8	64,0	-1,2
Roumanie	21,7	21,7	22,2	22,8	48,6	113,2
<b>NEM 12/13</b>	<b>614,3</b>	<b>600,5</b>	<b>639,1</b>	<b>668,6</b>	<b>769,9</b>	<b>15,1</b>
<b>UE 27/28</b>	<b>6 903,9</b>	<b>6 613,8</b>	<b>6 346,8</b>	<b>6 374,5</b>	<b>6 575,1</b>	<b>3,1</b>

\* Estimations

Réactualisation des données avant 2014

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013)

## Abattages contrôlés de gros bovins dans l'Union européenne

1 000 têtes	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
<b>Abattages de vaches</b>						
France	1 951,6	1 845,8	1 659,0	1 694,6	1 762,4	4,0
Allemagne	1 302,1	1 278,0	1 215,0	1 272,0	1 241,1	-2,4
Italie	516,4	561,0	538,6	472,3	547,4	15,9
Pays-Bas	468,9	446,6	435,6	464,5	428,5	-7,7
<b>Abattages de génisses</b>						
Royaume-Uni	789,8	714,9	722,6	728,0	710,9	-2,4
Italie	635,0	660,3	546,5	448,5	508,3	13,3
Irlande	484,9	427,1	458,9	522,6	508,9	6,7
Allemagne	509,2	485,0	471,0	474,0	500,6	5,6
<b>Abattages de jeunes bovins</b>						
Italie	1 567,3	1 422,3	1 203,7	951,5	951,3	0,0
Allemagne	1 461,9	1 421,0	1 408,0	1 423,0	1 403,6	-1,4
France	954,8	915,5	980,6	961,6	953,5	-2,7
Espagne	618,0	567,7	567,6	550,2	660,4	20,0
<b>Abattages de bœufs</b>						
Royaume-Uni	1 017,0	964,1	914,0	984,1	1 004,7	2,1
Irlande	579,8	470,4	533,0	616,6	641,1	4,0
France	239,7	203,8	178,9	178,0	184,8	3,9

\* Estimations

Réactualisation des données avant 2014

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013)

Attention: 2014, problème de statistiques pour les données italiennes (Istat). Les chiffres de la BDNI, plus stables, ont été utilisés pour corriger les estimations italiennes de 2014.

## Échanges intra communautaires de viande bovine fraîche en 2014

1 000 tec

vers/de	FR	NL	DE	IT	UK	IR	DK	ES	BE	AUT	Hong	POL	UE 15	NEM 13	UE 28
FR		75	47	25	11	37	3	15	29	5	0	8	246	9	255
NL	4		74	14	32	30	8	5	30	14	4	37	212	59	271
DE	34	87		11	4	16	30	1	17	19	0	35	221	37	257
IT	88	59	50		7	29	11	16	12	20	0	72	293	79	372
UK	1	13	4	3		160	2	2	1	1	0	8	187	8	194
DK	0	34	36	2	2	11		0	1	3	0	8	89	10	100
ES	3	16	13	4	1	9	12		2	3	0	19	66	19	85
BE	5	14	2	1	6	5	0	1		0	1	1	35	2	37
POR	4	18	3	1	1	3	2	55	1	0	0	8	87	8	95
GR	49	13	9	10	0	0	3	3	3	1	0	8	91	9	100
Hong	0	1	0	0	0	0	0	0	0	3		1	4	1	5
POL	0	0	3	0	1	2	1	0	0	0	0		9	4	13

UE 15	191	358	269	75	85	319	80	99	101	65	9	209	1 650	250	1 900
NEM 13	1	14	9	6	3	7	3	0	0	7	1	21	52	33	85
UE 28	192	372	279	80	88	326	83	99	101	72	10	230	1 701	283	1 985

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

## Échanges intra communautaires de bovins vivants de plus de 300 kg destinés à la boucherie en 2014

têtes

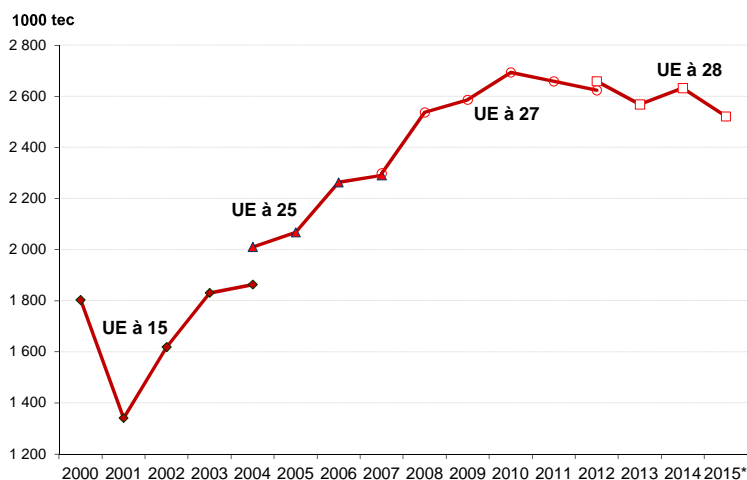
vers/de	FR	NL	DE	IT	ES	BE	IR	AUT	R.Tch	Hong	POL	Sloe	UE 15	NEM 13	UE 28
FR		0	67	0	7 750	1 761	33	0	1	0	0	0	9 632	1	9 633
NL	481		5 664	0	0	11 750	0	0	0	31	0	0	17 895	31	17 926
DE	720	2 165		0	0	846	64	1 055	13 746	81	1 384	0	16 155	16 502	32 657
IT	90 078	0	1 304		4 782	281	2 843	640	87	1 502	439	6 959	100 083	12 805	112 888
ES	10 314	0	0	0		0	550	0	0	0	0	0	15 630	75	15 705
BE	3 384	733	3 641	0	0		49	0	0	0	0	0	7 846	0	7 846
UK	0	0	0	0	0	0	13 817	0	0	0	0	0	13 817	0	13 817
GR	1 120	0	0	0	0	0	0	0	34	488	1 044	0	1 120	3 343	4 463
AUT	31	0	940	118	0	0	0		52 044	13 324	0	17 675	1 089	98 392	99 481
R.Tch	0	0	66	0	0	0	0	0		0	0	0	66	1 836	1 902
Hong	2 877	0	2 827	776	0	0	0	166	2 438		0	1 023	6 679	6 913	13 592
POL	0	0	1 448	0	0	0	0	0	215	437		0	1 448	20 944	22 392

UE 15	106 128	2 898	11 894	118	16 313	14 751	17 356	1 695	65 912	15 426	2 867	24 634	187 439	130 310	317 749
NEM 13	2 908	0	5 794	932	0	0	0	543	55 611	16 549	653	18 842	10 210	137 468	147 678
UE 28	109 005	2 898	16 748	932	16 313	14 751	17 356	2 238	69 479	18 651	3 520	25 801	196 560	166 868	363 428

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

*Remarque : Source EUROSTAT d'après douanes de chaque Etat. De fortes incohérences sont constatées entre les volumes déclarés exportés par un Etat et ceux déclarés importés par le pays destinataire. Les éléments qui figurent dans ce tableau ont été réalisés en recoupant plusieurs sources et sont donc à utiliser avec beaucoup de précautions. Tableau construit à partir des importations*

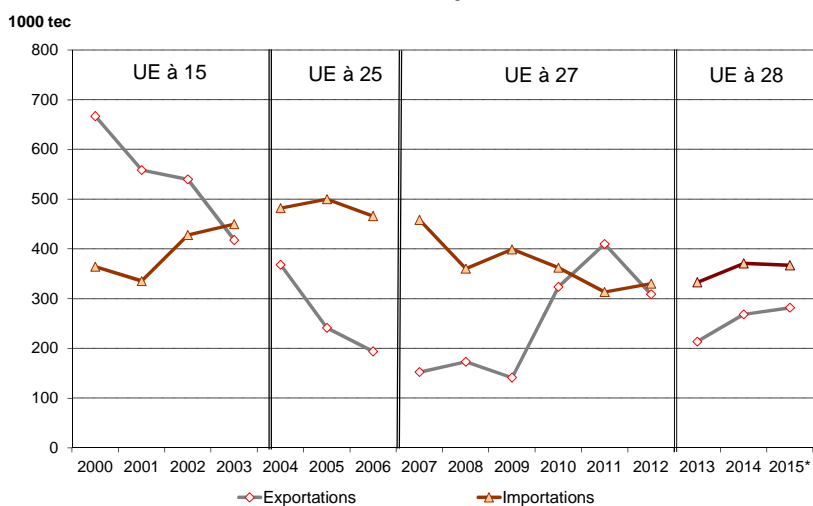
## Échanges intra-communautaires de viandes bovines



\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

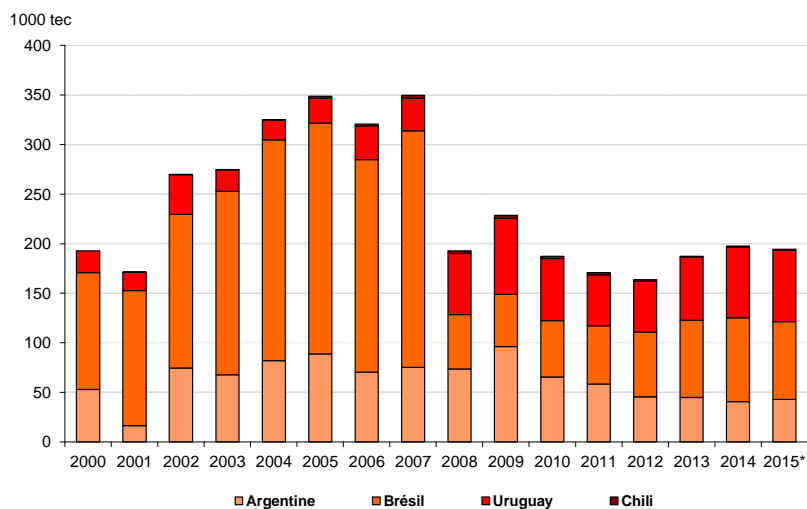
## Commerce extérieur de l'Union européenne



\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

## Importations européennes de viande fraîche et congelée en provenance d'Amérique du Sud



\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

## Prix des gros bovins dans l'Union européenne

	2011	2012	2013	2014	2015	%15/14
Allemagne	315,78	356,28	346,97	324,24	336,33	3,7
Autriche	318,95	353,18	348,32	333,64	345,26	3,5
Belgique	278,50	311,56	309,56	280,82	287,85	2,5
Danemark	303,86	336,70	336,30	308,87	326,08	5,6
Espagne	327,08	356,59	360,38	352,55	347,67	-1,4
France	315,16	362,76	386,05	360,84	355,23	-1,6
Irlande	329,31	372,53	387,93	347,37	375,83	8,2
Italie	361,74	393,16	396,82	386,69	382,33	-1,1
Pays-Bas	258,34	295,00	291,64	261,35	274,52	5,0
Royaume-Uni	335,48	397,55	420,11	394,98	435,05	10,1
Hongrie	244,07	262,63	237,74	204,00	206,94	1,4
Pologne	269,85	308,00	290,21	278,22	288,00	3,5
République tchèque	269,92	293,82	282,50	260,18	267,71	2,9
<b>Union européenne</b>	<b>317,85</b>	<b>357,85</b>	<b>365,21</b>	<b>347,62</b>	<b>355,70</b>	<b>2,3</b>

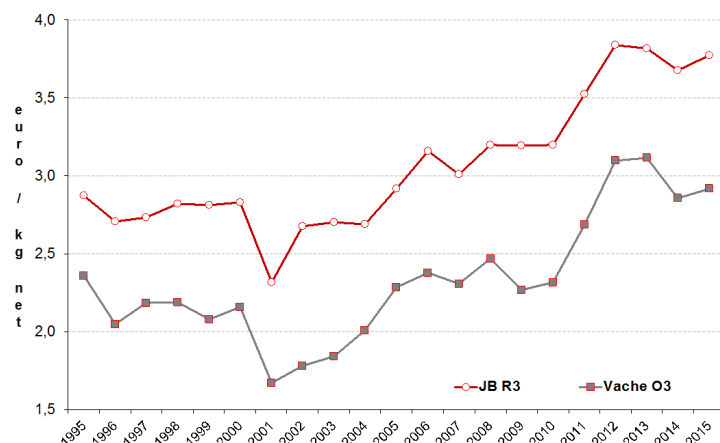
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

## Prix des gros bovins dans l'Union européenne à 28

	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre	Année
2011	306,37	311,01	319,39	334,64	317,85
2012	348,99	355,09	364,12	363,21	357,85
2013	370,73	372,46	363,96	353,69	365,21
2014	357,40	350,82	342,80	339,45	347,62
<b>2015</b>	<b>354,95</b>	<b>359,62</b>	<b>359,42</b>	<b>348,82</b>	<b>355,70</b>
%12/11	13,9	14,2	14,0	8,5	12,6
%13/12	6,2	4,9	0,0	-2,6	2,1
%14/13	-3,6	-5,8	-5,8	-4,0	-4,8
<b>%15/14</b>	<b>-0,7</b>	<b>2,5</b>	<b>4,8</b>	<b>2,8</b>	<b>2,3</b>

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

## Évolution des prix du jeune bovin R3 et de la vache O3 dans l'Union européenne



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne



### Consommation indigène brute (gros bovins + veaux) dans l'Union européenne

1 000 tec	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
Allemagne	1 084	1 073	1 059	1 080	1 103	2,1
Autriche	145	149	149	138	142	2,9
Belgique	179	173	171	171	172	0,6
Danemark	122	117	122	126	114	-9,1
Espagne	455	446	344	344	381	10,8
France	1 614	1 590	1 546	1 550	1 563	0,8
Irlande	79	69	90	91	31	-66,2
Italie	1 290	1 262	1 121	995	1 041	4,6
Pays-Bas	224	231	268	250	236	-5,6
Royaume-Uni	1 142	1 134	1 104	1 112	1 138	2,3
<b>UE 15</b>	<b>6 982</b>	<b>6 881</b>	<b>6 638</b>	<b>6 533</b>	<b>6 577</b>	<b>0,7</b>
Pologne	101	90	68	67	113	70,0
R. tchèque	92	83	84	89	88	-0,2
Roumanie	27	24	30	42	75	80,5
<b>NEM 12/13</b>	<b>366</b>	<b>329</b>	<b>363</b>	<b>388</b>	<b>480</b>	<b>23,5</b>
<b>UE 27/28</b>	<b>7 349</b>	<b>7 211</b>	<b>7 001</b>	<b>6 921</b>	<b>7 057</b>	<b>2,0</b>

\* Estimations

Réactualisation des données avant 2014

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013)

### Consommation individuelle (gros bovins + veaux) dans l'Union européenne

kg/hab/an	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
Allemagne	13,3	13,1	13,1	13,4	13,6	1,6
Autriche	17,2	17,8	17,6	16,2	16,5	2,0
Belgique	16,3	15,6	15,3	15,3	15,3	0,1
Danemark	22,0	20,9	21,8	22,4	20,2	-9,8
Espagne	9,9	9,5	7,4	7,4	8,2	11,0
France	24,8	24,3	23,6	23,5	23,6	0,0
Irlande	17,4	15,2	19,5	19,8	6,7	-66,4
Italie	21,3	20,7	18,8	16,4	17,1	4,5
Pays-Bas	13,4	13,8	15,9	14,8	13,9	-6,0
Royaume-Uni	18,3	17,9	17,3	17,3	17,6	1,7
<b>UE 15</b>	<b>17,5</b>	<b>17,1</b>	<b>16,6</b>	<b>16,3</b>	<b>16,3</b>	<b>0,3</b>
Pologne	2,6	2,3	1,8	1,8	3,0	70,0
R. tchèque	8,8	7,9	8,0	8,4	8,4	-0,5
Roumanie	1,3	1,2	1,5	2,1	3,8	81,3
<b>NEM 12/13</b>	<b>4,9</b>	<b>4,4</b>	<b>4,9</b>	<b>5,3</b>	<b>6,5</b>	<b>23,6</b>
<b>UE 27/28</b>	<b>15,5</b>	<b>15,2</b>	<b>14,8</b>	<b>14,6</b>	<b>14,8</b>	<b>1,6</b>

\* Estimations

Réactualisation du nombre d'habitants avant 2014

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013)

## Le marché du veau en France

### › **Veaux de 8 jours : des exportations dynamiques soutenues par une hausse des disponibilités**

Sur l'année 2015, les naissances de veaux ont augmenté de 85 000 têtes par rapport à 2014 (+ 1,2 %) pour un total de 7,2 millions de têtes, en faveur des femelles (50,5 % de femelles contre 49,5 % de mâles).

Les effectifs de veaux laitiers ont baissé de 15 000 têtes (- 0,5 % en 2015/2014). Les effectifs de vaches laitières de plus de 36 mois, en âge de vêler, ont diminué dans un contexte baissier du prix du lait. Sur l'ensemble de l'année 2015, cela représente environ 185 600 têtes en moins de femelles laitières par rapport à 2014. Avec cette offre en veaux mâles laitiers moindre, les prix à la production des veaux mâles laitiers de 45 à 50 kg ont augmenté de 10,2 % pour un prix moyen de 89,1 €/tête.

Parallèlement, les exportations de petits veaux ont été dynamiques en 2015 (+ 13,9 % en 2015/2014), notamment vers l'Espagne (+ 14,6 %). La baisse du coût de l'aliment a favorisé les achats des intégrateurs espagnols pour l'engraissement des veaux de 8 jours.

Les importations de petits veaux sont en repli de 36,5 %. Cela correspond à la hausse des effectifs de petits veaux toutes races confondues produits en France. Il en résulte un solde positif des échanges de 138 400 têtes en 2015 contre 111 000 têtes en 2014.

### › **Veaux de boucherie : une baisse de production compensée par des poids carcasse en hausse**

D'après la base de données nationale d'identification (BDNI), sur l'année 2015, au total 1 900 000 veaux mâles laitiers et croisés sont nés dans les exploitations françaises. En général, 70 % des de ces veaux sont destinés à la filière du veau de boucherie.

En 2015, 640 000 petits veaux ont été intégrés dans les ateliers d'engraissement d'après les données des établissements de l'élevage (EdE). Les mises en place de petits veaux ont baissé de 5,6 % entre 2014 et 2015 (- 38 000 têtes) alors que les conditions étaient favorables pour produire du veau de boucherie à moindre coût. L'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa) aliment pour veaux a régressé de 9,5 % en 2015 par rapport à 2014, du fait de la baisse du prix de la poudre de lait.

Entre 2014 et 2015, les sorties de veaux de boucherie ont diminué de 33 000 têtes (- 4,9 %). Cette situation est la conséquence de la baisse des entrées de petits veaux mâles laitiers et croisés. Il en résulte un repli de 1,9 % des abattages de veaux de boucherie, soit de 25 000 têtes comparativement à 2014. Cette baisse du nombre de veaux abattus a été compensée par l'augmentation des poids carcasse (production à + 0,8 % en tec en 2015/2014). Le poids moyen des veaux de boucherie a augmenté de 3,8 kg/tête par rapport à 2014, soit une évolution de + 2,7 %. Les changements des pratiques des intégrateurs, qui introduisent dans les rations des veaux une part plus importante d'aliments solides, peuvent expliquer en partie la hausse des poids moyens des veaux.

Dans ce contexte de baisse des disponibilités en veaux de boucherie, les exportations de veaux ont été dynamiques sur l'année 2015 (+ 15,6 %, soit + 1 900 têtes en 2015/2014) et en forte baisse pour les importations (- 23,6 %, soit - 5 300 têtes). Au total, 13 800 têtes ont été exportées vers les marchés historiques, l'Italie (5 100 têtes, + 12,2 % en 2015/2014) et l'Espagne (3 300 têtes, - 35,2 %). Le marché belge est devenu le deuxième acheteur français après l'Italie et a atteint un niveau comparable à celui enregistré en 2009, avec 3 600 têtes achetées en 2015 soit environ 90 fois plus qu'en 2014.

Les moindres disponibilités de veaux de boucherie sur le marché français se sont traduites par un maintien des importations de veaux finis. Au total, les opérateurs ont importé 17 300 têtes de bovins.

De ce fait, la balance commerciale a été négative (- 3 500 têtes), soit un déficit d'environ 1,6 million d'euros entre 2014 et 2015 ; entre 2013 et 2014 le déficit atteignait 6,0 millions d'euros.

Les prix moyens pondérés des veaux de boucherie qui étaient baissiers (- 5,6 % en 2015/2014) ont probablement contribué à la dynamique des exportations. En 2015, les carcasses se négociaient en moyenne à 5,83 €/kg net.

## › **Consommation : une consommation des ménages français en berne**

D'après les données de Kantar Worldpanel, les achats des ménages français de viande fraîche vitelline ont poursuivi leur diminution en 2015 (- 7,6 %, en volume par rapport à 2014). Entre 2013 et 2014, la baisse était moins marquée (- 5,3%, en volume). Avec un été 2015 enregistrant des records de chaleurs, les ménages français ont été moins enclins à consommer les pièces à griller/rôtir. Les achats ont reculé de 23,9 % tandis que ceux des pièces à bouillir/braiser ont augmenté de 9,8 %.

La viande vitelline reste parmi les viandes les plus chères (15 €/kg en moyenne), après la viande chevaline (16,3 €/kg en moyenne), bien que le prix moyen de la viande vitelline ait diminué de 0,4 % entre 2014 et 2015.

## › **Prévisions 2016**

À l'inverse de 2015, en 2016 la production de veaux de boucherie pourrait décroître de 1,4 % en têtes et de 2,2 % en volume par rapport à 2015, du fait notamment d'une baisse des disponibilités de veaux mâles laitiers et de la prudence des intégrateurs dans les mises en place.

Pour limiter la baisse de production de veaux finis, deux conditions doivent être réunies : un coût de l'aliment d'allaitement en repli et une consommation en hausse.

## Bilan dans le secteur du veau

	2014		2015*		%15*/14	
	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec	têtes	tec
<b>Abattages contrôlés</b>	<b>1 305,3</b>	<b>179,4</b>	<b>1 280,5</b>	<b>180,8</b>	<b>-1,9</b>	<b>0,8</b>
<b>Commerce extérieur</b>						
Veaux de moins de 80 kg						
Exportations	134,0		152,7		13,9	
Importations	23,0		14,6		-36,5	
SOLDE	111,0		138,1			
Veaux de 80 à 300 kg destinés à la boucherie						
Exportations	11,9		13,8		15,6	
Importations	22,6		17,3		-23,6	
SOLDE	-10,7		-3,5			
<b>Production de veaux finis</b>	<b>1 294,6</b>	<b>178,3</b>	<b>1 277,0</b>	<b>180,7</b>	<b>-1,4</b>	<b>1,4</b>

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

## Prévisions 2016

1 000 tec	2015*	2016**	%16**/15*
Production	179,7	175,8	-2,2%
Abattages	180,8	176,8	-2,2%
Importations veaux finis (vifs)	2,8	2,8	-0,1%

\* Estimations, \*\* Prévisions

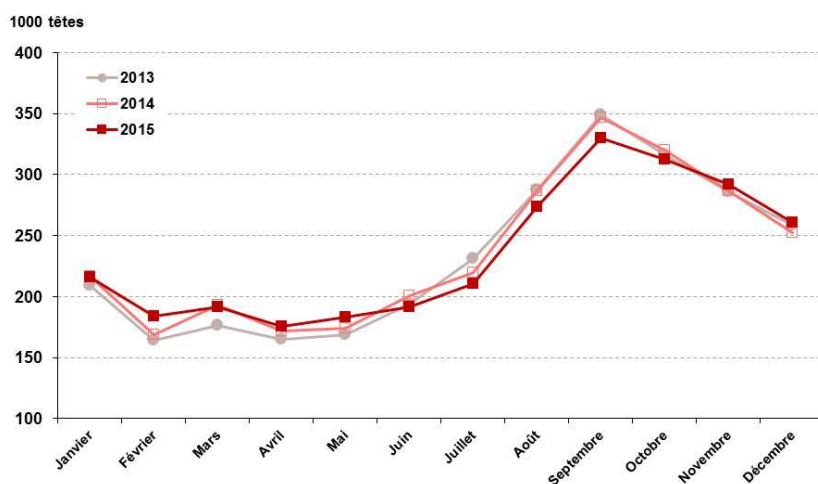
Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

## Naissances de veaux

1 000 têtes	2011	2012	2013	2014	2015	%15/14
Races allaitantes	3 397,8	3 366,3	3 259,5	3 315,1	3 403,9	2,7
Races laitières	2 794,6	2 800,5	2 804,6	2 836,1	2 821,0	-0,5
Races croisées	1 055,3	1 024,3	994,0	1 000,3	1 011,7	1,1
<b>TOTAL</b>	<b>7 247,6</b>	<b>7 191,1</b>	<b>7 058,1</b>	<b>7 151,4</b>	<b>7 236,6</b>	<b>1,2</b>

Source : FranceAgriMer d'après BDNI

## Naissances de veaux laitiers en France



Source : FranceAgriMer d'après BDNI

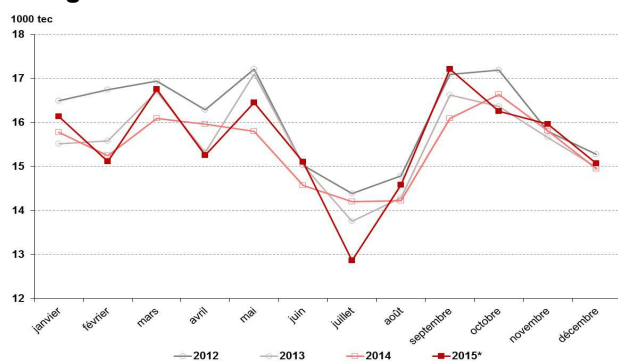
## Abattages de veaux de boucherie

	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
1 000 têtes	1 440,0	1 380,8	1 330,6	1 305,3	1 280,5	-1,9
1 000 tec	193,8	187,2	180,9	179,4	180,8	0,8
Poids moyen (kg/tête)	134,6	135,6	136,0	137,4	141,2	2,7

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP

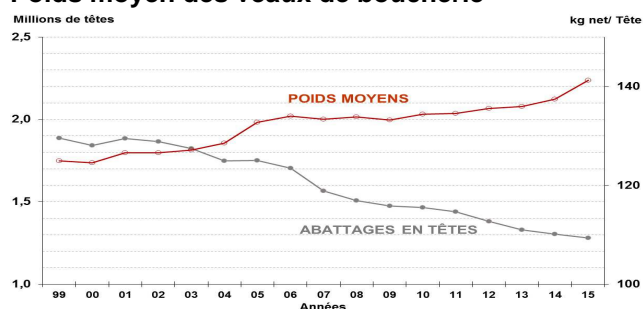
## Abattages contrôlés de veaux de boucherie



\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP

## Effectifs de veaux de boucherie abattus Poids moyen des veaux de boucherie



\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP

## Commerce extérieur de veaux

1 000 têtes	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
<b>VEAUX DE MOINS DE 80 kg</b>						
<b>Exportations totales</b>	<b>120,1</b>	<b>125,3</b>	<b>116,0</b>	<b>134,0</b>	<b>152,7</b>	<b>13,9</b>
Union européenne 27/28	120,1	125,1	116,0	134,0	152,7	13,9
<i>Espagne</i>	96,7	109,0	105,2	125,6	143,9	14,6
<i>Italie</i>	23,4	16,0	10,6	7,6	6,9	-9,3
Pays tiers	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	-111,9
<b>Importations totales</b>	<b>37,6</b>	<b>89,3</b>	<b>38,9</b>	<b>23,0</b>	<b>14,6</b>	<b>-36,5</b>
Union européenne 27/28	37,6	89,3	38,9	23,0	14,6	-36,5
<i>Espagne</i>	31,0	31,4	16,2	5,4	7,2	33,4
<i>Pays-Bas</i>	2,5	57,8	7,5	7,6	3,3	-56,0
<i>Allemagne</i>	3,3	0,0	10,0	6,4	0,0	-100,0
Pays tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-
<b>SOLDE</b>	<b>+82,4</b>	<b>+36,0</b>	<b>+77,1</b>	<b>+111,0</b>	<b>+138,1</b>	
<b>VEAUX FINIS DE 80-300 kg</b>						
<b>Exportations totales</b>	<b>39,0</b>	<b>13,0</b>	<b>11,2</b>	<b>11,9</b>	<b>13,8</b>	<b>15,6</b>
Union européenne 27/28	37,1	11,6	9,8	9,8	12,6	28,2
<i>Italie</i>	25,1	5,3	5,1	4,5	5,1	12,2
<i>Belgique</i>	0,5	0,0	0,0	0,0	3,6	///
<i>Espagne</i>	8,7	5,9	4,6	5,1	3,3	-35,2
Pays tiers	1,9	1,4	1,4	2,1	1,2	-43,3
<b>Importations totales</b>	<b>43,8</b>	<b>31,9</b>	<b>18,6</b>	<b>22,6</b>	<b>17,3</b>	<b>-23,6</b>
Union européenne 27/28	43,8	31,9	18,6	22,6	17,3	-23,6
<i>Belgique</i>	7,9	9,4	6,9	14,1	11,0	-21,8
<i>Allemagne</i>	15,1	12,0	6,4	3,7	3,6	-1,4
<i>Pays-Bas</i>	9,4	5,9	3,3	1,9	3,0	59,1
<i>Espagne</i>	5,0	0,0	0,7	1,1	0,0	-95,7
Pays tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-
<i>Suisse</i>	1,5	1,2	1,2	0,1	1,3	///
<b>SOLDE</b>	<b>-4,9</b>	<b>-19,0</b>	<b>-7,4</b>	<b>-10,7</b>	<b>-3,5</b>	

\* Estimations

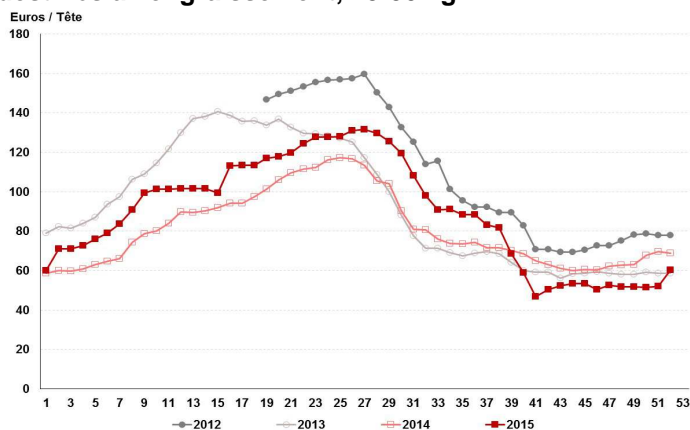
Source : FranceAgriMer d'après Douanes (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013)

## Prix à la production

	2011	2012	2013	2014	2015	%15/14
<b>Veaux de 8 jours en €/tête</b>						
Engraissement mâles 45-50 kg	114,7	116,0	93,5	80,9	89,1	10,2
Elevage mâles croisés légers	271,4	308,8	321,5	334,5	321,2	-4,0
Prix moyen pondéré	161,7	173,8	161,9	157,0	158,8	1,1
<b>Veaux de boucherie en €/kg net</b>						
Prix moyen pondéré	6,1	6,2	6,2	6,2	5,8	-5,6
<b>Veaux sous la mère en €/kg net</b>						
Prix moyen pondéré	7,6	7,7	8,5	8,9	8,7	-1,4

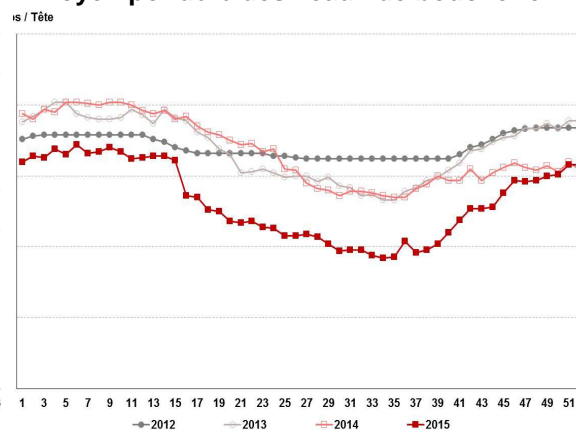
Source : FranceAgriMer

## Cotation de veaux de 8 jours à 3 semaines destinés à l'engraissement, 45-50 kg



Source : FranceAgriMer

## Prix moyen pondéré des veaux de boucherie



Source : FranceAgriMer

## Prix d'achat des ménages de la viande de veau

€/kg	2011	2012	2013	2014	2015	%15/14
Viande fraîche	14,8	15,3	15,6	15,7	15,7	-0,4
dont viande à griller	16,5	17,0	17,4	17,5	18,2	4,2
dont viande à bouillir	12,1	12,5	12,8	12,9	13,0	0,8

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

## Le marché des ovins en France

### › Le retour des importations néo-zélandaises sur le marché européen et français

Après s'être tournée en 2014 vers les marchés asiatiques, notamment la Chine, la Nouvelle-Zélande a été beaucoup plus présente sur le marché européen en 2015. En effet, ses exportations vers l'Union européenne devraient atteindre 146 000 tonnes pour 2015, soit une hausse d'un peu moins de 20 000 tonnes par rapport à 2014. Le Royaume-Uni, qui est de loin la première zone d'importation, a importé 7 500 tonnes de viande de plus que l'an passé (+ 10 % par rapport à 2014). Malgré des exportations nettement plus faibles du Royaume-Uni, les ventes de viande vers la France, son premier débouché (environ 50 % de ses exportations), se sont maintenues mais celles d'animaux vivants ont presque triplé passant de 32 500 têtes en 2014 à 75 000 têtes en 2015. Dans le même temps, les importations françaises de viande en provenance de Nouvelle-Zélande ont augmenté de 6 % et celles de l'Irlande ont diminué de 14 %. Ce recul des importations françaises en provenance d'Irlande (40 % des exportations irlandaises) est dû à la hausse des exportations néo-zélandaises et à la stabilité des ventes du Royaume-Uni sur la France, qui proposent l'un et l'autre des produits moins chers, dans un contexte de consommation nettement orientée à la baisse (- 3 % en 2015 par rapport à 2014). Enfin, les exportations de l'Espagne vers la France ont légèrement reculé.

Ainsi, les importations françaises de viande ont diminué d'environ 7 % en 2015 par rapport à 2014, du fait uniquement du recul de l'approvisionnement en provenance de l'Union européenne. Elles ont été partiellement compensées par des importations d'animaux vivants en provenance du Royaume-Uni.

En 2015, la production française a augmenté d'environ 2 % en têtes et en poids par rapport à 2014. Les abattages de brebis sont restés stables en 2015, ce qui pourrait sous-tendre une stabilisation du cheptel de brebis. En ce qui concerne les agneaux, les poids moyens des agneaux à l'abattage a légèrement augmenté (+ 175 g/tête) pour atteindre 18,175 kg/tête<sup>1</sup>. La baisse des abattages (- 1,7 % en poids et - 0,8 % en têtes) est due notamment à la hausse des exportations d'animaux vivants (+ 42 000 têtes exportées en 2015 par rapport à 2014, notamment vers l'Espagne et l'Italie compensant largement l'arrêt des ventes vers la Lybie, - 12 500 têtes y avaient été exportées en 2014). Les échanges d'animaux vivants ont été perturbés à partir du mois de septembre par la réapparition de la fièvre catarrhale ovine en France dans l'Allier.

### › La consommation continue de décroître en 2015

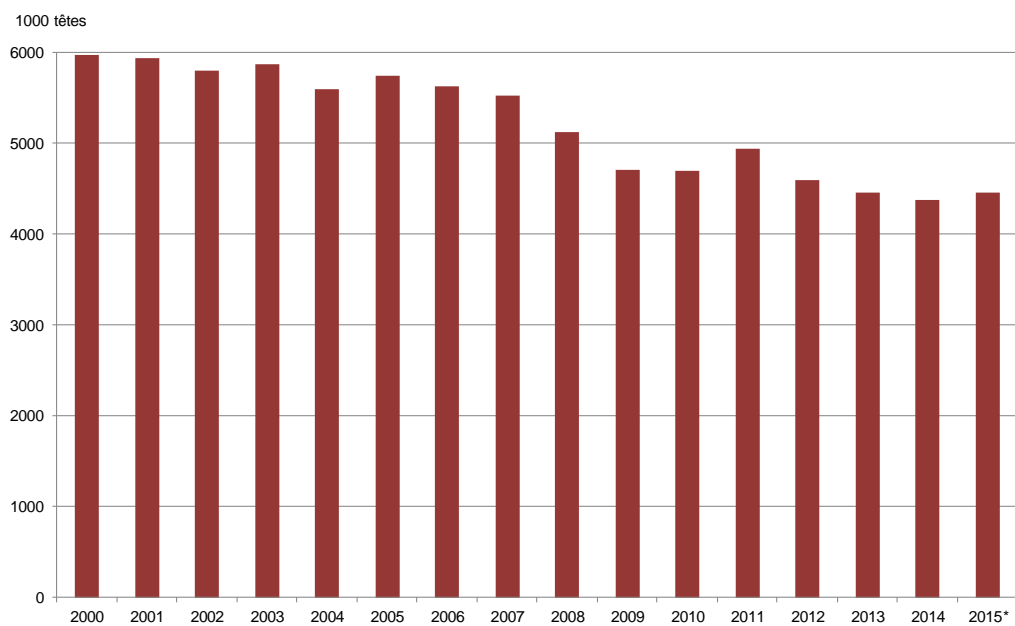
La consommation, mesurée par bilan, est en repli d'environ 3 % en France en 2015. Cette tendance est confirmée par l'évaluation des achats des ménages français par Kantar Worldpanel, même si elle est nettement plus marquée. Depuis le début de l'année, ils auraient diminué de près de 10 % par rapport à l'année 2014. La hausse du prix moyen de vente est estimée à 3,6 % ; c'est la plus forte progression observée dans le secteur des viandes. Sachant que la France est autosuffisante à 50 %, une plus forte proportion de viande française dans les rayons des GMS explique en partie ou totalement cette évolution (en lien avec une réduction des importations nettement plus forte (- 7 %) que pour les abattages (- 1,4 %)), la cotation des agneaux à la production ayant été relativement comparable en 2014 et 2015.

---

<sup>1</sup> Présentation SSP, poids froid (voir définition du SSP)



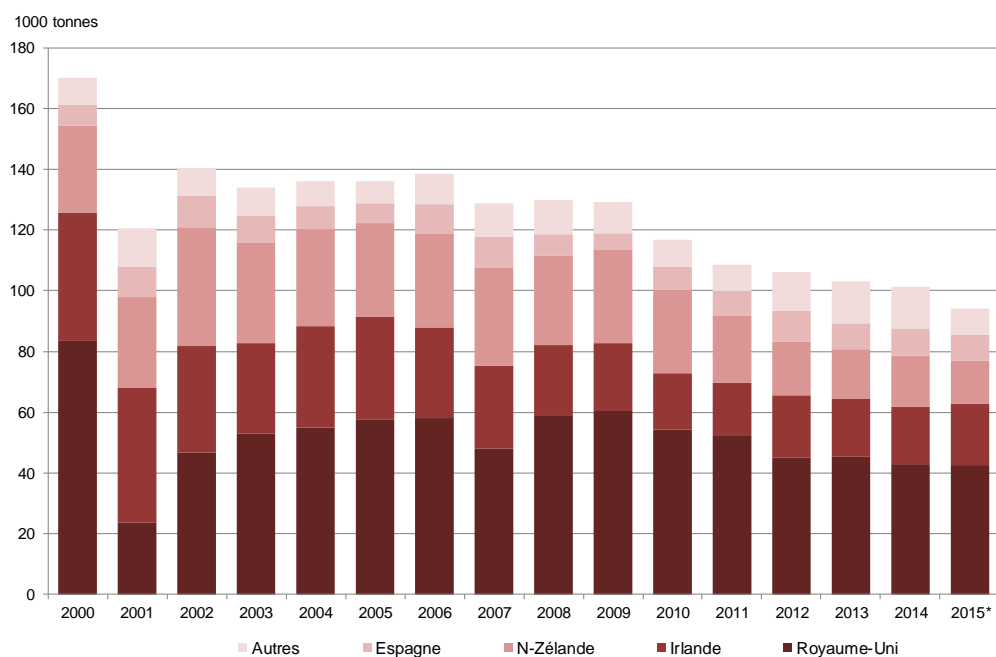
## Production indigène contrôlée d'ovins



\* Estimation

Source : FranceAgriMer d'après SSP

## Importations françaises de viande ovine par provenance



\* Estimation

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

## Le marché des équins en France et dans l'Union européenne

Le commerce international de viande chevaline a diminué d'environ 15 % en 2015 par rapport à 2014. Les exportations des trois principaux fournisseurs sont en recul, l'Argentine (- 2 %), le Canada (- 3 %), et surtout le Mexique (- 72 %) qui s'est vu retirer l'autorisation d'exporter vers l'Union européenne par les autorités sanitaires communautaires en février 2015. En effet, des substances interdites ont été détectées dans les viandes en provenance du Mexique et des défauts de traçabilité ont également été constatés, notamment concernant les viandes issues de chevaux américains abattus au Mexique.

Les ventes sur le marché mondial ont reculé de près de 10 % en 2015 par rapport à 2014 du fait notamment du repli des achats de l'Union européenne (qui représentent 40 % des importations mondiales). Sur un total d'un peu moins de 20 000 tonnes, les importations en provenance du Mexique ont reculé de 8 600 tonnes pour n'atteindre que 500 tonnes en 2015 (exportations effectuées uniquement en janvier). Ces volumes ont été partiellement compensés par les principaux fournisseurs : Argentine (+ 2 200 tonnes), Brésil (+ 1 700 tonnes), Canada (+ 1 100 tonnes), Uruguay (+ 700 tonnes) et Australie (+ 500 tonnes). Avec l'arrêt des exportations du Mexique vers l'Union européenne, l'Argentine et le Canada sont les deux principaux fournisseurs de l'Union européenne (respectivement 8 000 tonnes et 5 800 tonnes), loin devant le Brésil (2 400 tonnes).

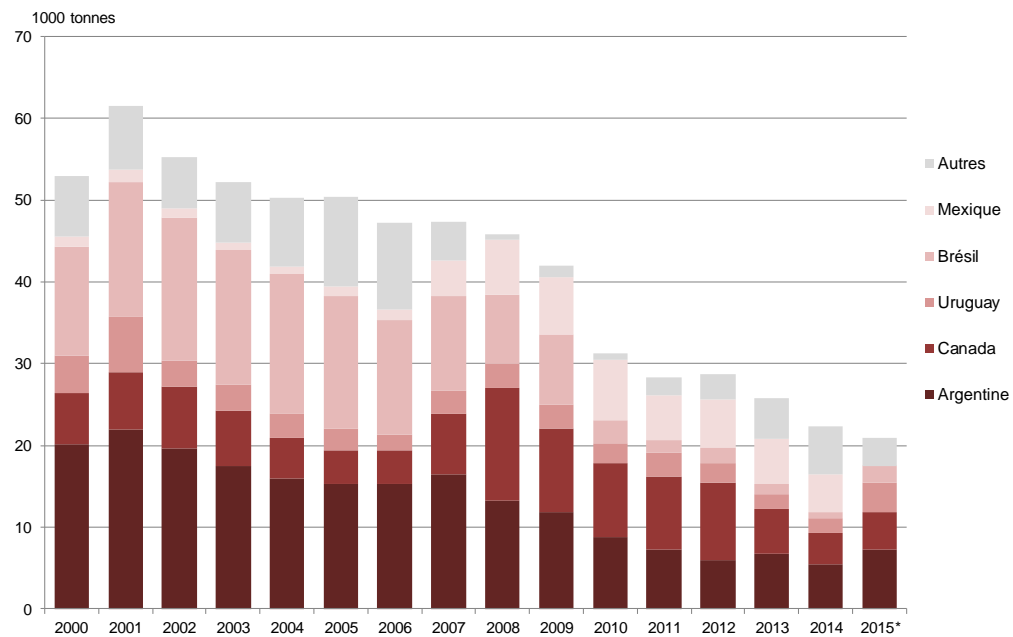
Les abattages de chevaux ont diminué en Italie (- 21 % en tête, - 9 % en poids), en Espagne (- 4 % en tête, - 2 % en poids), en France (- 4 % en têtes, - 6 % en poids), en Allemagne (- 0,5 % en tête, - 2,2 % en poids), aux Pays-Bas (- 30 % en têtes, - 27 % en poids), ils ont toutefois légèrement progressé en Belgique (+ 3 % en tête et en volume). Les abattages seraient en recul de l'ordre de 5 % en Europe de l'Ouest.

Ainsi sur le marché d'Europe de l'Ouest (6 pays cités ci-dessus), l'offre et donc la consommation ont diminué de près de 10 % par rapport à l'an passé.

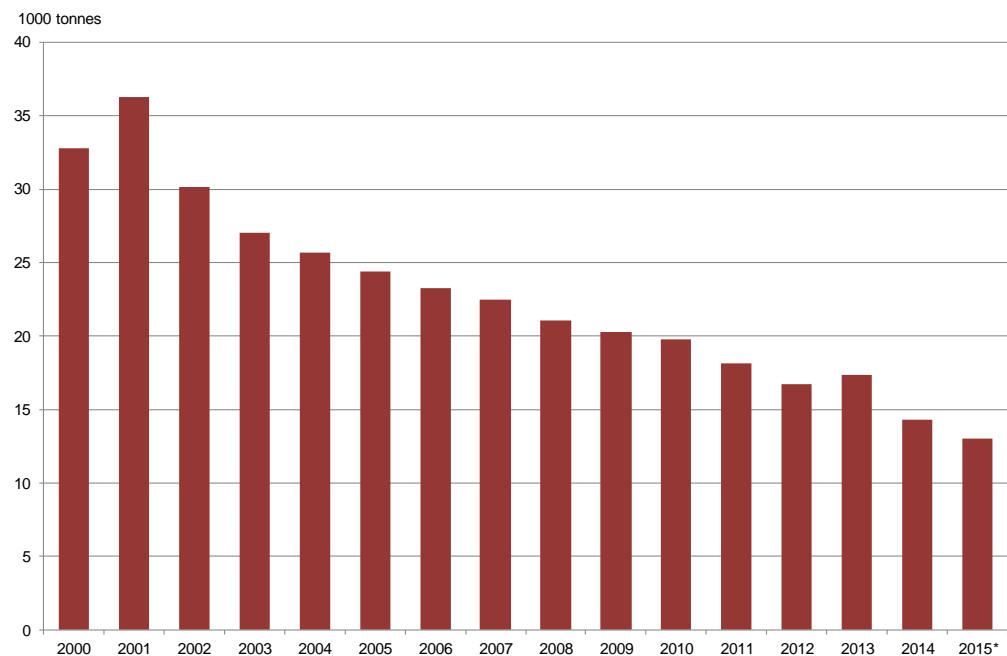
Malgré le recul d'environ 6 % des abattages en France, accentué par la baisse des importations d'animaux vivants (- 30 %), les exportations de viande se sont maintenues en 2015 autour de 4 400 tonnes. Si les ventes ont progressé vers l'Italie (+ 27 %), elles ont fortement reculé vers la Belgique (- 43 %). Mais les deux faits marquants sont la mise en place, depuis décembre 2014, de courants d'exportation vers l'Allemagne pour environ 500 tonnes et le Danemark pour environ 200 tonnes. Du fait du recul des importations en provenance des pays tiers (environ - 20 %), les approvisionnements pour la RHF et les GMS proviennent à part égales directement des pays tiers et des autres pays de l'Union européenne (les volumes en provenance de Belgique et d'Espagne sont essentiellement des viandes fraîches et donc probablement d'origine communautaire). En provenance des pays tiers, les achats ont augmenté pour le Canada (+ 20 %) mais surtout pour l'Uruguay (+ 70 %), suite à l'arrêt des achats au Mexique (1 600 tonnes) et à la baisse des importations argentines (- 60 %). L'augmentation des achats sur le marché communautaire, de près de 10 %, est essentiellement due aux importations espagnoles : quasi inexistantes il y a deux ans, elles devraient approcher 1 500 tonnes en 2015. En revanche, les expéditions de Grande-Bretagne ou d'Irlande sont en net recul (- 25 % et - 30 %).

En France, la consommation mesurée par bilan a diminué en 2015 de l'ordre de 10 % par rapport à 2014. Cette évolution est confirmée par les résultats des achats des ménages, évalués par Kantar Worldpanel, qui reculent de plus de 10 % (13 % sur les 48 premières semaines de l'année), pour un prix en hausse au stade du commerce de détail, tous circuits confondus, de 5 %. Le prix de la viande chevaline (16,3 €/kg) est en moyenne le plus élevé de toutes les viandes devant celui de la viande de veau (15,6 €/kg).

## Importations européennes de viande de cheval par provenance



## Consommation de viande de cheval (calculée par bilan) en France



# Le marché des produits tripiers en France

## › La production

En 2015, la production apparente de produits tripiers d'animaux de boucherie, estimée à partir des abattages contrôlés, a augmenté de 1,4 % par rapport à 2014. Cette augmentation est directement liée à la hausse de la production de gros bovins qui a compensé la baisse des volumes pour les veaux et les ovins :

Elle s'est établie à 356 900 tonnes (poids brut non paré) dont :

- 157 700 tonnes de produits tripiers de porcs (+ 0,1 %)
- 154 800 tonnes de produits tripiers de gros bovins (+ 2,2 %)
- 25 200 tonnes de produits tripiers de veaux (- 1,8 %)
- 19 000 tonnes de produits tripiers d'ovins (- 1,1 %).

La production française de produits tripiers en décroissance depuis une dizaine d'années a légèrement progressé en 2015. En effet, même si la production de produits tripiers de gros bovins a augmenté en 2015 sous l'effet d'une croissance marquée des abattages de vaches (+ 4 %), de bœufs (+ 4 %) et de taureaux (+ 2,80 %), la production de produits tripiers de veaux poursuit sa décroissance du fait de la réduction des mises en place par les intégrateurs de veaux de boucherie au rythme de 2 % par an.

En ce qui concerne les ovins, l'effectif du cheptel ovin en baisse depuis plusieurs années explique la baisse de 1,1 % de la production. Enfin, la production de produits tripiers de porcs est relativement stable.

## › Les échanges

En 2015, le solde du commerce de produits tripiers de boucherie s'est amélioré de 2 200 tonnes, grâce notamment au recul des importations de 4,8 % plus important que le recul des exportations.

L'année 2015 a été marquée par une baisse des exportations et des importations de produits tripiers pour les espèces bovine et porcine.

Les échanges des produits tripiers de bovins se sont dynamisés avec l'Allemagne alors qu'ils se sont ralentis avec l'Espagne. La Belgique a aussi développé ses achats alors que les exportations françaises vers les pays tiers sont en recul de 16 % par rapport à l'an passé.

La demande française en produits tripiers de porc s'est faite plus modérée en 2015, les importations ont reculé de 3 %. Elles proviennent essentiellement de pays de l'Union européenne. Si les achats ont fortement diminué en provenance des Pays-Bas (- 70,7 %), ils ont progressé depuis l'Espagne (+ 6,4 %).

Les ventes de produits tripiers de porc sont principalement destinées au marché des pays tiers. Elles ont, fortement progressé vers le Congo et la Chine mais sont en repli sur le marché communautaire (- 13,2 %). Les exportations ont progressé vers le Royaume-Uni et la Belgique mais ont bien diminué en direction de l'Allemagne, des Pays-Bas, de l'Espagne et du Danemark.

Les exportations de produits tripiers d'ovins restent très marginales (1 900 tonnes) ; elles sont pour l'essentiel destinées au marché européen (Italie, Belgique, Allemagne, Royaume-Uni et Pays-Bas) avec 1 800 tonnes (dont Italie : + 330 tonnes, Belgique : + 250 tonnes), soit 800 tonnes de plus que l'an passé mais en repli vers les pays-tiers de 34,8 %. Les importations sont également en hausse ; elles proviennent essentiellement de l'Union européenne.

## › Des prix de gros sur le marché de Rungis en hausse

L'indice de valorisation des produits tripiers d'animaux de boucherie, calculé par FranceAgriMer à partir des cotations du RNM Rungis, a enregistré une progression de 2 % par rapport à l'année 2014. Cette évolution est la conséquence directe d'une meilleure valorisation des produits tripiers de porcs, de bovins et d'ovins. Pour les gros bovins, quatre produits ont été commercialisés à des prix supérieurs à ceux de l'année dernière : la joue, la langue, la queue et le rognon.

## › La consommation des ménages enregistre une nouvelle baisse

La baisse de consommation de produits tripiers s'inscrit dans un contexte global de réduction de la part de la viande dans l'alimentation.

D'après le panel Kantar Worldpanel, la consommation des ménages français est en recul en 2015 avec une baisse beaucoup plus marquée des produits tripiers cuisinés (- 16,4 %) par rapport aux abats frais (- 4,8 %). Cette baisse est aussi constatée sur les abats frais de gros bovins, de veaux et d'ovins, avec un repli respectivement de 6,9 %, de 6,9 % et de 10,3 %.

Dans cette période de crise économique et baisse du pouvoir d'achat, les consommateurs se sont probablement tournés vers des abats bon marché, d'où la stabilisation des tonnages de produits tripiers de porc plutôt que ceux plus onéreux (ovins et veau).

### Bilan dans le secteur des produits tripiers bovins et ovins

1 000 tonnes	2014	2015*	%15*/14
<b>Production</b>	<b>196,3</b>	<b>198,9</b>	<b>1,4</b>
Produits tripiers de gros bovins	151,4	154,8	2,2
Produits tripiers de veaux	25,6	25,2	-1,8
Produits tripiers d'ovins	19,2	19,0	-1,1
<b>Commerce extérieur</b>			
Exportations	48,0	45,5	-5,2
Importations	41,5	38,2	-8,1
Disponibilité intérieure (brut non paré)	189,8	191,6	0,9

\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douanes françaises

### Bilan dans le secteur des produits tripiers bovins de porcs

1 000 tonnes	2014	2015*	%15*/14
<b>Production</b>	<b>157,6</b>	<b>157,7</b>	<b>0,1</b>
<b>Commerce extérieur</b>			
Exportations	119,4	118,4	-0,9
Importations	76,5	74,2	-3,0
Disponibilité intérieure (brut non paré)	114,6	113,5	-1,0

\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douanes françaises

## Production de produits tripiers <sup>(1)</sup>

1 000 tonnes	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
Gros bovins	172,5	159,6	151,0	151,4	154,8	2,2
Veaux	28,3	27,1	26,1	25,6	25,2	-1,8
Ovins	20,9	20,0	19,4	19,2	19,0	-1,1
Porcs	165,4	160,7	158,1	157,6	157,7	0,1
<b>TOTAL</b>	<b>387,1</b>	<b>367,4</b>	<b>354,7</b>	<b>353,8</b>	<b>356,6</b>	<b>0,8</b>

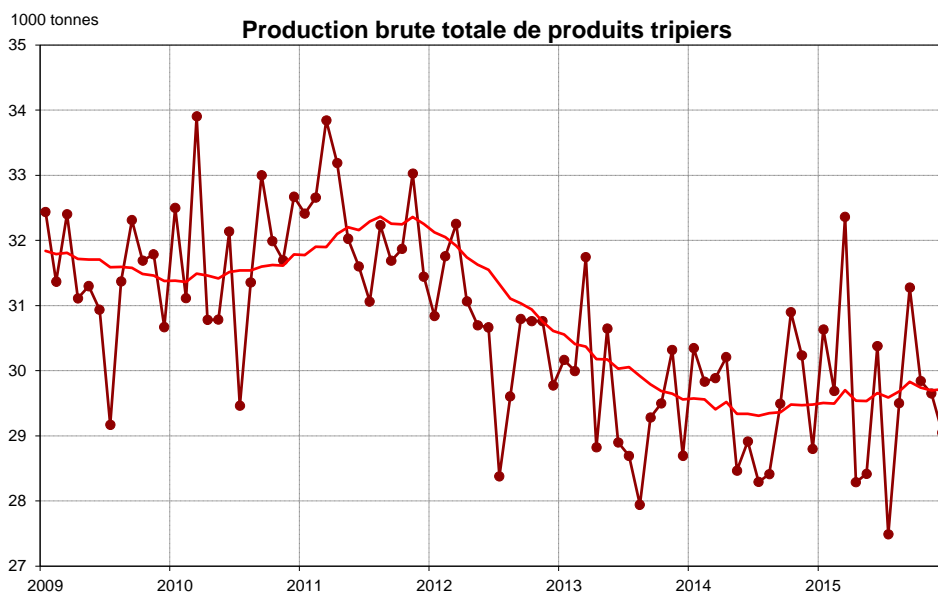
\* Estimations

<sup>(1)</sup> Estimation à partir des abattages contrôlés par application de poids forfaitaires par animal :

- bœuf et vache : 50 kg, taurillon et génisse : 41,4 kg, veau : 19,65 kg, ovin : 3,87 kg, porc : 6,66 kg.

Source : FranceAgriMer d'après SSP

## Production brute totale de produits tripiers



Source : FranceAgriMer d'après SSP

## Commerce extérieur de produits tripiers de boucherie par espèce

1 000 tonnes	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
<b>Exportations</b>	<b>149,3</b>	<b>147,0</b>	<b>147,8</b>	<b>167,4</b>	<b>163,9</b>	<b>-2,1</b>
Bovins	31,6	33,4	36,8	46,8	43,6	-6,9
Ovins	0,8	0,8	1,0	1,2	1,9	60,7
Porcs	116,9	112,8	109,9	119,4	118,4	-0,9
<b>Importations</b>	<b>64,6</b>	<b>73,7</b>	<b>71,5</b>	<b>118,1</b>	<b>112,4</b>	<b>-4,8</b>
Bovins	37,0	40,2	38,9	38,6	35,2	-8,8
Ovins	2,3	2,6	2,7	2,9	3,0	1,1
Porcs	25,2	30,9	29,9	76,5	74,2	-3,0
<b>SOLDE</b>	<b>84,7</b>	<b>73,3</b>	<b>76,3</b>	<b>49,3</b>	<b>51,5</b>	

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

## Commerce extérieur de produits tripiers de bovins

1 000 tonnes	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
<b>Exportations</b>	<b>31,6</b>	<b>33,4</b>	<b>36,8</b>	<b>46,8</b>	<b>43,6</b>	<b>-6,9</b>
Union européenne 27/28	16,9	19,4	19,8	23,1	23,7	2,6
<i>Belgique</i>	1,5	2,3	3,2	3,6	4,7	31,1
<i>Italie</i>	2,8	2,7	2,6	2,8	2,9	6,3
<i>Espagne</i>	2,1	2,3	2,8	3,1	2,9	-5,7
<i>Allemagne</i>	2,4	2,1	1,3	1,4	2,1	52,9
Pays tiers	14,6	14,0	17,0	23,7	19,9	-16,1
<i>Russie</i>	4,0	4,2	4,3	4,4	0,9	-78,8
<b>Importations</b>	<b>37,0</b>	<b>40,2</b>	<b>38,9</b>	<b>38,6</b>	<b>35,2</b>	<b>-8,8</b>
Union européenne 27/28	36,5	39,8	38,6	38,4	34,9	-9,0
<i>Belgique</i>	2,2	2,4	2,3	2,3	2,3	-2,6
<i>Pays-Bas</i>	9,8	9,8	9,6	10,4	8,5	-18,1
<i>Espagne</i>	1,7	3,2	3,6	4,3	3,7	-12,9
<i>Allemagne</i>	7,7	7,9	8,9	7,6	7,7	1,2
<i>Irlande</i>	7,7	7,2	6,2	6,6	5,3	-18,7
Pays tiers	0,6	0,4	0,3	0,2	0,3	13,7
<b>SOLDE</b>	<b>-5,5</b>	<b>-6,8</b>	<b>-2,1</b>	<b>8,2</b>	<b>8,4</b>	

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises (UE à 27 de 2011 à 2012, UE à 28 de 2013 à 2015)



## Commerce extérieur de produits tripiers d'ovins

1 000 tonnes	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
<b>Exportations</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>	<b>1,0</b>	<b>1,2</b>	<b>1,9</b>	<b>60,7</b>
Union européenne 27/28	0,8	0,8	0,8	1,0	1,8	79,3
Pays tiers	0,0	0,1	0,2	0,2	0,1	-34,8
<b>Importations</b>	<b>2,3</b>	<b>2,6</b>	<b>2,7</b>	<b>2,9</b>	<b>3,0</b>	<b>1,1</b>
Union européenne 27/28	2,1	2,4	2,6	2,8	2,9	1,1
Irlande	0,7	0,7	0,8	1,0	1,0	-0,7
Royaume-Uni	1,0	1,1	1,3	1,1	1,2	8,0
Pays tiers	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	-0,5
Nouvelle-Zélande	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	-4,9
<b>SOLDE</b>	<b>-1,5</b>	<b>-1,8</b>	<b>-1,6</b>	<b>-1,7</b>	<b>-1,0</b>	

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises (UE à 27 de 2011 à 2012, UE à 28 de 2013 à 2015)

## Commerce extérieur de produits tripiers de porcs

1 000 tonnes	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
<b>Exportations</b>	<b>116,9</b>	<b>112,8</b>	<b>109,9</b>	<b>119,4</b>	<b>118,4</b>	<b>-0,9</b>
Union européenne 27/28	33,2	36,1	31,9	32,8	28,5	-13,2
Allemagne	0,8	0,8	0,6	1,1	0,9	-12,8
Royaume-Uni	2,3	2,7	1,9	1,6	2,0	26,1
Belgique	7,1	8,6	7,8	6,3	6,7	4,9
Pays-Bas	2,0	2,7	4,7	5,2	3,5	-33,5
Espagne	13,3	13,4	12,8	13,6	11,4	-16,2
Danemark	4,1	3,3	0,6	1,0	0,7	-26,4
Pays tiers	83,8	76,7	78,0	86,6	89,9	3,8
Congo	2,6	3,8	2,9	4,5	5,8	29,6
Côte d'Ivoire	5,9	6,2	7,5	10,7	10,5	-1,6
Philippines	8,8	5,3	6,5	10,3	9,2	-10,3
Chine	39,3	39,9	39,2	41,8	50,1	20,0
Hong-Kong	12,5	9,9	11,7	12,4	6,5	-47,6
<b>Importations</b>	<b>25,2</b>	<b>30,9</b>	<b>29,9</b>	<b>76,5</b>	<b>74,2</b>	<b>-3,0</b>
Union européenne 27/28	24,6	30,1	29,1	75,6	73,8	-2,4
Belgique	4,1	3,5	3,7	4,6	3,6	-22,9
Pays-Bas	3,1	5,2	8,0	7,5	2,2	-70,7
Espagne	9,3	6,8	8,4	40,5	43,1	6,4
Italie	1,5	1,3	1,3	4,1	3,9	-4,3
Pays tiers	0,6	0,8	0,8	0,9	0,5	-50,1
<b>SOLDE</b>	<b>91,7</b>	<b>81,9</b>	<b>80,1</b>	<b>42,9</b>	<b>44,2</b>	<b>2,9</b>

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises (UE à 27 de 2011 à 2012, UE à 28 de 2013 à 2015)

### Indice de valorisation des produits tripiers au stade de gros

	2011	2012	2013	2014	2015	%15/14
<b>Prix de gros Rungis</b> (indice base 100 en 1994)						
Abats de gros bovins	137,3	134,8	142,1	151,2	161,1	6,6
Abats de veaux	148,7	144,2	148,4	149,0	147,4	-1,1
Abats d'ovins	143,9	143,9	143,9	143,9	144,8	0,6
Abats de porcs	126,6	127,1	127,1	127,1	139,7	9,9
<b>TOTAL</b>	<b>143,7</b>	<b>140,3</b>	<b>145,1</b>	<b>148,5</b>	<b>151,5</b>	<b>2,0</b>

Source : FranceAgriMer d'après RNM Rungis

### Prix moyen d'achat des ménages de produits tripiers

€/kg	2011	2012	2013	2014	2015	%15/14
Abats de gros bovin	6,19	6,49	6,85	6,91	6,89	-0,3
Abats de veau	17,12	17,67	17,29	17,66	17,84	1,0
Abats d'ovin	9,72	10,07	10,54	10,67	10,84	1,6
Abats de porc	4,48	4,89	4,97	4,97	5,50	10,7
Total abats frais	8,78	9,10	9,41	9,42	9,54	1,3
Abats cuisinés	8,93	9,22	9,38	9,10	8,81	-3,2
<b>Total abats</b>	<b>19,41</b>	<b>19,92</b>	<b>18,79</b>	<b>18,51</b>	<b>18,35</b>	<b>-0,9</b>
Viandes de boucherie	10,06	10,55	10,82	10,86	10,85	-0,1

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

### Achats des ménages de produits tripiers

1 000 tonnes	2011	2012	2013	2014	2015	%15/14
Abats de gros bovin	18,27	17,16	16,24	15,35	14,29	-6,9
Abats de veau	10,44	9,89	10,36	9,60	8,93	-6,9
Abats d'ovin	2,51	2,50	2,36	2,10	1,89	-10,3
Abats de porc	10,49	10,57	10,14	10,21	10,36	1,5
Total abats frais	42,16	40,44	39,44	37,59	35,79	-4,8
Abats Cuisinés	2,56	2,76	2,86	2,92	2,44	-16,4
<b>Total abats</b>	<b>44,77</b>	<b>43,24</b>	<b>42,30</b>	<b>40,50</b>	<b>38,23</b>	<b>-5,6</b>
Viandes de boucherie	915,40	901,60	895,82	886,78	863,93	-2,6

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel



# Le marché des cuirs et peaux en France

## › La production

En 2015, la production de cuirs et peaux brutes a progressé par rapport à l'an passé. Cette augmentation est directement liée à la croissance marquée des abattages de gros bovins qui a compensé la baisse de production pour les veaux et les ovins. C'est la production de peaux brutes de veaux qui a enregistré la régression la plus marquée.

La production s'est établie à :

- 109 100 tonnes pour les gros bovins (+ 1,8 %)
- 15 400 tonnes pour les veaux (- 1,8 %)
- 14 700 tonnes pour les ovins (- 1,1 %)

## › Les échanges

Les exportations de cuirs et peaux bruts de gros bovins se font principalement vers les pays de l'Union européenne. L'Italie reste le principal client de la France pour 80 % des volumes, mais une concentration de ses exportations a été observée sur trois pays de l'Union européenne (Italie, Espagne, Belgique). Les exportations sont en progression sur les pays tiers (+ 7,2 %) notamment sur la Chine. Alors que les quantités importées de l'Union européenne sont équivalentes à celles des pays tiers, elles sont en diminution par rapport à l'année précédente. En revanche les importations en provenance des pays tiers sont en augmentation de + 3,9 % dont le Canada.

Les ventes de cuirs tannés de gros bovins sont en repli tant pour les exportations vers l'Union européenne (Italie – 89 %, l'Allemagne - 83,8 %) que vers les pays tiers dont la demande a été réduite notamment vers la Chine avec une baisse de 80,3 %. Les importations sont également en diminution en provenance des pays de l'Union européenne. Ces baisses concernent l'Allemagne et l'Espagne avec respectivement - 30,5 % et - 25,6 % et la Belgique et l'Italie pour des pourcentages moins importants. Les achats sont en hausse en provenance des pays tiers.

Les ventes de cuirs bruts d'ovins sont en augmentation de 4,1 % sur l'Union européenne : les exportations vers l'Espagne sont en augmentation de 1,4 % alors qu'elles sont en recul de 8,6 % vers les Pays-Bas et de 7,5 % vers l'Italie. Pour les pays tiers, la Chine est devenue le principal client de la France. Les importations sont marquées par une très forte baisse pour des cuirs bruts d'ovins en provenance de l'Union européenne (- 15,8 %). Les achats sur les pays tiers proviennent principalement de Nouvelle Zélande.

Les exportations de cuirs tannés d'ovins sont en diminution de 4,5 % principalement sur l'Union européenne avec un repli vers l'Italie et les Pays-Bas mais en forte hausse vers l'Espagne. Elles sont également en augmentation vers les pays tiers (+ 87,9 %) dont la destination principale est la Turquie. Les importations proviennent principalement de l'Union européenne, l'Espagne est le principal client de la France. Issues des pays tiers, les importations ont diminué de moitié, elles proviennent principalement des pays du Maghreb (Maroc, Tunisie, Algérie). Depuis 2014, plus aucun achat n'a été réalisé en provenance de Nouvelle Zélande, qui était le premier fournisseur international sur le marché français.

### Production de peaux brutes <sup>(1)</sup>

1 000 tonnes	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
Gros bovins	121,5	111,7	107,4	107,2	109,1	1,8
Veaux	17,3	16,6	16,0	15,7	15,4	-1,8
Ovins	16,2	15,5	15,1	14,9	14,7	-1,1

\* Estimations

<sup>(1)</sup> Estimations par application de poids moyen forfaitaires par catégorie d'animal

Source : FranceAgriMer d'après SSP

## Commerce extérieur de cuirs bruts de bovins

1 000 tonnes	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
<b>Exportations</b>	<b>140,9</b>	<b>134,1</b>	<b>128,2</b>	<b>124,5</b>	<b>130,7</b>	<b>5,0</b>
Union européenne 27/28	128,2	117,2	115,5	109,4	114,5	4,7
<i>Italie</i>	109,3	102,6	101,1	96,4	101,3	5,1
<i>Allemagne</i>	9,6	7,1	5,9	4,5	4,2	-6,9
<i>Espagne</i>	4,4	4,8	5,0	5,0	5,1	3,0
<i>Belgique</i>	1,1	0,5	0,3	0,5	0,5	2,3
Pays tiers	12,7	16,8	12,7	15,1	16,2	7,2
<i>Chine</i>	8,9	12,5	9,5	11,3	12,4	9,8
<b>Importations</b>	<b>21,5</b>	<b>16,7</b>	<b>15,1</b>	<b>14,1</b>	<b>11,1</b>	<b>-21,5</b>
Union européenne 27/28	17,7	13,3	11,2	8,8	5,5	-37,0
<i>Italie</i>	3,7	2,8	2,7	2,3	1,1	-53,4
<i>Allemagne</i>	5,8	5,6	4,7	3,3	2,0	-38,5
<i>Pays-Bas</i>	0,5	0,2	0,3	0,5	0,5	6,5
<i>Espagne</i>	4,9	2,2	1,0	0,6	0,3	-49,3
Pays tiers	3,8	3,4	3,9	5,3	5,5	3,9
<i>Canada</i>	1,2	0,9	1,0	2,3	2,6	15,5
<b>SOLDE</b>	<b>119,4</b>	<b>117,3</b>	<b>113,0</b>	<b>110,4</b>	<b>119,7</b>	

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises (UE à 27 de 2011 à 2012, UE à 28 de 2013 et 2015)

## Commerce extérieur de cuirs tannés de bovins

1 000 tonnes	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
<b>Exportations</b>	<b>6,1</b>	<b>6,0</b>	<b>6,1</b>	<b>7,9</b>	<b>6,5</b>	<b>-17,8</b>
Union européenne 27/28	4,2	4,1	4,8	5,2	5,1	-2,2
<i>Belgique</i>	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	-37,0
<i>Italie</i>	3,5	3,3	3,6	3,7	0,4	-89,1
<i>Espagne</i>	0,5	0,8	1,0	1,2	0,9	-29,4
<i>Allemagne</i>	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	-83,8
Pays tiers	1,8	1,8	1,2	2,7	1,4	-48,4
<i>Chine</i>	0,1	0,6	0,5	1,8	0,4	-80,3
<b>Importations</b>	<b>5,9</b>	<b>3,9</b>	<b>3,4</b>	<b>3,7</b>	<b>2,9</b>	<b>-22,2</b>
Union européenne 27/28	5,8	3,9	3,3	3,6	2,7	-23,6
<i>Belgique</i>	0,2	0,5	0,5	0,4	0,3	-1,8
<i>Pays-Bas</i>	0,2	0,2	0,1	0,0	0,1	68,0
<i>Espagne</i>	5,2	3,1	2,4	2,5	1,9	-25,6
<i>Allemagne</i>	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	-30,5
<i>Italie</i>	0,2	0,5	0,5	0,4	0,3	-1,8
Pays tiers	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	32,2
<b>SOLDE</b>	<b>0,1</b>	<b>2,0</b>	<b>2,7</b>	<b>4,2</b>	<b>3,6</b>	

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises (UE à 27 de 2011 à 2012, UE à 28 de 2013 et 2015)

## Commerce extérieur de peaux brutes d'ovins

1 000 tonnes	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
<b>Exportations</b>	<b>13,2</b>	<b>11,7</b>	<b>13,9</b>	<b>12,5</b>	<b>13,1</b>	<b>4,1</b>
Union européenne 27/28	4,1	4,5	4,1	5,8	5,8	1,0
<i>Italie</i>	0,4	0,9	1,0	1,7	1,6	-7,5
<i>Espagne</i>	2,8	2,9	2,4	3,0	3,0	1,4
<i>Pays-Bas</i>	0,5	0,5	0,5	1,1	1,0	-8,6
Pays tiers	9,2	7,2	9,8	6,8	7,2	6,8
<i>Turquie</i>	3,4	4,0	4,6	3,8	1,2	-69,2
<i>Chine</i>	5,1	2,4	4,7	2,6	5,0	92,5
<b>Importations</b>	<b>4,5</b>	<b>4,8</b>	<b>5,1</b>	<b>4,9</b>	<b>4,9</b>	<b>-0,4</b>
Union européenne 27/28	2,3	2,3	2,4	2,2	1,9	-15,8
<i>Italie</i>	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	-84,6
<i>Espagne</i>	2,1	2,1	2,2	2,1	1,8	-12,5
<i>Belgique</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	-89,2
<i>Pays-Bas</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-9,6
Pays tiers	2,2	2,6	2,7	2,7	3,0	12,6
<i>Nouvelle Zélande</i>	1,7	2,0	2,1	2,4	2,8	13,2
<b>SOLDE</b>	<b>8,7</b>	<b>6,8</b>	<b>8,8</b>	<b>7,6</b>	<b>8,2</b>	

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises (UE à 27 de 2011 à 2012, UE à 28 de 2013 et 2015)

## Commerce extérieur de peaux tannées d'ovins

Tonnes	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
<b>Exportations</b>	<b>317,2</b>	<b>285,1</b>	<b>198,2</b>	<b>189,8</b>	<b>181,3</b>	<b>-4,5</b>
Union européenne 27/28	281,9	232,2	113,1	162,3	129,7	-20,1
<i>Italie</i>	95,4	19,0	24,3	14,4	12,2	-15,3
<i>Espagne</i>	10,1	28,5	17,1	8,7	28,6	228,6
<i>Pays-Bas</i>	0,5	0,0	0,1	0,1	0,0	-100,0
Pays tiers	35,3	52,9	85,1	27,5	51,7	87,9
<i>Turquie</i>	12,5	13,1	13,5	15,0	12,8	-14,7
<i>Chine</i>	0,0	0,2	22,0			
<b>Importations</b>	<b>676,8</b>	<b>740,8</b>	<b>866,7</b>	<b>544,9</b>	<b>569,1</b>	<b>4,4</b>
Union européenne 27/28	486,6	526,9	623,5	427,6	484,2	13,2
<i>Italie</i>	35,5	78,5	72,0	191,6	43,4	-77,4
<i>Espagne</i>	443,3	441,3	539,5	235,1	441,1	87,6
<i>Belgique</i>	0,0	0,5	0,4	0,7	1,2	73,5
<i>Pays-Bas</i>		1,4	11,2			
Pays tiers	190,2	213,9	243,2	117,3	84,9	-27,6
<i>Nouvelle Zélande</i>	22,1	57,8	58,2			
<b>SOLDE</b>	<b>-359,6</b>	<b>-455,7</b>	<b>-668,5</b>	<b>-355,1</b>	<b>-387,8</b>	

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises (UE à 27 de 2011 à 2012, UE à 28 de 2013 et 2015)

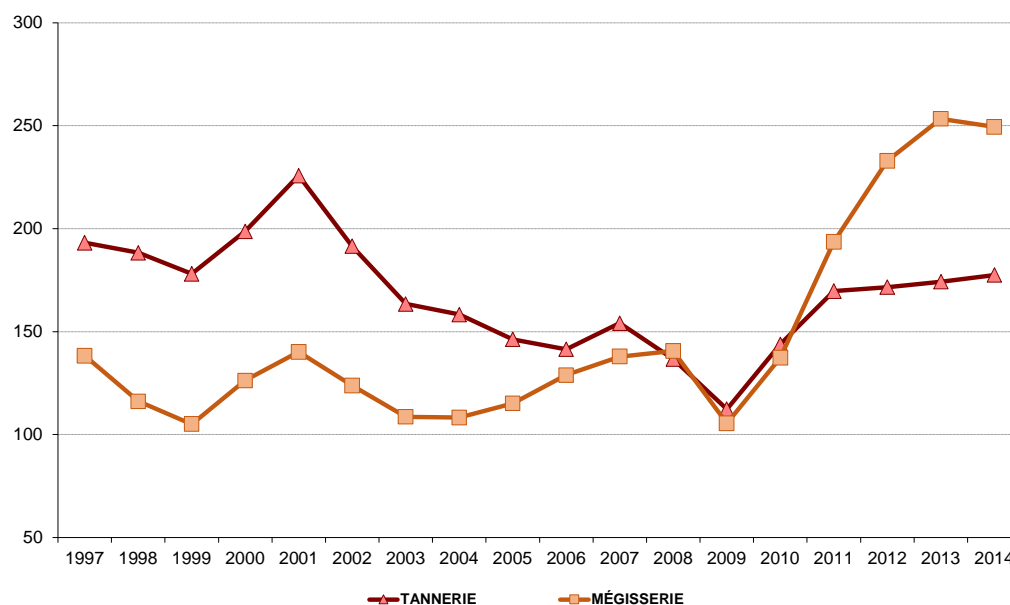
## Chiffre d'affaires des secteurs d'activité cuirs et peaux

Millions euros	2010	2011	2012	2013	2014	%14/13
Tannerie	143,9	169,7	171,6	174,2	177,5	1,9
Mégisserie	137,3	193,6	232,9	253,3	249,4	-1,5
Chaussure	898,7	860,2	889,4	923,6	896,1	-3,0
Maroquinerie	1 812,1	2 082,3	2 286,7	2 543,0	2 694,9	6,0

Source : Conseil national du cuir

## Évolution du chiffre d'affaires des secteurs tannerie et mégisserie

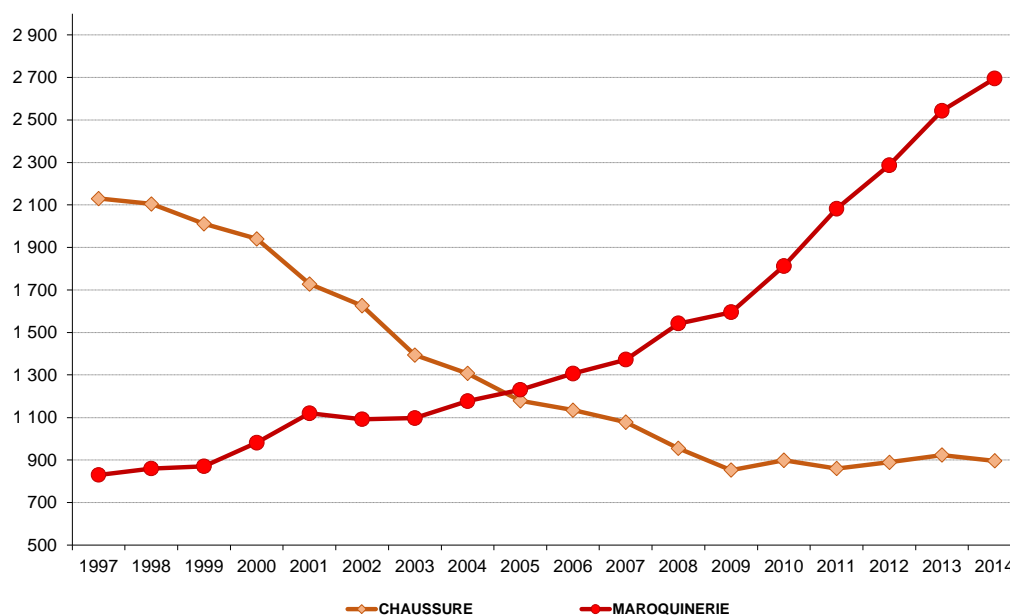
Million d'euros



Source : FranceAgriMer d'après Conseil national du cuir

## Évolution du chiffre d'affaires des secteurs chaussure et maroquinerie

Million d'euros



Source : FranceAgriMer d'après Conseil national du cuir

# viandes blanches







## Le marché du porc en France

### › Relative stabilité de la production française, mais forte hausse du poids moyen en fin d'année

Après plusieurs années de recul, la production porcine française s'est stabilisée en nombre de têtes par rapport à 2014. En revanche, en poids elle a fortement augmenté (+ 1,4 %).

Dans le Grand Ouest, la production a diminué en nombre de têtes de 0,3 % en 2015 par rapport à 2014 mais le fait marquant de l'année est l'augmentation du poids moyen de près de 1 kg/tête (poids chaud)<sup>1</sup> sur l'ensemble de l'année. Il a régulièrement progressé de janvier à novembre, passant de 93,9 kg à 95,0 kg avant de se stabiliser. En novembre et décembre 2015, il est de près de 2 kg plus élevé qu'en 2014.

Cette évolution du poids moyen au 4<sup>e</sup> trimestre a deux origines : les retards d'enlèvement dans les élevages du fait du contexte particulièrement tendu entre les producteurs et les abatteurs dans l'été qui ne s'était pas résorbé en septembre, ainsi que les conditions climatiques très clémentes au 4<sup>e</sup> trimestre qui ont favorisé la croissance des porcs à l'engraissement. Actuellement, malgré les conditions économiques difficiles au stade de la production qui pourraient favoriser un alourdissement des carcasses, la plupart des éleveurs n'y a pas intérêt en raison de la dégradation de la plus-value qualité.

### › Une fragilité de la filière porcine française à l'exportation

Les exportations françaises de viandes fraîches et congelées ont diminué d'environ 5 % en 2015. La baisse relativement marquée sur l'Union européenne (- 9 %), qui assure trois quarts des débouchés, n'a pu être compensée par la hausse des ventes sur les pays tiers (+ 5 %). Le 1<sup>er</sup> semestre a été une période particulièrement difficile pour les opérateurs français (- 10 %). Le plus fort recul est intervenu sur le principal marché, l'Italie, où sont commercialisés des carcasses lourdes et des jambons avec os ; il atteint près de 20 % par rapport à 2014. S'il a été relativement contenu sur les carcasses (- 10 %), il a été particulièrement fort sur les jambons avec os (- 45 %). Les concurrents européens (Espagne, Allemagne, Danemark) ont été spécialement agressifs sur ce marché. Même si la situation a été moins critique sur le Royaume-Uni, 2<sup>e</sup> débouché sur le marché européen, les ventes françaises ont également reculé (- 8 %). D'autres destinations majeures sur le marché communautaire ont également été marquées par un recul des ventes : la Grèce, notamment en raison de la crise économique qui y sévit (- 20 %), l'Allemagne (- 30 %) du fait de l'augmentation du niveau de production allemand et des difficultés rencontrées en 2015 par les abatteurs pour exporter, l'Espagne (- 12 %), désormais très largement excédentaire.

Les exportations vers les pays tiers ont progressé notamment vers l'ensemble Chine/Hong Kong (+ 40 %), Taiwan (+160 %) mais ont diminué vers deux marchés traditionnels à forte valeur ajoutée, le Japon (- 10 %, cœur de longe) et la Corée du Sud (- 20 %, poitrine grasse), mais aussi vers les Philippines (- 20 %). En revanche, les ventes ont progressé vers l'Afrique de l'Ouest (+ 30 %), notamment sur le Congo et la Côte d'Ivoire, mais le prix des produits commercialisés sur ces destinations est bien moins élevé que sur l'Asie (1,53 €/kg contre 2,17 €/kg).

Malgré des disponibilités importantes et un approvisionnement largement couvert par les abattoirs français, les importations de viandes fraîches et congelées ont faiblement diminué (- 3 %), notamment au 1<sup>er</sup> semestre (- 1 %). Pour la deuxième année consécutive, les importations espagnoles ne progressent plus, elles ont diminué de 1 % en 2015 mais représentent encore 72 % de l'approvisionnement extérieur français. Les achats en provenance d'Allemagne et du Danemark ont également reculé (- 13 % et - 23 %) ; ils ont en revanche progressé pour ceux issus du Royaume-Uni, d'Irlande, de Belgique, des Pays-Bas et de Pologne.

Ainsi, face à un marché européen largement approvisionné, à deux pays à nos frontières devenus exportateurs nets et où la production continue d'augmenter, à la fermeture du marché russe qui a obligé les exportateurs européens à trouver d'autres débouchés, les acteurs du commerce de pièces ont eu

---

<sup>1</sup> Poids relevé juste après l'abattage avant ressuyage, animal pesé avec tête et pieds

du mal à tirer leur épingle du jeu au 1<sup>er</sup> semestre 2015, à un tel point que la France était en passe de devenir en volume de nouveau déficitaire en viande de porc. Les meilleurs résultats au second semestre tant à l'importation (légère contraction des achats) qu'à l'exportation permettent à la France de dégager un solde positif en 2015, même s'il est à nouveau en recul par rapport à 2014.

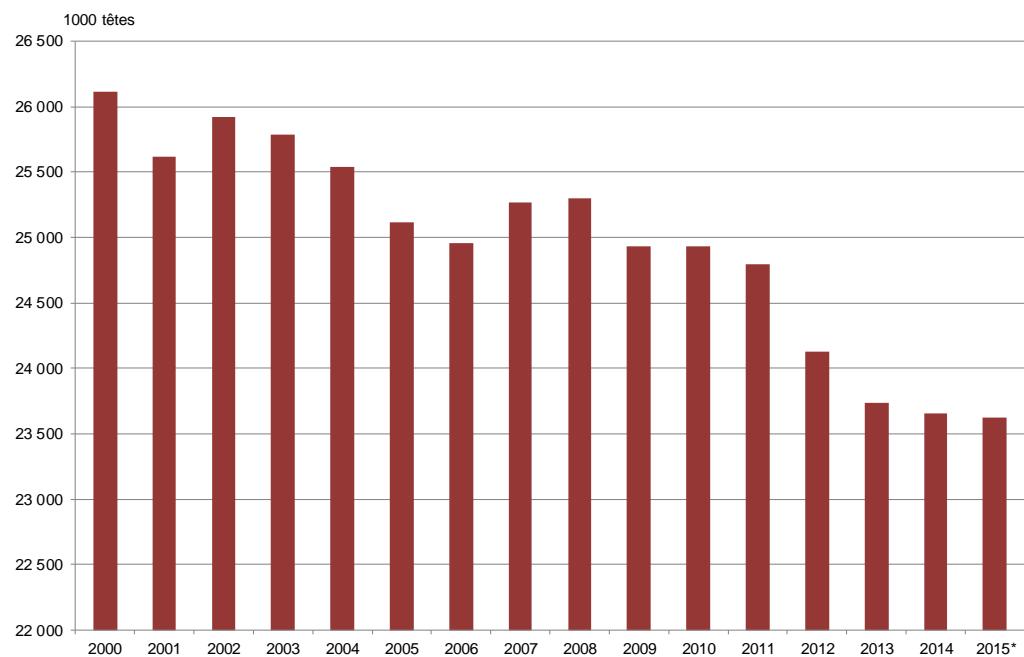
### › Une consommation des ménages en demi-teinte

La mesure de la consommation par bilan (+ 1,9 %) pourrait laisser supposer que la demande française a été particulièrement soutenue en France en 2015 par rapport à 2014. En réalité, il est probable que, dans un contexte de commercialisation de pièces, les « stocks outils » détenus par les industriels soient plus importants qu'en 2014 (dans la mesure par bilan, ils sont considérés comme consommés). En effet, d'après Kantar Worldpanel, qui évalue la consommation des ménages français (environ 70 % de la consommation totale), les achats de porc frais auraient diminué d'un peu plus de 4 % en 2015, et notamment de 7 % pour la longe (côte et rôti). En ce qui concerne, les produits de charcuterie, ils sont pour la première fois légèrement orientés à la baisse (- 0,6 %), après avoir été stables en 2014.

### › Perspectives 2016

D'après les analyses du SSP et compte tenu de la situation des éleveurs de porcs français, la production pourrait connaître un léger repli en 2016. Dans un contexte où l'offre sur le marché communautaire devrait rester relativement élevée, notamment au 1<sup>er</sup> semestre 2016, l'équilibre offre-demande sur le marché européen devrait rester fragile et le prix du porc à la production pourrait rester relativement bas. En France, le retour à l'équilibre du marché sera plus long à réaliser compte-tenu des stocks en vifs (retards à l'enlèvement) et en viande (écoulement des « stocks outils »). À la faveur d'un recul de la production européenne au 2<sup>nd</sup> semestre, les prix en France, comme dans l'Union européenne, pourraient progresser. La hausse sur l'ensemble de l'année devrait être toutefois relativement modérée.

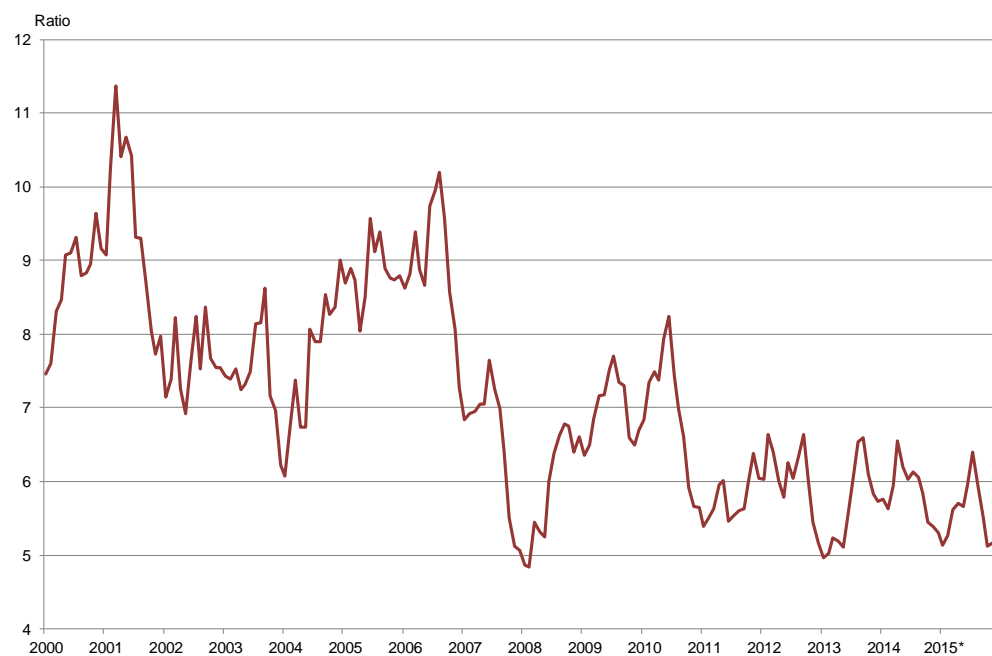
## Abattages contrôlés de porcs en France



\* Estimation

Source : FranceAgriMer d'après SSP

## Ratio entre le prix du porc classe E et le prix de l'aliment



\* Estimation

Source : FranceAgriMer d'après IFIP



# Le marché du porc dans l'Union européenne

## › Un cycle de production qui n'a pas atteint son maximum en 2015

Après une croissance estimée à 1 % en 2014, la hausse de la production européenne est estimée à plus de 2,5 % en 2015. Celle-ci est surtout le fait des deux premiers pays producteurs l'Allemagne (+ 1,1 % en 2014 et + 0,7 % en 2015) et l'Espagne (+ 4,4 % en 2014 et + 8,8 % en 2015). La Pologne, 4<sup>e</sup> pays producteur, et les Pays-Bas ont également contribué à la hausse de la production dans l'Union européenne (+ 0,7 % et + 1,6 %).

L'augmentation de la production a été particulièrement marquée au cours des deux premiers trimestres 2015 puisqu'elle a approché 4 % pour chacun d'eux, elle a été plus mesurée pour les deux suivants, avec une évolution d'un peu moins de 1 %.

## › Des exportations finalement soutenues, notamment sur l'Asie

Malgré l'embargo sanitaire russe intervenu à la fin janvier 2014, doublé par l'embargo économique lié à la crise ukrainienne d'août 2014, les exportations européennes vers les pays tiers ont progressé en 2015 par rapport à 2014 (+ 5 %). Les industriels européens se sont tournés vers l'unique autre marché d'importance : l'Asie, plus particulièrement la Chine (+ 51 %) et la Corée du Sud (+ 11 %), puisque, simultanément, les ventes européennes ont diminué vers Hong-Kong (- 33 %), le Japon (- 13 %) et les Philippines (- 4 %). Les industriels allemands et espagnols ont fortement accru leur présence sur les marchés asiatiques alors que le Danemark a rencontré des difficultés sur le Japon (- 25 %) et les États-Unis (- 15 %). Néanmoins, les exportations danoises ont augmenté fortement vers la Chine (+ 25 %), Taïwan (+ 70 %) et ont doublé vers la Corée du Sud. Elles progressent également vers l'Australie (+ 20 %). L'Allemagne s'est tournée principalement vers deux destinations, la Chine (+ 110 %) et la Corée du Sud (+ 5 %), tout comme l'Espagne (+ 70 % et + 40 %).

## › Une réorganisation des échanges intra-communautaires

Au sein de l'Union européenne, les échanges ont également été modifiés. À l'exception de la France, les principaux pays exportateurs (Danemark, Allemagne, Espagne...) ont réorganisé leurs flux d'exportation suite à la mise en place de l'embargo russe. Le Danemark s'est surtout tourné vers le marché communautaire pour y accroître ses ventes (+ 8 %), plus particulièrement vers l'Italie, la Pologne, le Royaume-Uni. Si l'Espagne a fait d'excellents résultats sur les marchés des pays tiers, elle n'a pas pour autant délaissé le marché communautaire : ses ventes y ont progressé de 14 %, plus particulièrement vers l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni. En ce qui concerne le flux entre la France et l'Espagne, les données divergent nettement entre les deux pays ; les importations françaises en provenance d'Espagne seraient en recul de 1 %, alors que les exportations espagnoles vers la France auraient augmenté de 11 %.

## › Une stratégie d'écoulement des produits plutôt que de stockage, quitte à faire des concessions sur le prix

Pour assurer l'écoulement de la production européenne sur les marchés communautaire et des pays tiers, les industriels ont été contraints de faire des concessions sur les prix, notamment du lard et des graisses mais pas uniquement.

Depuis août 2014, le prix du lard et des gras sur le marché communautaire a baissé de près de 40 %. Le prix de vente des viandes allemandes, espagnoles et danoises commercialisées ont diminué de 7 %, 10 % et 15 % par rapport à 2014.

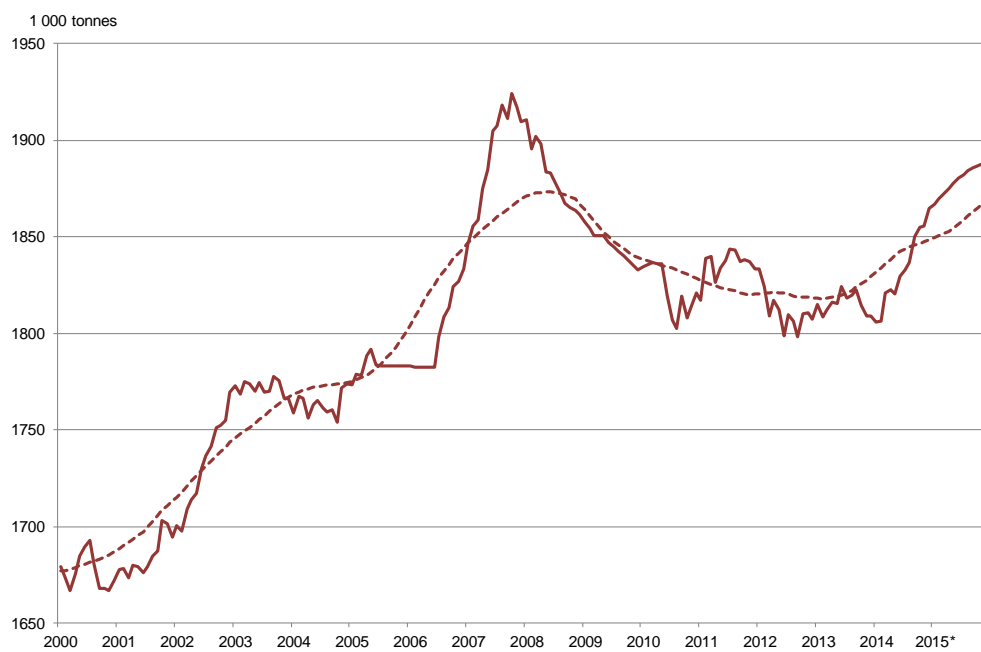
Les exportateurs ont ainsi, quitte à baisser leur prix de vente et leur marge, cherché à écouler la production pour qu'elle ne pèse pas sous forme de stock. Du fait de stratégies commerciales agressives sur le marché intra-communautaire, une évolution marquée des flux a été constatée en 2015.

## › Perspectives 2016

La production européenne pourrait être encore orientée à la hausse en 2016 par rapport à 2015, probablement de l'ordre de 1 % et emmené par l'Espagne (+ 2,2 % pour les effectifs de truies en juin 2015) et les Pays-Bas (+ 0,6 %) qui poursuivent la mise en place de truies. En revanche, elle devrait s'infléchir en Allemagne et en Pologne au regard des effectifs de reproducteurs (- 2,7 % et - 6,1 % pour les effectifs de truies en juin 2015).

Dans ce contexte, le sommet du cycle de production devrait être observé à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2016 et la décroissance de la production européenne pourrait n'intervenir qu'au 4<sup>e</sup> trimestre 2016. Dans un contexte de marché européen largement approvisionné et d'une demande internationale qui pourrait ralentir (tassement de la croissance économique en Asie, niveau relativement élevé des importations, marché russe inaccessible pour les européens, prix en forte baisse aux États-Unis et au Brésil et à parité avec ceux de l'Union européenne), les prix à la production ne devraient pas progresser dans l'Union européenne au 1<sup>er</sup> semestre 2016. Une moindre production européenne au 2<sup>nd</sup> semestre pourrait favoriser la reprise des prix à la production.

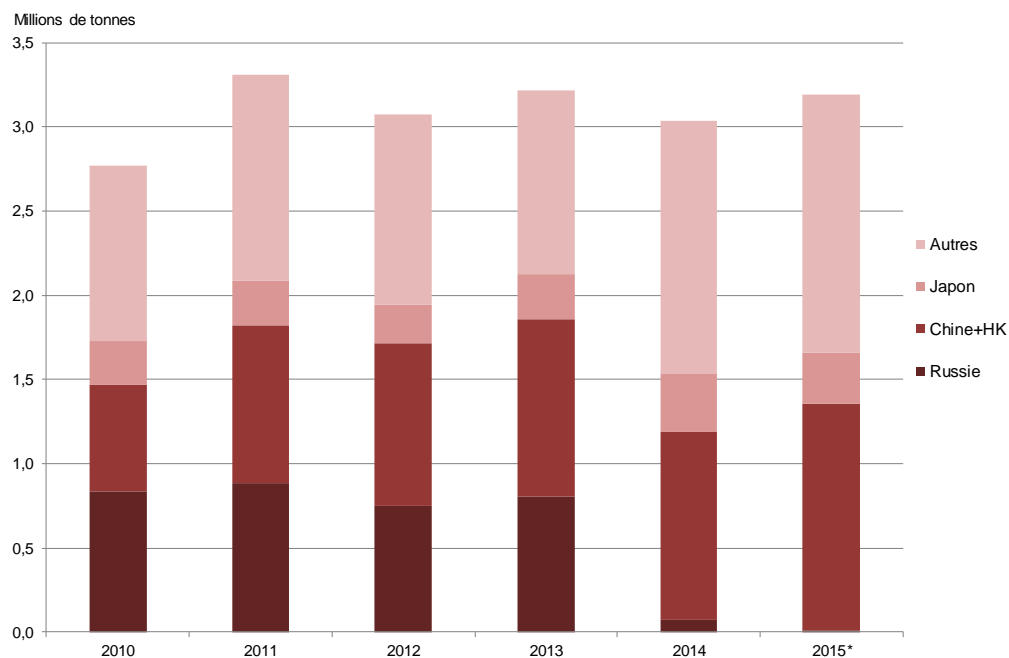
## Production de viande porcine de l'Union européenne à 25



\* Estimation

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

## Exportations européennes de viande de porc vers les pays tiers



\* Estimation

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat





## Le marché de la volaille de chair en France

### › Le coût des matières premières entrant dans la composition de l'aliment recule de manière sensible depuis le mois de septembre 2015

Après un recul significatif des indices Itavi coût des matières premières de l'alimentation des volailles entre 2013 et 2014 de l'ordre de 12 %, la baisse est moins marquée en 2015 avec un nouveau repli des indices de 2 % à 3 % par rapport à 2014. Sur le marché des matières premières destinées à l'alimentation animale, l'année 2015 a été caractérisée par un contexte haussier entre novembre 2014 et août 2015 malgré des récoltes mondiales de céréales et d'oléo-protéagineux record. Entre autres raisons à cette situation paradoxale, des retards à la récolte du soja aux États-Unis et des conditions météorologiques hivernales défavorables en Russie, en Ukraine et aux États-Unis.

À partir du mois septembre 2015, le recul des indices a été marqué du fait de disponibilités importantes, dans un contexte de baisse des cours du pétrole et de ralentissement de l'économie chinoise (60 % des importations mondiales de graines de soja).

### › La hausse de la production de volailles en 2015 est principalement liée à la dynamique du poulet sur le marché intérieur

La production de volailles de chair a progressé de 2,5 % en 2015 (+ 36 milliers de tec) par rapport à 2014 pour atteindre 1 872 milliers de tec soit un niveau équivalent à celui de 2011.

La quasi-totalité de la hausse de la production de volailles de chair en France est due à celle du poulet qui progresse de 61 700 tec en 2015 par rapport à 2014 (+ 5,2 %) pour s'établir à 1,25 million de tec. Cette dernière est d'abord liée à un accroissement de la demande sur le marché français (+ 5,3 %), vers le marché européen (+ 2,1 %) et également vers les pays du Proche et Moyen-Orient (+ 1,7 %).

La production de dinde recule de 15 600 tec (- 4,3 %) en 2015 pour atteindre 350 000 tec. L'utilisation d'une partie des outils de production par le poulet au détriment de la dinde explique pour partie ce recul. La production destinée au marché français recule de 4,5 % (- 12 100 tec) tandis que les expéditions vers l'Union européenne ont diminué de 5,6 % (- 3 800 tec) en 2015. La baisse des importations entre 2014 et 2015 (- 2,9 %) souligne également une demande française en recul pour la viande de dinde.

D'après les premières estimations, les abattages de canards seraient stables en 2015 (+ 900 tec) résultant d'une progression marquée des abattages de canards à rôtir (+ 1 600 tec) et d'un léger recul des abattages de canards gras (- 600 tec). Cependant, l'épisode d'influenza aviaire hautement pathogène qui a touché le sud-ouest de la France depuis la fin novembre 2015 pourrait avoir un impact négatif marqué sur la production de canards gras en 2016. La croissance de la production de canards en 2015 est uniquement liée à l'approvisionnement du marché français (+ 2,1 %) tandis que les expéditions vers les autres pays de l'Union européenne reculent de 2,1 %.

Enfin la production de pintades progresse également de 1 700 tec (+ 2,3 %) en 2015.

### › Les exportations françaises de volailles progressent en 2015, en lien uniquement avec l'augmentation des ventes de poulet à l'étranger

Après une baisse marquée des ventes de volailles à l'étranger entre 2013 et 2014 (- 8,3 %), lié au recul des flux de poulet français vers les pays du Proche et Moyen-Orient, les exportations sont en légère progression de 1,7 % entre 2014 et 2015.

Seules les exportations de poulet progressent (+ 4,2 % soit + 18 200 tec) tandis que les autres espèces reculent : - 5 600 tec pour la dinde et - 3 000 tec pour le canard. En 2015, les ventes de poulet vers les pays tiers ont été plus dynamiques que vers l'Union européenne avec une croissance respectivement de 5,2 % et 2,1 %.

Sur les marchés des pays tiers, les ventes de poulet français ont bénéficié d'une conjoncture relativement favorable pendant une grande partie de l'année malgré la mise à zéro des restitutions communautaires depuis juillet 2013 et la fermeture du marché russe depuis août 2014. Un taux de change euro / dollar

favorable et des restrictions de commerce ayant davantage affecté les pays concurrents figurent parmi ces éléments plutôt positifs pour les filières françaises.

Après une baisse marquée des exportations françaises de poulet vers les pays du Proche et Moyen-Orient entre 2013 et 2014 (- 41 900 tec), les flux vers ces destinations se sont légèrement redressés en 2015 (+ 1,7 %) pour atteindre 194 100 tec (soit + 3 300 tec). Cependant au sein de la zone, les ventes se sont concentrées sur l'Arabie Saoudite (+ 18 300 tec) et, dans une moindre mesure, la Jordanie (+ 3 100 tec). Les autres destinations de la zone affichent des reculs marqués du fait d'une conjoncture économique (cours du pétrole) et géopolitique largement défavorable.

Les exportations de poulet vers l'Afrique subsaharienne sont en forte progression 27 200 tec. Les produits vendus sur ces destinations sont souvent des pièces (viandes séparées mécaniquement, ailes, cuisses, poule de réforme, etc.) pour lesquelles la demande intérieure (française et européenne) est faible. Les exportations françaises ont notamment bénéficié des mesures anti-dumping prise par l'Afrique du Sud à l'encontre des opérateurs britanniques, néerlandais et allemands.

Vers l'Asie, les exportations de poulet reculent sensiblement et notamment vers la Chine (incluant Hong-Kong) et le Vietnam. Le recul général de la demande chinoise et une modification des procédures d'agrément pour l'importation vers la Chine depuis Hong-Kong peuvent expliquer cette baisse. En revanche, le marché philippin semble avoir absorbé une partie des volumes de viandes séparées mécaniquement auparavant exportés vers la Russie.

Les exportations de viandes et préparations de volailles vers les pays tiers progressent davantage en valeur (+ 16,0 %) qu'en volume (+ 3,3 %). Cette situation est la conséquence de la dépréciation de l'euro par rapport au dollar entre avril 2014 (1,38 dollar pour 1 euro) et avril 2015 (1,08 dollar pour 1 euro) et le maintien de cette situation depuis.

Les ventes françaises de viandes et préparations de volailles sur le marché intracommunautaire se sont élevées à 254 500 tec en 2015, stable (- 0,5 %) par rapport à 2014. Le repli est marqué pour les viandes congelées dont les ventes reculent de 4 200 tec (- 4,6 %) tandis que les préparations progressent de 3 900 tec (- 6,9 %) et les viande fraîches sont stables (- 800 tec,- 0,8 %).

En 2015, les ventes de poulet sur le marché de l'Union européenne se sont élevées à 148 000 tec, en augmentation de 3 100 tec par rapport à 2014 (+ 2,1 %). Cette progression des volumes s'est faite principalement sur les marchés espagnols (+ 5 100 tec), britanniques et néerlandais tandis que les marchés belge, et italien sont en recul.

Dans le secteur de la dinde, les expéditions vers le marché intracommunautaire ont continué leur recul entamé depuis 2000 pour s'établir à 64 100 tec en 2015, soit une baisse de 3 800 tec par rapport à 2014 (- 5,6 %). Le recul des expéditions françaises de viandes et préparations à base de dinde est marqué vers les Pays-Bas et la Belgique (- 3 000 tec au total) ainsi que vers l'Allemagne (- 1 700 tec). Les volumes progressent principalement vers l'Europe du sud (Espagne, Portugal et Grèce).

Les ventes de canard aux pays de l'Union européenne se sont élevées à 31 800 tec en 2015 soit un recul de 700 tec (- 2,1 %). L'essentiel de ce repli est dû à la baisse des ventes sur le marché espagnol (- 460 tec) et britannique (- 300 tec). Seules les expéditions vers l'Allemagne ont crû de manière sensible (+ 400 tec) revenant à un niveau proche de 2013.

### › **L'excédent commercial français en viandes de volaille s'est fortement détérioré en volume et est devenu un déficit commercial en valeur**

De 185 300 tec en 2000, les importations françaises de viandes et préparations de volailles se sont élevées à près de 553 800 tec en 2015 (+ 4,2 % par rapport à 2014, soit + 22 100 tec). En valeur, alors qu'elles représentaient 293 millions d'euros en 2000, elles ont atteint plus de 1,15 milliard d'euros en 2015 (+ 1,9 % par rapport à 2014). En 2015, les importations françaises de viandes et préparations de volailles en provenance de l'Union européenne continuent leur progression (+ 5,5 % en volume). En revanche, les importations en provenance des pays tiers sont en fort recul (- 5 400 tec) aussi bien en provenance du Brésil que de Thaïlande.

L'accroissement des importations en 2015 a uniquement concerné le poulet (+ 5,1 % en volume soit + 23 700 tec) en provenance de Pologne (+ 13 500 tec), du Royaume-Uni (+ 13 500 tec) tandis que l'origine Benelux est en recul (- 3 700 tec). Les importations de dinde sont en repli modéré (- 2,1 %) avec un recul de l'origine UE (Benelux notamment) de 2,6 % tandis que les importations en provenance des pays tiers progressent de 400 tec.

En 2015, les importations de viandes de canard ont nettement reculé de 4 % (- 600 tec) sur les origines Bulgarie (- 1 300 tec) et Chine (- 400 tec) tandis que les achats en provenance de Belgique, de Hongrie ou encore de Pologne progressent.

Le déficit commercial avec l'Union européenne à 28 est estimé à 379 millions d'euros contre 355 millions d'euros en 2014 tandis que l'excédent avec les pays tiers qui était de 362 millions d'euros en 2014 a de nouveau passé la barre des 400 millions en 2015.

### › Une progression de la consommation française de volaille en 2015, malgré des achats des ménages pour leur consommation à domicile en recul

D'après les résultats du panel de consommateurs Kantar Worldpanel, l'année 2015 a été marquée par un recul des achats de viandes par les ménages français en volume (- 1,5 %) concomitant avec une tendance déflationniste des prix (- 0,3 %). Au sein de cette tendance globale, les achats de volailles des ménages français ont moins reculé (- 0,4 %) que les autres viandes et notamment la viande de porc fraîche (- 4,9 %).

Au sein de l'univers de la volaille, les volumes d'achat de viandes fraîches de dinde et de canard reculent sensiblement de respectivement 2,8 % et 1,7 % tandis que la viande fraîche de poulet recule de 0,8 %. Seuls les volumes d'achats d'élaborés de volailles et les charcuteries à base de volailles progressent fortement de, respectivement, 1,9 % et 4,3 % en 2015 par rapport à 2014.

La consommation française totale de viandes de volailles, calculée par bilan, est quant à elle estimée en progression de 2,4 % en 2015. La comparaison avec l'évolution des achats des ménages (- 0,4 %) tend à indiquer une forte progression des achats de volailles de la RHD. Entre 2014 et 2015, la consommation française totale de viandes de poulet est évaluée en hausse de 4,6 % soit une progression de 53 600 tec. Les importations représentent désormais près de 40 % de la consommation française de poulet, proportion en hausse d'un point par rapport à 2014. La consommation française totale de dinde recule de nouveau (- 4,2 %), du fait d'une contrainte sur l'offre évoquée précédemment mais également une baisse de la demande comme tend à l'indiquer le recul des importations.

### › Prévisions 2016

La fin de l'année 2015 aura été marquée par l'épisode d'influenza aviaire hautement pathogène qui a frappé plusieurs départements du sud-ouest de la France. Si son déclenchement fin novembre 2015 n'affecte que marginalement le bilan global de l'année 2015, ses effets devraient en revanche, se faire sentir de manière sensible sur le premier semestre 2016.

Les conséquences pourraient être plus importantes sur les marchés exports avec la fermeture d'un certain nombre de destinations pour l'ensemble de la production française et, *a priori*, plus modérée sur le marché intérieur. Par ailleurs, la production de canard sera sensiblement affectée par l'arrêt des mises en place dans le sud-ouest de la France décidé en janvier 2016.

Enfin la consommation de volailles devrait poursuivre sa croissance au rythme de 1 à 2 % par an tandis que la production devrait reculer légèrement hormis pour le poulet destiné au marché intérieur (français et européen).

## Bilan français dans le secteur de la volaille de chair

1 000 tec	2014	2015*	%15*/14
<b>Production</b>	<b>1 826</b>	<b>1 872</b>	<b>2,5</b>
<b>Abattages</b>	<b>1 772</b>	<b>1 810</b>	<b>2,1</b>
<b>Commerce extérieur viandes</b>			
Exportations	583	593	1,7
Importations	532	554	4,2
Solde	+52	+39	
<b>Variations de stock</b>	<b>-3</b>	<b>+5</b>	
<b>Consommation **</b>	<b>1 724</b>	<b>1 765</b>	<b>2,4</b>
Auto approvisionnement %	105,9	106,0	

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

\* Estimations \*\* Calculée par bilan

## Prévisions 2016

1 000 tec	2015*	2016**	%16**/15*
<b>Production</b>	1 872	1 858	-0,8
<b>Importations</b>	554	564	1,9
<b>Exportations</b>	593	553	-6,7
<b>Consommation</b>	1 765	1 791	1,5

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

\* Estimations \*\* Prévisions

## Production indigène brute de volaille en France

1 000 tec	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
<b>VOLAILLE</b>	<b>1 871</b>	<b>1 859</b>	<b>1 842</b>	<b>1 826</b>	<b>1 872</b>	<b>2,5</b>
Poulet	1 178	1 161	1 215	1 191	1 252	5,2
Dinde	407	416	359	366	350	-4,3
Canard	244	242	229	230	231	0,4
Pintade	39	37	37	38	39	2,3
Autres espèces avicoles	3	3	2	2	0	-82,9

Source : FranceAgriMer d'après SSP

\* Estimations

## Consommation indigène brute de viande de volaille en France

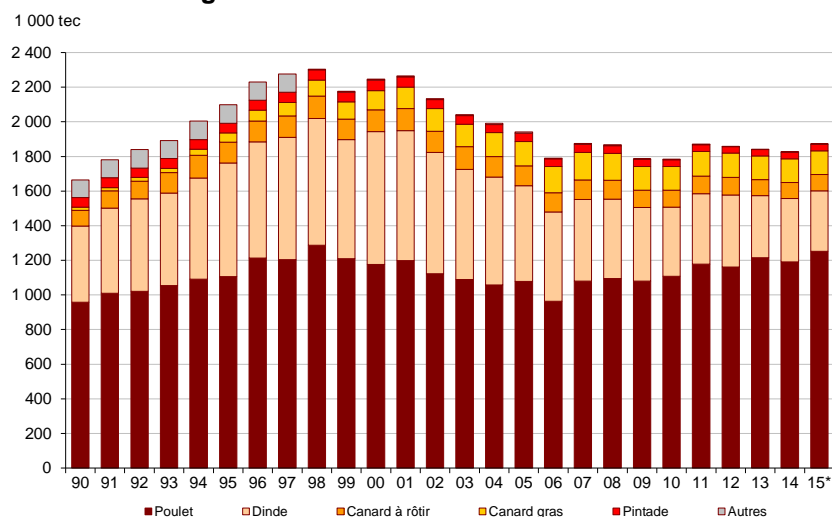
1 000 tec	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
<b>VOLAILLE</b>	<b>1 653</b>	<b>1 680</b>	<b>1 677</b>	<b>1 724</b>	<b>1 765</b>	<b>2,4</b>
Poulet	1 076	1 089	1 124	1 171	1 225	4,6
Dinde	331	350	319	317	304	-4,2
Canard	202	214	198	202	204	1,2
Pintade	37	30	30	31	33	4,0

Source : FranceAgriMer d'après SSP

\* Estimations

NB : En 2012 ont été créées des nomenclatures douanières spécifiques aux découpes de pintade et de canard. Auparavant, les deux n'étaient pas dissociées et les volumes correspondants étaient tous affectés à la viande de canard. Ainsi les données des échanges de canard et de pintade ne sont pas comparables avant 2012 et après 2012. En revanche il est possible de comparer l'ensemble canard + pintade.

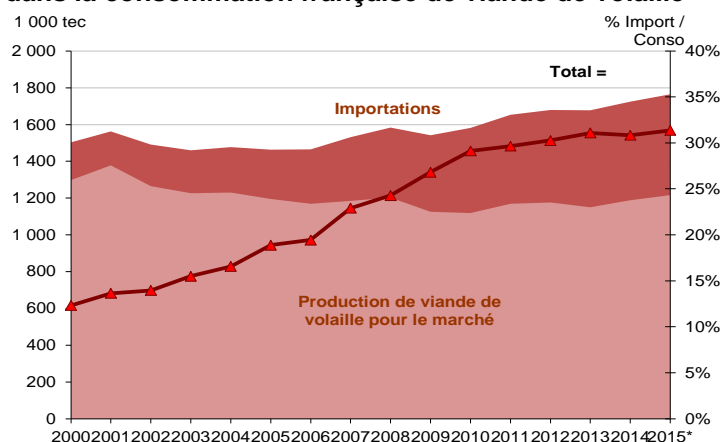
## Production indigène brute de volaille en France



\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP

## Part de la production nationale et des importations dans la consommation française de viande de volaille



\* Estimations \*\* Abattages - exportations

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

## Achats de viande de volaille par les ménages français

	Tonnage %15/14	Prix moyen	
		€/kg	%15/14
<b>VOLAILLE + ÉLABORÉS FRAIS</b>	<b>-0,4</b>	<b>7,84</b>	<b>-1,0</b>
<b>Poulet</b>	<b>-0,8</b>	<b>6,82</b>	<b>-0,8</b>
PAC	-2,9	5,06	-1,5
Découpe crue nature	+1,9	7,62	-1,1
<b>Dinde</b>	<b>-2,8</b>	<b>8,75</b>	<b>-1,4</b>
<b>Canard</b>	<b>-1,7</b>	<b>11,66</b>	<b>-3,7</b>
<b>Pintade</b>	<b>+2,8</b>	<b>8,50</b>	<b>-3,6</b>
<b>Autres volailles</b>	<b>+2,2</b>	<b>10,46</b>	<b>-0,9</b>
<b>Elaborés de volaille (hors charcuterie)</b>	<b>+1,9</b>	<b>8,34</b>	<b>0,6</b>

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

### Structure des échanges français de viandes de volailles - En volume

1 000 tec	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
<b>Exportations</b>	<b>663,2</b>	<b>636,5</b>	<b>636,4</b>	<b>583,3</b>	<b>593,0</b>	<b>1,7</b>
<b>Union européenne</b>	<b>271,4</b>	<b>260,1</b>	<b>267,7</b>	<b>255,8</b>	<b>254,5</b>	<b>-0,5</b>
Viandes fraîches	110,1	106,1	106,4	106,7	105,9	-0,8
Viandes congelées	104,4	96,9	96,6	92,0	87,8	-4,6
Préparations	52,8	52,4	59,2	55,8	59,7	6,9
Volailles saumurées	2,2	2,2	1,4	1,3	1,1	-11,4
<b>Pays tiers</b>	<b>391,8</b>	<b>376,4</b>	<b>368,7</b>	<b>327,5</b>	<b>338,4</b>	<b>3,3</b>
Viandes fraîches	12,5	13,3	12,8	15,9	14,8	-6,5
Viandes congelées	368,9	352,7	348,4	304,1	314,0	3,3
Préparations	10,0	10,1	7,1	5,9	6,0	2,0
Volailles saumurées	0,4	0,2	0,4	1,6	3,5	114,0
<b>Importations</b>	<b>490,0</b>	<b>508,3</b>	<b>521,4</b>	<b>531,7</b>	<b>553,8</b>	<b>4,2</b>
<b>Union européenne</b>	<b>453,4</b>	<b>472,8</b>	<b>493,6</b>	<b>500,2</b>	<b>527,8</b>	<b>5,5</b>
Viandes fraîches	225,8	216,5	236,4	248,5	252,4	1,5
Viandes congelées	187,4	209,7	200,1	192,8	212,7	10,3
Préparations	37,4	43,6	51,7	55,2	59,4	7,6
Volailles saumurées	2,8	3,0	2,4	3,7	3,4	-8,1
<b>Pays tiers</b>	<b>36,7</b>	<b>35,5</b>	<b>27,7</b>	<b>31,5</b>	<b>26,0</b>	<b>-17,3</b>
Viandes fraîches	0,3	0,6	0,8	0,4	0,3	-19,8
Viandes congelées	16,3	14,5	7,9	13,1	11,0	-15,9
Préparations	17,2	15,9	14,5	13,3	10,4	-21,5
Volailles saumurées	2,8	4,6	4,5	4,8	4,3	-10,3

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

\* Estimations

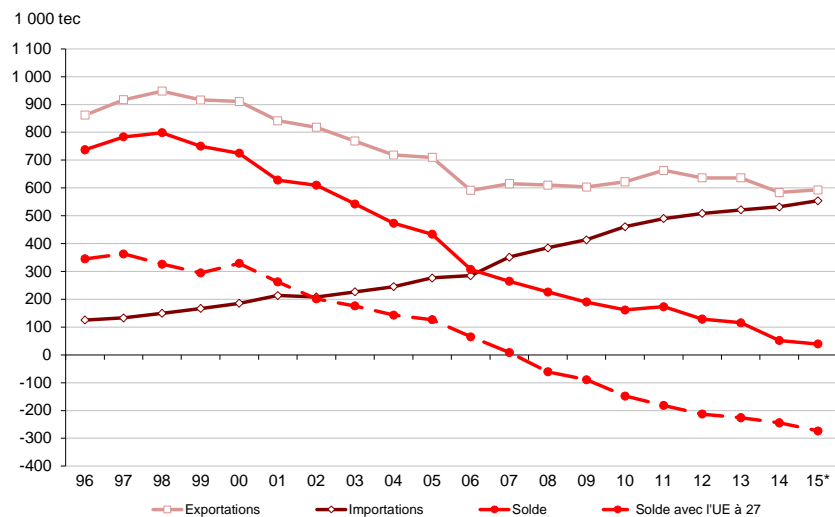
### Structure des échanges français de viandes de volailles - En valeur

Millions €	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
<b>Exportations</b>	<b>1 219,2</b>	<b>1 213,7</b>	<b>1 238,6</b>	<b>1 138,4</b>	<b>1 216,8</b>	<b>6,9</b>
<b>Union européenne</b>	<b>711,7</b>	<b>694,2</b>	<b>717,3</b>	<b>698,9</b>	<b>705,6</b>	<b>1,0</b>
Viandes fraîches	338,4	327,1	325,0	324,7	329,4	1,4
Viandes congelées	186,9	172,6	174,1	171,1	158,2	-7,5
Préparations	178,4	187,3	209,6	197,2	213,2	8,1
Volailles saumurées	8,0	7,2	5,9	5,8	5,1	-12,7
<b>Pays tiers</b>	<b>507,4</b>	<b>519,5</b>	<b>521,3</b>	<b>439,6</b>	<b>509,9</b>	<b>16,0</b>
Viandes fraîches	41,3	43,1	47,7	53,2	51,6	-3,0
Viandes congelées	431,9	442,3	451,2	365,0	433,3	18,7
Préparations	32,9	33,2	21,3	19,4	21,6	10,9
Volailles saumurées	1,3	0,8	1,1	2,0	2,7	34,7
<b>Importations</b>	<b>994,1</b>	<b>1 061,4</b>	<b>1 118,3</b>	<b>1 131,2</b>	<b>1 153,1</b>	<b>1,9</b>
<b>Union européenne</b>	<b>908,1</b>	<b>975,6</b>	<b>1 046,6</b>	<b>1 053,8</b>	<b>1 084,4</b>	<b>2,9</b>
Viandes fraîches	468,5	489,3	533,9	534,3	529,5	-0,9
Viandes congelées	312,2	343,1	339,5	337,9	366,4	8,5
Préparations	121,2	136,9	160,8	172,8	180,3	4,3
Volailles saumurées	6,2	6,4	6,2	8,8	8,1	-7,7
<b>Pays tiers</b>	<b>86,0</b>	<b>85,7</b>	<b>71,7</b>	<b>77,4</b>	<b>68,7</b>	<b>-11,2</b>
Viandes fraîches	0,9	1,4	1,6	0,8	0,6	-24,2
Viandes congelées	34,4	30,5	17,5	25,9	24,4	-6,1
Préparations	44,9	45,1	43,7	40,6	34,5	-15,0
Volailles saumurées	5,8	8,7	8,8	10,0	9,2	-8,2

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

\* Estimations

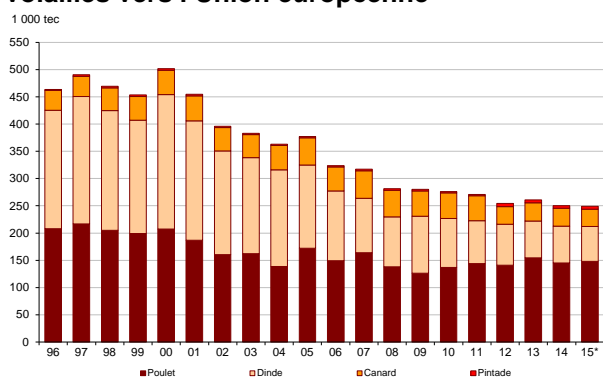
## Commerce extérieur français de viandes de volailles



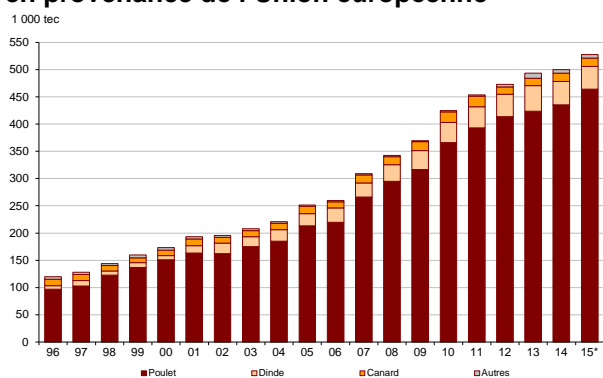
\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

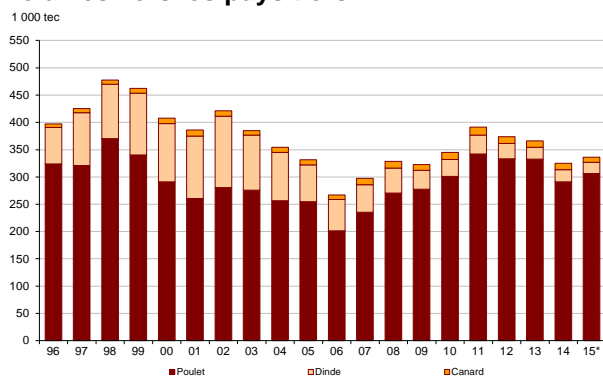
### Exportations françaises de viandes de volailles vers l'Union européenne



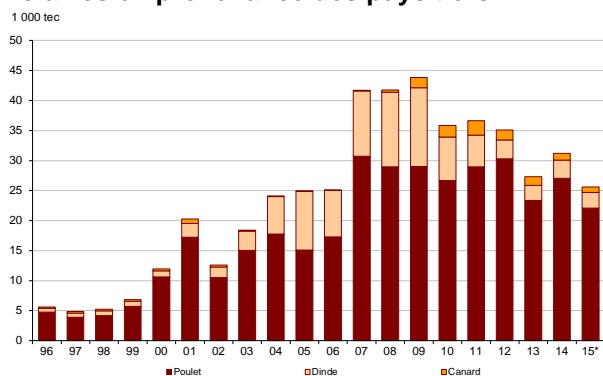
### Importations françaises de viandes de volailles en provenance de l'Union européenne



### Exportations françaises de viandes de volailles vers les pays tiers



### Importations françaises de viandes de volailles en provenance des pays tiers



\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes



## Commerce extérieur français de viandes de poulet avec l'Union européenne

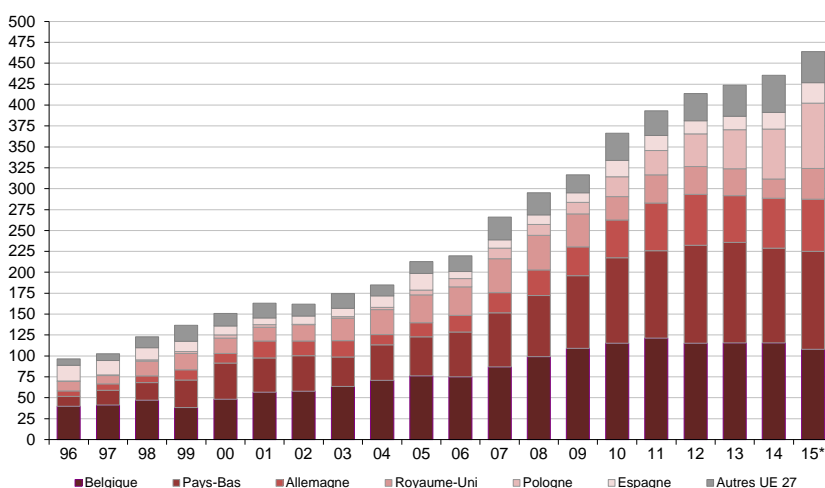
1 000 tec	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
<b>Exportations</b>	<b>144,0</b>	<b>141,1</b>	<b>154,2</b>	<b>144,9</b>	<b>148,0</b>	<b>2,1</b>
Espagne	32,4	28,6	30,5	32,2	37,3	15,9
Royaume-Uni	23,7	24,8	26,8	24,8	27,1	9,5
Belgique	17,5	16,4	21,0	19,3	17,9	-7,2
Allemagne	19,9	19,8	18,5	18,0	18,2	0,7
Pays-Bas	10,1	8,9	11,8	12,2	13,7	12,8
Italie	9,1	10,1	9,4	8,4	6,1	-27,7
<b>Importations</b>	<b>393,2</b>	<b>413,7</b>	<b>423,9</b>	<b>435,5</b>	<b>464,2</b>	<b>6,6</b>
Belgique	121,4	115,3	115,5	115,7	108,2	-6,5
Pays-Bas	104,4	117,1	120,5	113,3	117,1	3,3
Allemagne	57,2	61,1	55,7	59,5	62,4	4,9
Royaume-Uni	33,8	33,1	32,1	23,1	36,7	58,5
Pologne	28,7	38,8	46,7	59,8	77,9	30,4
Espagne	18,3	15,7	16,3	19,9	24,4	22,9
<b>SOLDE</b>	<b>-249,2</b>	<b>-272,6</b>	<b>-269,6</b>	<b>-290,6</b>	<b>-316,2</b>	

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

\* Estimations

## Importations françaises de viandes de poulet en provenance de l'UE à 27

1 000 tec

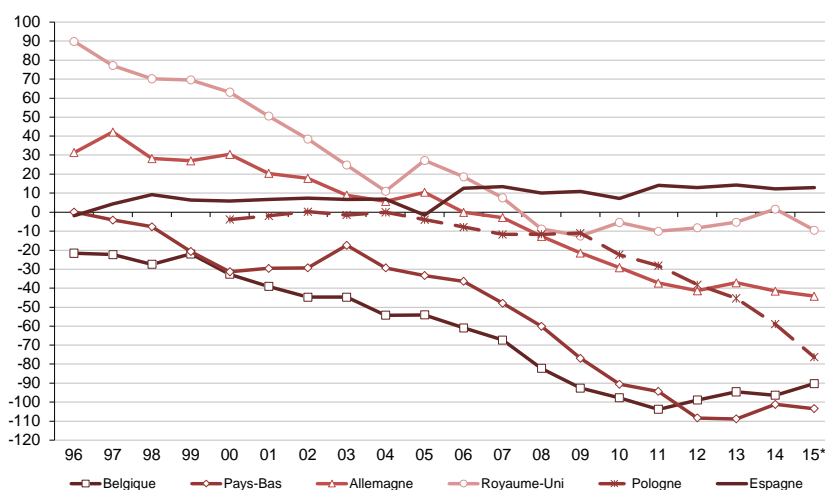


Source : FranceAgriMer d'après Douanes

\* Estimations

## Solde des échanges français de viandes de poulet avec l'UE à 27

1 000 tec



Source : FranceAgriMer d'après Douanes

\* Estimations

## Commerce extérieur français de viande de dinde avec l'Union européenne

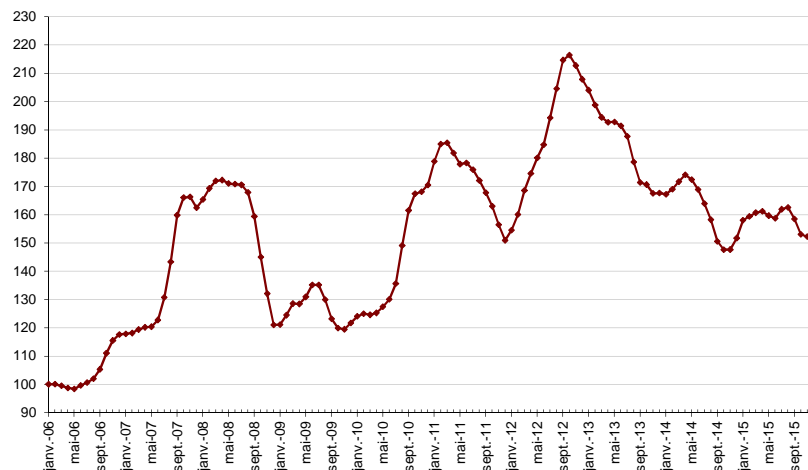
1 000 tec	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
<b>Exportations</b>	<b>78,7</b>	<b>74,7</b>	<b>67,6</b>	<b>67,9</b>	<b>64,1</b>	<b>-5,6</b>
Belgique	21,2	22,2	21,0	20,8	18,2	-12,3
Espagne	14,0	11,8	9,0	12,6	15,0	19,6
Allemagne	12,8	12,8	14,6	14,0	12,3	-12,2
Royaume-Uni	6,0	2,9	2,7	3,1	3,2	3,7
Grèce	3,6	3,8	3,4	3,3	3,6	8,3
Pays-Bas	3,0	2,6	1,8	2,0	1,6	-20,3
Italie	1,2	1,5	1,1	1,6	1,5	-7,6
Danemark	1,8	1,9	1,9	1,9	2,3	17,1
<b>Importations</b>	<b>38,6</b>	<b>41,1</b>	<b>46,7</b>	<b>42,9</b>	<b>42,1</b>	<b>-2,1</b>
Allemagne	14,8	16,0	16,1	14,5	13,9	-4,0
Italie	6,2	6,3	6,9	6,4	6,3	-2,4
Pays-Bas	4,2	3,8	4,3	3,6	1,5	-56,7
Espagne	3,8	4,1	5,1	4,7	5,6	20,7
Belgique	2,4	2,4	3,9	4,1	4,0	-2,1
Royaume-Uni	1,7	1,5	3,4	2,2	2,7	21,5
Pologne	3,3	4,5	4,6	5,6	5,6	-0,2
<b>SOLDE</b>	<b>+40,1</b>	<b>+33,6</b>	<b>+20,8</b>	<b>+24,9</b>	<b>+22,1</b>	

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

## Indice Itavi coût matières premières de l'aliment poulet standard Formule moindre coût lissée sur 3 mois

Base 100 : janv. 2006



Source : FranceAgriMer d'après Itavi



# Le marché de la volaille de chair dans l'Union européenne

## › Le contexte mondial du marché de la volaille en 2015

En 2015, un certain nombre de facteurs macro-économiques et sanitaires sont venus impacter le commerce mondial des viandes de volailles. Parmi les éléments positifs pour les filières françaises et européennes, la forte dépréciation de l'euro par rapport au dollar jusqu'à la quasi-parité a fortement accru la compétitivité des produits européens sur les marchés mondiaux. En revanche, le real brésilien s'est dévalué de près de 30 % par rapport à l'euro entre janvier et décembre 2015 renforçant d'autant plus la compétitivité de leurs exportations. De même, la chute des cours du pétrole (100 dollar/baril en janvier 2014, 40 dollar en décembre 2015) a eu un impact négatif sur la demande des pays exportateurs de pétrole et importateurs de viandes de volailles : pays du Proche et Moyen-Orient, Nigéria, Venezuela (- 66 % d'importations), Russie (- 40 % d'importations en volume).

Le ralentissement de la demande chinoise est également sensible pour le secteur de la volaille avec des importations en recul de près de 20 % en volume entre 2014 et 2015.

Enfin, côté sanitaire, 2015 aura été marquée par un certain nombre d'épisodes d'influenza aviaire hautement pathogène à travers le monde en Asie (des Corées à l'Indonésie), en Afrique de l'Ouest, aux États-Unis (touchant les cheptels de dindes et de poules pondeuses) et au Mexique et, depuis novembre 2015, dans le sud-ouest de la France.

La croissance de la demande mondiale en produits avicoles, moins chers que les autres viandes, continue néanmoins de soutenir la production de volailles. Dans le monde, la FAO estime la croissance de la production en 2015 à 1,5 %, contre 1,7 % en 2014. Elle reste supérieure à la croissance de la production des viandes bovines, ovines et porcines (respectivement + 0,3 %, 0,9 % et 1,3 %).

Selon la FAO, le commerce mondial de volailles a reculé de 1,0 % en 2015 par rapport à 2014 à 12,6 millions de tonnes environ.

## › Une croissance marquée de la production européenne de volailles dans un contexte de demande intérieure soutenue

Dans l'Union européenne à 28 (UE à 28), à partir des données de la Commission européenne et de sources nationales, la production de volaille en 2015 est estimée en progression de 2,5 % par rapport à 2014. Cette progression est du même ordre de grandeur que celle entre 2013 et 2014 (3,2 %).

Entre 2014 et 2015, plus de 80 % de l'augmentation de production de volailles européenne a eu lieu dans les nouveaux États membres contre 52 % entre 2013 et 2014. Avec une production de volailles atteignant 1,95 million de tonnes en 2015, la Pologne, à elle seule, a contribué à plus de la moitié de la croissance de la production européenne et se place désormais comme le premier pays producteur de volailles de l'Union européenne. Les autres nouveaux États membres, Hongrie et Roumanie en tête, ont contribué pour environ 30 % à l'augmentation de la production de volailles en Europe.

Dans l'Union européenne à 15 (UE à 15), la production a été plutôt stable entre 2014 et 2015 (+ 0,5 %) avec des dynamiques contrastées selon les bassins. En Europe du Nord, 2015 aura été marquée par un recul de la production avicole aux Pays-Bas (- 5,7 %), en Allemagne (- 0,7 %) et au Danemark (- 2,5 %). En Espagne, la production est en repli de 3 % en 2015 après une année 2014 record ayant entraîné un recul sensible des prix sur le marché intérieur. En revanche, dans un certain nombre de pays la production progresse, comme le Royaume-Uni (+ 2,4 %), l'Italie (+ 2,8 %) ou encore la France (+ 2,5 %).

La production de poulets représente 77 % des volumes de volailles produits dans l'UE à 28 et a connu une croissance de 2,9 % entre 2014 et 2015, légèrement plus dynamique que la production globale de volailles. Si la production de poulet est également très soutenue en Europe de l'Est, une diversification sensible de la production vers d'autres espèces est cependant apparue. En 2009, le poulet représentait 83 % de la production de volailles dans les NEM contre 81 % en 2015.

En 2015, la production de dinde de l'UE à 28 a connu une croissance modérée, de 1,6 %, marquée par une forte progression dans les NEM et notamment en Pologne et en Hongrie tandis que la production dans l'UE à 15 est en recul de 0,8 %. Seules les productions de dinde du Royaume-Uni et l'Espagne croissent entre 2014 et 2015, reflétant dans le premier cas une stabilisation de la production et dans le second, une des seules filières dindes d'Europe de l'Ouest où les volumes progressent.

Les abattages de canards ont également progressé de 1,2 % en 2015, principalement dans les NEM (Hongrie et Pologne en tête), tandis qu'ils ont globalement reculé dans l'UE à 15 (- 0,9 %) notamment au Royaume-Uni et en Allemagne.

### › Une dégradation du solde des échanges européens de viande de volaille avec les pays tiers

En 2015, les exportations communautaires de volaille à destination des pays tiers sont estimées en baisse de 2,5 % en volume pour atteindre 1,45 million de tec mais en progression de 1,8 % en valeur pour atteindre 1,58 milliard d'euros.

Sur les marchés internationaux de la volaille, l'année 2015 a été marquée par l'embargo russe sur les importations de produits agricoles en provenance d'un certain nombre de pays dont ceux de l'Union européenne. Cet embargo a entraîné l'arrêt des exportations communautaires vers la Russie qui représentait, encore en 2014, un débouché de 67 900 tonnes. Cette perte du débouché russe n'a été que partiellement compensée par la progression des exportations sur les destinations d'Afrique subsaharienne (+ 13 400 tonnes) et asiatiques (+ 30 200 tonnes) dans un contexte de quasi-parité euro/dollar rendant les exportations européennes plus compétitives sur les marchés internationaux.

Cependant, les flux vers ces destinations ont également été impactés par un certain nombre de mesures et le contexte macro-économique mondial. Ainsi les flux vers le Bénin, point de débarquement des viandes de volailles à destination du Nigéria, principal marché africain, ont été ralenti au 3<sup>e</sup> trimestre 2015 du fait d'un renforcement des contrôles aux frontières entre les deux pays. L'Afrique du Sud, quant à elle, a pris des mesures anti-dumping visant les produits provenant du Royaume-Uni, d'Allemagne et des Pays-Bas qui ont profité en premier lieu aux exportations françaises et espagnoles. Enfin, la Chine a renforcé le contrôle des flux entre Hong-Kong et la Chine continentale entraînant un fort recul des exportations vers Hong-Kong et impactant en premier lieu le Royaume-Uni et l'Espagne tandis que la France et la Pologne, dont les établissements étaient déjà agréés pour l'exportation vers la Chine continentale, ont été moins impactées.

Après avoir reculé entre 2012 et 2013, les importations européennes sont en progression depuis 2014 pour s'établir à 1,10 million de tec (+ 0,7 % par rapport à 2014) et 2,35 milliards d'euros (+ 6,1 %) en 2015. Les importations en provenance du Brésil sont en recul continu depuis 2008 et ont de nouveau reculé entre 2014 et 2015 (- 3,8 %) tandis que les importations en provenance de Thaïlande sont de nouveau en progression (+ 7,6 %). Par ailleurs, les importations en provenance d'Ukraine, initiées en 2014 à la faveur de l'ouverture de contingents à droits nuls, progressent de nouveau en 2015 pour s'établir à 42 300 tonnes. En revanche, les importations en provenance d'Argentine, du Chili ou encore de Chine sont de nouveau en diminution.

Le recul des exportations européennes en 2015, ainsi que la progression des importations, ont conduit à une nouvelle dégradation du solde des échanges de volailles de l'UE à 28 avec les pays tiers. En 2010, il était redevenu positif en volume après cinq années de déficit et a atteint 348 000 tec en 2015 (contre 393 000 tonnes en 2014). En valeur, le déficit de la balance commerciale européenne s'est accru et a atteint 768 millions d'euros en 2015.

### › Une croissance significative de la consommation de volailles dans l'UE à 28

En 2015, la consommation de viandes de volailles dans l'UE à 28 a connu une augmentation d'environ 3 %. Cette croissance de la consommation a été particulièrement sensible dans les NEM (+ 7 %), liée à une augmentation de la consommation par habitant de l'ordre de 1,6 kg/hab. Dans les pays de l'UE à 15, la croissance a été plus modérée (+ 2 %) et due à la croissance démographique plutôt qu'un accroissement de la consommation par habitant (+ 0,4 kg/hab.). Le différentiel de consommation de viandes de volailles par habitant s'est considérablement réduit entre les pays d'Europe de l'Est (24 kg/hab.) et les pays d'Europe de l'Ouest (26 kg/hab.). La viande de poulet a nettement été le moteur de la croissance de la consommation de volailles dans l'Union européenne avec une progression des volumes de + 3,5 % entre 2014 et 2015, représentant 90 % de la croissance de la consommation en 2015. Les croissances de consommation de la dinde (+ 1,8 %) et du canard (+ 2,7 %) ont été plus modérées.

## › Prévisions 2016

Dans le secteur de la volaille, compte tenu des cycles de production courts et d'une capacité d'ajustement rapide des mises en place, l'établissement de prévisions est difficile. Néanmoins, la demande intérieure européenne devrait connaître une croissance notamment en Europe de l'Est. La production européenne devrait progresser de l'ordre de 1 % principalement en Pologne.

Les exportations devraient fléchir entre 2015 et 2016 du fait du maintien de l'embargo russe (mais également de la faiblesse du rouble et des cours de l'énergie), d'embargos pour raisons sanitaires (influenza aviaire) aux effets nets en 2016 mais surtout d'une faiblesse de la demande mondiale, de la part des pays émergents en particulier.

La faiblesse de la demande mondiale pourrait conduire les principaux fournisseurs de l'Union européenne à revenir sur le marché communautaire en ajustant leurs tarifs à la baisse afin de maintenir les flux.

## Bilan de l'UE à 28 dans le secteur de la volaille de chair

1 000 tec	2014	2015*	%15*/14
<b>Production</b>	<b>13 621</b>	<b>13 964</b>	<b>2,5</b>
<b>Commerce extérieur viandes</b>			
Exportations	1 155	1 116	-3,4
Importations	1 063	1 076	1,2
Solde	+92	+40	
<b>Consommation UE**</b>	<b>13 528</b>	<b>13 923</b>	<b>2,9</b>
<b>Consommation S 28***</b>	<b>12 493</b>	<b>12 863</b>	<b>3,0</b>
Auto approvisionnement %	100,7	100,3	

\* Estimations \*\* Calculée par bilan \*\*\* Cumul des consommations de chaque État membre  
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, statistiques nationales et Douanes

## Prévisions 2015

1 000 tec	2015*	2016**	% 16**/15*
<b>Production</b>	13 964	14 117	1,1
<b>Importations</b>	1 076	1 102	2,5
<b>Exportations</b>	1 116	1 099	-1,5
<b>Consommation</b>	13 923	14 120	1,4

\* Estimations \*\* Prévisions

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, statistiques nationales et Douanes

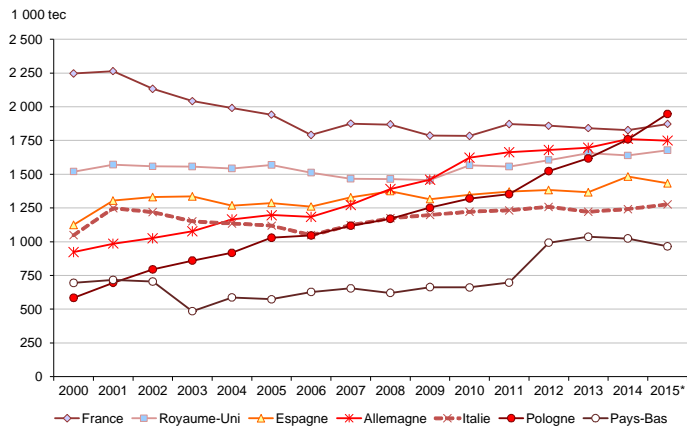
## Production indigène brute de volailles dans l'Union européenne

1 000 tec	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
France	1 871	1 859	1 842	1 826	1 872	2,5
Royaume-Uni	1 556	1 605	1 657	1 639	1 678	2,4
Allemagne	1 663	1 680	1 697	1 761	1 749	-0,7
Espagne	1 371	1 383	1 366	1 482	1 433	-3,3
Italie	1 232	1 258	1 222	1 241	1 276	2,8
Pays-Bas	697	993	1 036	1 024	965	-5,7
Portugal	294	294	294	297	307	3,6
Belgique-Luxembourg	294	303	309	351	382	8,8
Danemark	189	188	197	183	179	-2,1
Autriche	128	125	121	118	121	2,3
Grèce	177	183	182	193	188	-2,2
<b>Total UE 15</b>	<b>9 818</b>	<b>10 217</b>	<b>10 283</b>	<b>10 487</b>	<b>10 541</b>	<b>0,5</b>
Pologne	1 353	1 523	1 617	1 758	1 947	10,7
Hongrie	381	403	387	423	482	14,0
Roumanie	296	323	337	360	395	9,8
<b>Total NEM 12/13</b>	<b>2 614</b>	<b>2 824</b>	<b>2 913</b>	<b>3 134</b>	<b>3 423</b>	<b>9,2</b>
<b>TOTAL UE 27/28</b>	<b>12 433</b>	<b>13 041</b>	<b>13 254</b>	<b>13 682</b>	<b>14 028</b>	<b>2,5</b>

\* Estimations (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013)

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, statistiques nationales

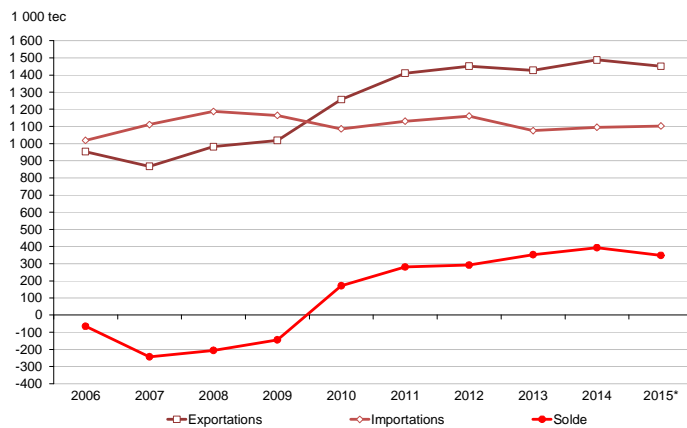
## Évolution de la production de volailles dans les principaux pays producteurs de l'UE à 28



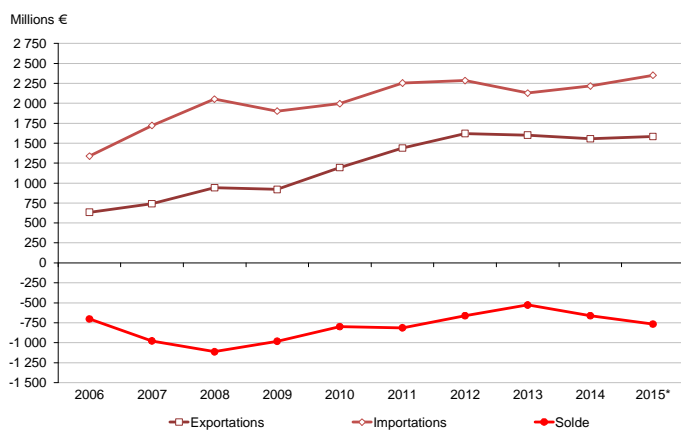
\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, statistiques nationales

## Commerce extérieur de viandes de volailles de l'UE à 28 avec les pays tiers En volume



## En valeur

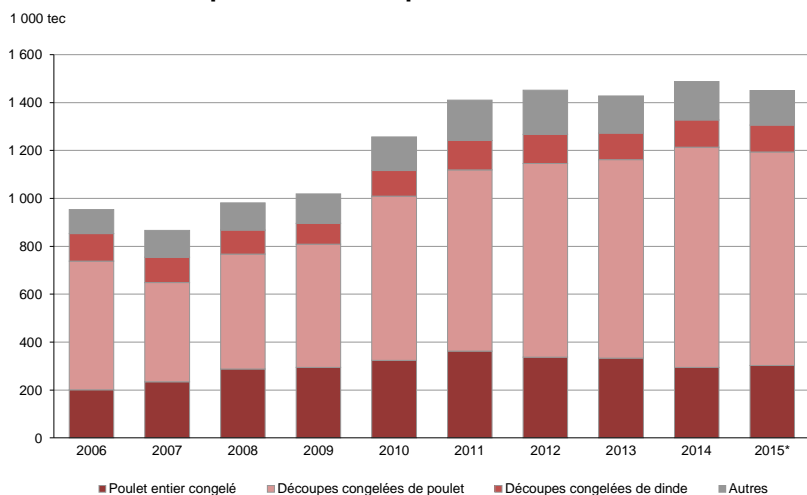


\* Estimations (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013)

Source : FranceAgriMer d'après Douanes



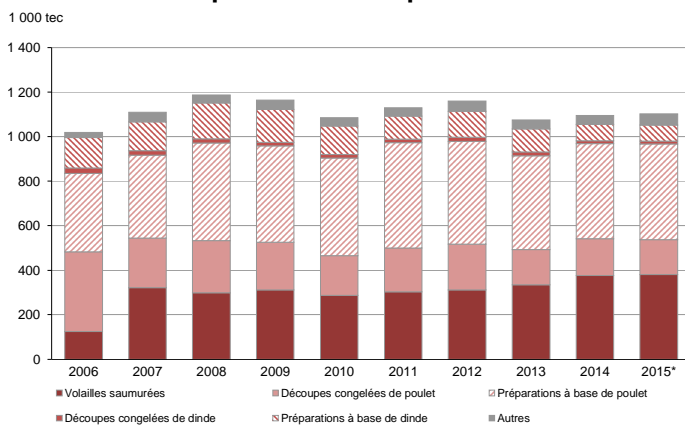
## Structure des exportations européennes de viandes de volailles



\* Estimations (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013)

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

## Structure des importations européennes de viandes de volailles



\* Estimations (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013)

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

### Destinations des exportations européennes de viandes de volailles

1 000 tec	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
Russie	116	122	99	68	0	-99,5
Proche et Moyen Orient	295	283	279	223	216	-3,3
Afrique Subsaharienne	469	530	560	630	644	2,1
Asie de l'Est	265	206	214	245	275	12,3
Autres	266	310	275	321	315	-1,7
<b>TOTAL</b>	<b>1 411</b>	<b>1 451</b>	<b>1 427</b>	<b>1 487</b>	<b>1 450</b>	<b>-2,5</b>

\* Estimations (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013)

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

### Origines des importations européennes de viandes de volailles

1 000 tec	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
Brésil	716	694	611	597	574	-3,8
Thaïlande	289	336	353	369	397	7,6
Autres	126	130	110	129	132	2,0
<b>TOTAL</b>	<b>1 130</b>	<b>1 160</b>	<b>1 075</b>	<b>1 095</b>	<b>1 102</b>	<b>0,7</b>

\* Estimations (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013)

Source : FranceAgriMer d'après Douanes



lait





## Le marché du lait de vache en France

### › Le repli du cheptel de femelles laitières s'est accentué tout au long de l'année

En 2015, la tendance à la réduction du cheptel de femelles laitières (âgées de plus de 24 mois), entamée en milieu d'année 2014, s'est poursuivie. Ainsi, alors que le nombre de femelles au 1<sup>er</sup> janvier 2015 était équivalent à celui de l'année précédente, la décapitalisation a conduit à un repli de 0,9 % au 1<sup>er</sup> novembre de ces mêmes effectifs, passant même sous le niveau du 1<sup>er</sup> novembre 2013 (- 0,4 %). Cette baisse fait suite à une augmentation significative des abattages de vaches laitières tout au long de l'année, de 46 822 têtes par rapport à 2014 (+ 7,4 %). Il s'agit du niveau d'abattage de vaches laitières le plus élevé constaté depuis de nombreuses années, au-dessus de ceux de 2011 et 2012, dernières années de crise dans la filière laitière. Ces réformes de vaches ont été motivées par un besoin des éleveurs d'éviter l'érosion de leur trésorerie, suite à la baisse du prix du lait et donc de leurs revenus. Le développement des abattages ne s'est d'ailleurs pas fait uniquement par l'augmentation des effectifs mais également via un alourdissement des carcasses (+ 1,27 kg en moyenne).

Mais si le cheptel de vaches est globalement en retrait, les effectifs de jeunes femelles sont en hausse au 1<sup>er</sup> novembre 2015 (par rapport au 1<sup>er</sup> novembre 2014), une hausse plus prononcée qu'elle ne l'était au début de l'année. Le cheptel de femelles de 24-36 mois est ainsi en augmentation de 1,6 % (+ 16 900 têtes) et celui de femelles de 12-24 mois de 3,7 % (+ 42 250 têtes). Ces fortes disponibilités en très jeunes femelles sont notamment dues à un accroissement des naissances en 2014 (+ 1,1 %) et pourraient permettre aux éleveurs de développer leurs troupeaux, si des signes positifs du marché les y incitaient. Dans le cas contraire, elles entraîneraient des volumes supplémentaires sur le marché de la viande bovine.

### › La collecte laitière a été freinée par les prix pratiqués et la sécheresse du printemps/été avant un rebond à la fin de l'année

La campagne 2014/15, la dernière sous le régime des quotas laitiers, s'est terminée sur un ralentissement de la collecte au cours des trois derniers mois (soit le 1<sup>er</sup> trimestre 2015). Les volumes de lait collectés sur cette période ont ainsi été en repli de 2,3 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2014. Sur l'ensemble de la campagne, la collecte a toutefois progressé de 3,0 % par rapport à la campagne 2014/13, ce qui a limité la sous-réalisation à 4,5 % (1,17 million de tonnes). Mais plus que les quotas, ce sont les contrats qui ont défini les limites individuelles de production, contrats qui se sont ajustés à la situation sur le marché mondial des produits laitiers.

Or, les conditions se sont dégradées sur le marché mondial : suite au retrait de certains des principaux importateurs, les prix des produits industriels ont chuté, entraînant dans leur sillage les prix du lait payés au producteur, dans les principaux pays producteurs en général, en France en particulier. Les prix français se sont inscrits sur des niveaux inférieurs à ceux de 2014, de 32 €/1 000 litres à 75 €/1 000 litres selon les mois pour le prix réel, toutes primes et toutes qualités confondues.

Suite à cette baisse des prix du lait, la collecte a poursuivi son ralentissement aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres. L'effet « prix du lait » a été renforcé par une sécheresse dès le milieu du printemps et jusqu'au mois d'août, particulièrement marquée dans les régions de l'est de la France. Ces conditions climatiques difficiles (températures élevées, déficit hydrique) ont pénalisé la pousse de l'herbe et les récoltes de maïs grain comme de maïs fourrage et ont affecté la production laitière.

La situation climatique s'est améliorée à partir du mois de septembre, période où la collecte a également montré une reprise significative. Sur la période septembre-novembre, en comparaison à la même période de l'année précédente, la collecte a progressé de 2,2 %. Dans le même temps, les coûts de production (mesurés via l'Ipampa lait de vache de l'Institut de l'élevage) ont reculé légèrement, d'environ 1 point, après une année où ils avaient peu évolué et étaient restés inférieurs de 2 points en moyenne aux niveaux de 2014. Le poste « énergie et lubrifiants » en particulier a fortement baissé.

Grâce à ce rebond de fin d'année, qui compense un début d'année peu dynamique, la collecte française est stable en 2015 par rapport à l'année précédente.

### › Les évolutions des fabrications sont hétérogènes selon les produits

Les fabrications de produits laitiers ont été orientées par la demande sur le marché mondial pour les produits industriels, sur le marché national pour les produits de grande consommation.

Ainsi, pour la seconde année consécutive, les fabrications de **laits conditionnés** ont été en recul (- 2,9 % par rapport à 2014). Outre les laits UHT qui représentent la majorité des volumes, les laits

pasteurisés et les laits infantiles ont également enregistré des baisses, de 1,1 % et 4,8 % respectivement. La tendance est la même pour les **yaourts**, qui connaissent pour la 3<sup>e</sup> année consécutive une réduction de leurs fabrications (- 2,9 % en 2015). Mais tous les produits ultra-frais ne connaissent pas de telles évolutions : les desserts lactés s'en sortent mieux, repartant à la hausse en 2015 (+ 1,9 %) après une année 2014 plus difficile. Les fabrications de desserts longue conservation sont particulièrement dynamiques, tout comme celles de **crèmes** conditionnées longue conservation (+ 2,9 %), qui se démarquent ainsi des crèmes fraîches, plutôt en repli (- 1,7 %). Mais globalement les fabrications de crèmes conditionnées sont en progression en 2015.

Concernant les produits industriels, l'année 2014 avait été caractérisée par une forte hausse des fabrications, sur le **beurre** mais également et surtout sur les **poudres**, une évolution qui s'est arrêtée en 2015. La tendance s'est totalement inversée pour les poudres grasses, qui ont perdu 6 900 tonnes produites (- 5,2 %) : les débouchés ont été plus difficiles à trouver en raison de la moindre demande de la Chine et de la forte présence de la Nouvelle-Zélande sur ce marché. Les fabrications de poudre de lait écrémé ont légèrement reculé par rapport à 2014, à 396 000 tonnes, un niveau élevé, et ont été combinées à des fabrications de beurre, en légère progression (+ 1,6 %, + 6 000 tonnes). Ces deux produits se sont avérés plus facilement exportables malgré la lourdeur du marché. La production de caséines et caséinates a reculé en 2015, avec un repli de 3 000 tonnes, soit de 4,4 %. Les poudres de lait infantiles ont au contraire enregistré une nette progression de leurs fabrications (+ 8,1 %), dépassant 120 000 tonnes, sans toutefois retrouver le niveau de 2013.

Les fabrications de **fromages** se sont également adaptées au marché et en particulier à la fermeture du marché russe depuis le mois d'août 2014. Les marchés français et même européen étant matures, la solution pour ne pas encombrer le marché a été de réduire les fabrications de fromages ingrédients mais également la plupart des autres fromages. C'est le cas des fromages à pâte molle (- 1,8 %), à pâte persillée (- 1,0 %), à pâte pressée cuite (- 3,3 %). Les fabrications de fromages à pâte pressée non cuite se sont en revanche développées (- 1,0 %), grâce en particulier à la raclette, qui montre une progression, pour la 3<sup>e</sup> année consécutive (+ 6 %). La plus forte croissance concerne les fromages à pâte filée (dont la mozzarella) : constatée depuis dix ans environ, elle a atteint en 2015 + 6,3 % par rapport à l'année précédente, pour un volume total de fromages produits de 80 000 tonnes. C'est 165 % de plus qu'en 2004. Ce type de fromage connaît un engouement de plus en plus grand, en particulier pour son utilisation dans les salades et plats cuisinés.

Les prix des poudres ont poursuivi la baisse entamée au cours de l'année 2014, conséquence d'un déséquilibre entre l'offre et la demande sur le marché mondial. Le cours de la poudre de lait écrémé est tombé au niveau du prix d'intervention dans le courant du mois d'août, déclenchant l'ouverture de l'intervention en semaine 35 et permettant une stabilisation du prix à ce niveau bas. Le prix moyen de la poudre de lait écrémé a ainsi perdu près d'un tiers de sa valeur de 2014 en moyenne sur l'année. La baisse a été plus modérée en moyenne pour la poudre grasse, l'année se terminant sur les mêmes niveaux bas qu'en 2014. La poudre de lactosérum a subi le même repli, passant de 750 €/tonne en semaine 1 à 490 €/tonne en semaine 52, après avoir atteint un pic en février-mars à 840 €. Le beurre a mieux résisté, restant globalement stable sur l'année, autour de 3 000 €/tonne, mais sous les niveaux pratiqués en 2014.

### › De nouveaux débouchés pour écouler les volumes de beurre et de poudre de lait écrémé

Le solde en valeur du commerce extérieur de produits laitiers devrait reculer de 2 % environ en 2015 par rapport à l'année précédente, pour s'établir à + 3,74 milliards d'euros. Il s'agit tout de même d'un des niveaux les plus élevés depuis le début des années 2000. C'est globalement l'ensemble du commerce français qui a ralenti en valeur, en raison de moindres volumes échangés et de la baisse des cours sur le marché mondial. La légère dégradation du solde s'explique par le repli plus important des exportations que des importations. Si le solde des échanges est en constante progression avec les pays tiers (+ 1,1 % sur onze mois), il ne cesse de diminuer avec les États membres de l'Union européenne, avec un nouveau repli de 4,0%.

Nettement déficitaire, le solde du commerce de beurre<sup>1</sup> s'est toutefois amélioré de 39 % en 2015, passant de - 333 à - 204 millions d'euros. La progression a été encore plus marquée pour la crème, le solde devenant excédentaire alors qu'il était structurellement déficitaire, grâce à une amélioration à la fois avec les pays tiers et l'Union européenne. Le solde financier, déjà positif, a également augmenté pour le lactosérum et les poudres infantiles. Pour les autres poudres et les produits ultra-frais, le solde s'est au contraire dégradé en 2015. Il s'est amélioré de 1 % pour les fromages.

<sup>1</sup> Beurre et matière grasse laitière anhydre, exprimés en volume d'équivalent beurre

Le solde du commerce de **fromages** s'est à nouveau dégradé en volume, pour la seconde année consécutive. Il a perdu environ 20 000 tonnes par rapport à 2014, pour tomber à 350 000 tonnes. Malgré un contexte difficile pour l'exportation, en raison du marché russe toujours fermé, les opérateurs français sont parvenus à développer leurs ventes vers d'autres débouchés pays tiers (+ 6 % environ), notamment l'Arabie Saoudite et la Corée du Sud. Les États-Unis, premier client de la France (hors UE), ont globalement stabilisé leurs achats au-dessus de 20 000 tonnes. En revanche, le marché communautaire est resté saturé, avec des fabrications de fromages en légère progression. C'est pourquoi les ventes vers l'Union européenne ont plutôt eu tendance à reculer en 2015 (- 10 %). Mais la dégradation du solde s'explique surtout par une augmentation plus importante des importations que des exportations. Les approvisionnements en fromages à pâte pressée non cuite ont particulièrement progressé : ils ont notamment doublé en provenance des Pays-Bas et du Royaume-Uni. Le solde du commerce des PPNC est ainsi devenu déficitaire.

La situation a été plus favorable concernant les échanges de **beurre**, la France développant ses exportations de 12 000 tonnes (+ 12,2 %), alors que les importations ont dans le même temps diminué de 4 000 tonnes (- 1,8 %). Ainsi, le solde du commerce de beurre, structurellement déficitaire, s'est néanmoins amélioré. La quasi-totalité de la hausse des expéditions de beurre a été absorbée par le marché communautaire, soit pour des produits effectivement destinés aux États membres de l'Union européenne, soit pour des produits ne faisant que transiter à destination des pays tiers (via les Pays-Bas par exemple). Pour autant, la France reste déficitaire dans ses échanges avec les pays européens alors qu'elle est exportatrice nette vers les pays tiers. Les hausses les plus significatives des ventes de beurre ont concerné la Chine, les Émirats arabes Unis, l'Égypte.

Après l'explosion des exportations françaises de **poudre de lait écrémé** en 2014, qui a fait suite à l'augmentation des fabrications, la tendance s'est poursuivie en 2015, sur un rythme néanmoins moins soutenu. Les ventes ont atteint un niveau record en 2015, de 285 000 tonnes environ (+ 32 000 tonnes par rapport à 2014). Si les principaux clients de la France ont réduit leurs achats de poudre de lait écrémé (Algérie - 23 %, Indonésie - 6 %, Chine - 40 %), les volumes ont pu être reportés vers d'autres marchés tels que l'Égypte, le Pakistan, la Thaïlande, les Émirats arabes Unis et le Mexique (qui est passé de quelques tonnes à près de 3 000 tonnes). Les volumes de poudre de lait écrémé importés par la France sont négligeables à côté des exportations, et leur hausse de 11,4 % en 2015 ne représente en fait que 3 000 tonnes. Elle impacte peu l'évolution du solde du commerce de ces poudres, qui s'est amélioré pour la seconde année consécutive, pour atteindre + 256 000 tonnes.

La situation a été un peu différente pour les **poudres grasses**, dont le marché est dominé par la Nouvelle-Zélande. Dans un contexte de retrait de la Chine qui a réduit ses achats de moitié par rapport à 2014, la concurrence a été accentuée sur le marché mondial et les opérateurs néo-zélandais, du fait notamment de leur proximité, ont fourni 97 % de la poudre grasse importée par la Chine, laissant peu de places aux autres exportateurs. Ils ont de plus gagné des parts de marché auprès d'un autre gros importateur, l'Algérie, approvisionnée les années précédentes par l'Union européenne et en particulier la France. Cette dernière a donc dû se tourner vers d'autres débouchés, majoritairement au sein de l'Union européenne, mais quelques-uns également en dehors, comme le Sénégal.

Les exportations de **lait liquide** vrac ont augmenté de 27 000 tonnes en 2015 (+ 4,3 %) grâce à une intensification des échanges intra-européens (Suisse comprise) alors que celles de lait liquide conditionné ont perdu 10 000 tonnes, en raison notamment de moindres expéditions vers la Chine.

### › Un marché intérieur atone

La demande en produits laitiers sur le marché intérieur n'a pas été beaucoup plus dynamique. Les achats des ménages de laits conditionnés connaissent la plus forte baisse, de 2,1 % en 2015, et même de 2,3 % sur les laits UHT demi-écrémés standards qui représentent la majeure partie des volumes. L'ultra-frais enregistre un repli de 1,8 %, plus prononcé que celui observé en 2014 (- 1,5 %). Mais cette année ce sont d'abord les yaourts, natures comme non natures, qui tirent les évolutions à la baisse (- 2,9 %), avant les fromages frais (- 1,7 %). Les desserts lactés, comme en 2014, sont en revanche en légère progression (+ 0,9 %). Que ce soit pour le lait conditionné ou l'ultra-frais, ces évolutions se sont produites dans un contexte de légère croissance des prix des produits au détail (+ 1,3 % pour le lait, + 0,6 % pour l'ultra-frais).

La croissance à la hausse des achats de beurre et de crème observée depuis plusieurs années s'est tassée en 2015 : les volumes se sont stabilisés aux niveaux de 2014, des niveaux tout de même



relativement élevés. Si les prix ont été en hausse pour le beurre (+ 1,1 %), ils ont en revanche été orientés à la baisse sur les crèmes (- 1,1 %).

Les achats de fromages sont stables sur l'année. Il y a cependant des évolutions opposées selon les catégories. Des progressions notables sont observées pour la mozzarella (+ 7,0 %), la raclette (+ 5,0 %), l'emmental (+ 1,1 %), des fromages qui entrent dans la composition de plats fait-maison (salades, tartes, pizzas et autres préparations). La consommation des autres fromages reste inscrite sur une tendance baissière, alors que leurs prix sont stables voire en repli.

## › Prévisions 2016

La situation constatée à la fin de l'année 2015, d'un déséquilibre entre l'offre et la demande qui a entraîné une chute des prix des produits, devrait perdurer au moins sur le 1<sup>er</sup> semestre 2016, tant sur le marché mondial que sur le marché européen. Même si la collecte néo-zélandaise s'est contractée, celle de l'Union européenne ne cesse de progresser et l'écart avec la fin de campagne 2014/15 devrait être d'autant plus marqué que la production était à l'époque limitée par les quotas laitiers. Le marché devrait être de plus alourdi également par les stocks importants à écouler : stocks des entreprises, stockage communautaire (privé et intervention, de poudre de lait écrémé, de poudre de lactosérum, de fromage), qui pourraient repousser un retour à un équilibre des marchés. Il y a en effet en 2015 115 000 tonnes de poudre de lait écrémé de plus en stockage qu'en 2014. Les stocks pourraient en outre s'intensifier au cours de la première moitié de l'année 2016, suite à des fabrications de beurre / poudre pour écouler les volumes de lait collectés. Les tours de séchage européennes pourraient être saturées d'ici la fin du mois de janvier et les opérateurs pourraient se tourner vers la fabrication de fromages de garde (gouda, cheddar, etc.) pour transformer le lait.

Si la demande est globalement bonne, malgré le retrait total ou partiel de certains pays (Russie, Chine), la situation pourrait se dégrader pour certains importateurs fortement dépendants de la vente de matière première, notamment du pétrole, dont les prix ont atteint des niveaux particulièrement bas. L'Algérie, client important de la France, pourrait être concernée, tout comme l'Égypte.

Dans ce contexte, le prix de la poudre de lait écrémé ne devrait pas connaître d'amélioration mais rester à la parité intervention, tandis que les cours du beurre et du fromage, qui avaient plutôt mieux résisté en 2015, pourraient être orientés plus nettement à la baisse.

## › Lait biologique : une filière dynamique et caractérisée par un bon équilibre offre/demande

La filière de lait biologique a été marquée en 2015 par une collecte particulièrement dynamique dès le début d'année. Des hausses de 4 à 8 % ont été constatées jusqu'au mois de juin avant qu'un ralentissement ne s'opère pendant l'été. Il n'a été cependant que temporaire et la collecte est repartie à la hausse dès septembre, hausse qui s'est nettement confirmée en octobre (+ 10,3 %) puis en novembre (+ 8,8 %). En moyenne sur onze mois, la collecte de lait biologique s'est établie à 510 millions de tonnes, en hausse de 5,5 % par rapport à 2014 (+ 23,4 millions de tonnes) et de 13 % par rapport à 2013. Cette hausse de la production est passée par une augmentation du nombre de producteurs biologiques : on compte en moyenne chaque mois plus de 2 100 exploitations biologiques en France, seuil qui n'avait jamais été dépassé en 2014.

Comme dans la filière de lait de vache conventionnel, le prix du lait payé au producteur a diminué, mais dans des proportions bien moins importantes. Selon les mois et jusqu'à septembre, les prix réels ont reculé de 6 à 25 €/1 000 litres, soit de 1,4 à 5,3 % de leur valeur de 2014. En octobre 2015, le niveau de 2014 a été dépassé de 15 €/1 000 litres, puis de 9 €/1 000 litres en novembre.

La hausse de la collecte a permis de développer les fabrications de la quasi-totalité des produits laitiers biologiques. Seuls les fromages (fromages frais, fromages fondus et autres fromages) sont en repli tandis que les volumes de lait conditionné ont reculé de 0,9 %. Sur onze mois, les fabrications de yaourts et laits fermentés ont progressé de 3,0 %, celles de desserts lactés de 6,0 % mais les plus fortes augmentations concernent la crème conditionnée (+ 17,3 %), les poudres de lait (+ 12,0 %) et le beurre (+ 10,8 %).

Le développement des fabrications n'a pas pour autant déséquilibré le marché français des produits biologiques car la consommation intérieure a évolué dans le même sens, à la hausse. Les données de Kantar Wordlpanel montrent en effet une croissance des achats des ménages sur l'ensemble des produits biologiques. Le lait conditionné a progressé de 13,1 % en moyenne sur l'année, ce qui n'est pas négligeable compte tenu que les volumes en bio représentent près de 7 % du total des achats de lait liquide. Les yaourts, le fromage frais, le beurre et la crème ont enregistré des hausses de 9 à 11% et les achats de fromages de vache se développent de 8,8 %. Ces évolutions sont en totale opposition avec celles des produits à base de lait conventionnel.

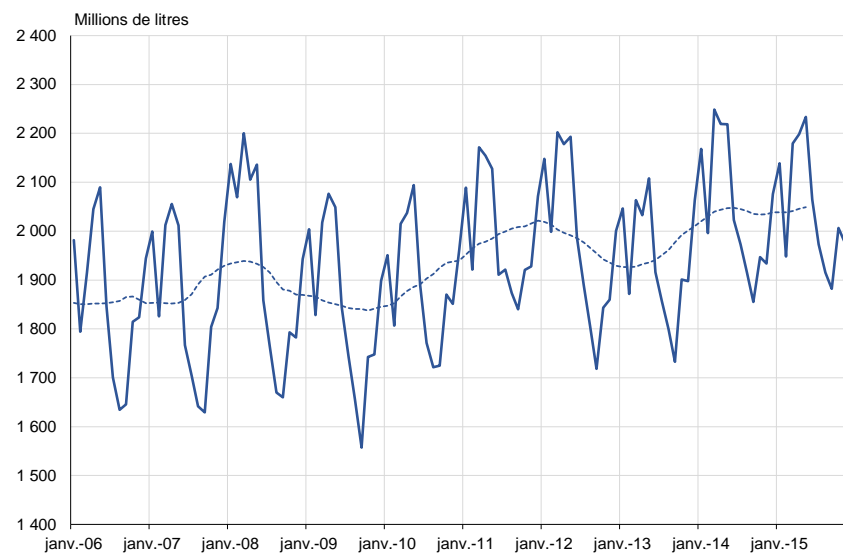
## Collecte française de lait de vache

1 000 l	2011	2012	2013	2014	2015*	% 15*/14
Janvier	2 088 546	2 147 435	2 046 428	2 167 712	2 138 486	-1,3
Février	1 921 506	1 998 515	1 871 671	1 995 673	1 947 958	-2,4
Mars	2 171 145	2 201 685	2 063 013	2 248 400	2 179 072	-3,1
Avril	2 154 239	2 177 713	2 032 419	2 219 227	2 198 031	-1,0
Mai	2 127 462	2 192 678	2 108 068	2 218 395	2 233 912	0,7
Juin	1 910 923	1 986 336	1 915 861	2 022 680	2 064 667	2,1
Juillet	1 921 067	1 889 445	1 856 949	1 972 862	1 972 741	0,0
Août	1 873 554	1 805 171	1 799 174	1 914 958	1 915 510	0,0
Septembre	1 840 227	1 717 947	1 733 157	1 855 092	1 881 919	1,4
Octobre	1 920 555	1 843 239	1 901 175	1 946 864	2 006 611	3,1
Novembre	1 927 776	1 859 619	1 897 921	1 933 948	1 976 115	2,2
Décembre	2 071 259	1 999 972	2 063 545	2 075 705	2 127 598	2,5
<b>Total</b>	<b>23 928 259</b>	<b>23 819 756</b>	<b>23 289 381</b>	<b>24 571 516</b>	<b>24 642 620</b>	<b>0,3</b>

\* Estimation pour le mois de décembre

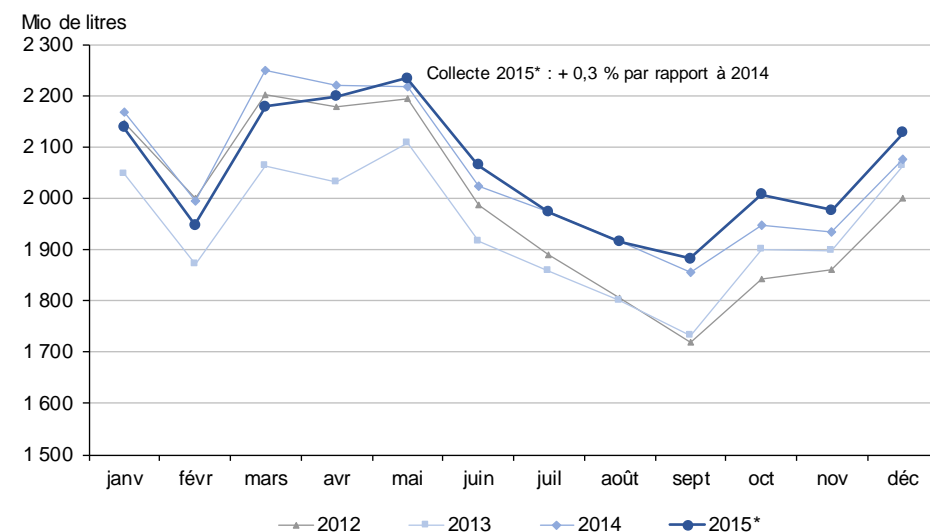
Source : Enquête Mensuelle Laitière FranceAgriMer / SSP (nouvelle enquête mensuelle à partir de 2013)

### Collecte mensuelle de lait de vache en France



Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer / SSP

### Collecte mensuelle de lait de vache en France



\* Estimations pour le mois de décembre

Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer / SSP

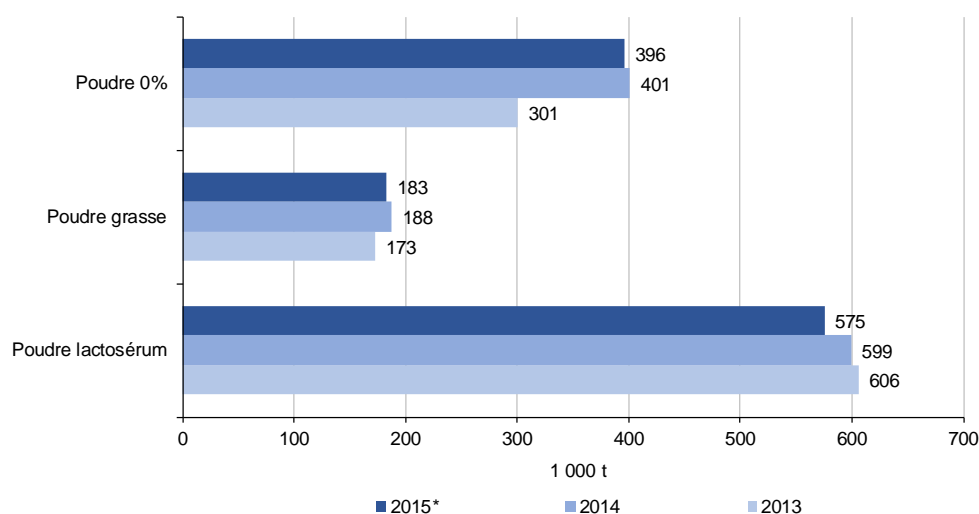
## Fabrications de produits laitiers en France

1 000 t ou M I	2011	2012	2013	2013	2014	2015*	% 15*/14
	<b>Ancienne EML</b>			<b>Nouvelle EML</b>			
<b>Laits conditionnés (M I)</b>	<b>3 460</b>	<b>3 632</b>	<b>3 668</b>	<b>3 610</b>	<b>3 460</b>	<b>3 361</b>	<b>-2,9</b>
Lait UHT (M I)	3 182	3 380	3 415	3 352	3 214	3 115	-3,1
<b>Yaourts et desserts lactés</b>	<b>2 311</b>	<b>2 301</b>	<b>2 290</b>	<b>2 347</b>	<b>2 286</b>	<b>2 252</b>	<b>-1,5</b>
Yaourts et laits fermentés	1 635	1 646	1 638	1 673	1 621	1 573	-2,9
Desserts lactés frais	624	608	607	630	624	630	0,8
Desserts lactés de conserve	52	47	45	44	41	49	17,9
<b>Fr. blancs et petits suisses</b>	<b>594</b>	<b>593</b>	<b>607</b>	<b>593</b>	<b>598</b>	<b>596</b>	<b>-0,3</b>
<b>Crème conditionnée</b>	<b>416</b>	<b>446</b>	<b>439</b>	<b>404</b>	<b>422</b>	<b>426</b>	<b>1,1</b>
Crème fraîche	164	172	173	173	167	164	-1,7
Crème longue conservation	252	274	266	231	255	263	2,9
<b>Matières grasses (éq. beurre)</b>	<b>423</b>	<b>410</b>	<b>393</b>	<b>401</b>	<b>433</b>	<b>439</b>	<b>1,4</b>
Beurre	358	353	341	342	366	372	1,6
<b>Fromages</b>	<b>1 236</b>	<b>1 254</b>	<b>1 265</b>	<b>1 194</b>	<b>1 198</b>	<b>1 180</b>	<b>-1,5</b>
PPC	360	378	367	331	343	332	-3,3
<i>dont Emmental</i>	266	277	266	256	261	251	-3,7
PPNC	239	238	254	254	247	249	1,0
Pâtes molles	433	431	434	431	422	414	-1,8
<i>dont Camembert</i>	106	107	106	103	97	93	-3,8
Pâtes fraîches	102	101	98	66	71	65	-8,4
Pâtes persillées	39	38	38	38	38	38	-1,0
Pâtes filées	62	68	74	74	77	82	6,3
<b>Fromages fondus</b>	<b>102</b>	<b>96</b>	<b>107</b>	<b>109</b>	<b>107</b>	<b>109</b>	<b>2,4</b>
<b>Poudres de lait</b>	<b>473</b>	<b>466</b>	<b>435</b>	<b>473</b>	<b>589</b>	<b>579</b>	<b>-1,7</b>
Poudre de lait 0% MG	320	314	292	301	401	396	-1,3
Poudre réengraissée	38	39	36	38	42	45	6,7
Poudre de 1,5 à 25,9 % MG	18	21	24	42	44	50	14,2
Poudre de lait >26 % MG	97	92	83	92	102	88	-13,5
<b>Poudre de lactosérum</b>	<b>618</b>	<b>599</b>	<b>613</b>	<b>606</b>	<b>599</b>	<b>575</b>	<b>-4,0</b>
<b>Poudre de babeurre</b>	<b>28</b>	<b>27</b>	<b>0</b>	<b>25</b>	<b>26</b>	<b>24</b>	<b>-8,7</b>
<b>Caséines</b>	<b>37</b>	<b>35</b>	<b>38</b>	<b>38</b>	<b>46</b>	<b>43</b>	<b>-4,4</b>

\* Estimations

Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer / SSP (nouvelle enquête mensuelle à partir de 2013)

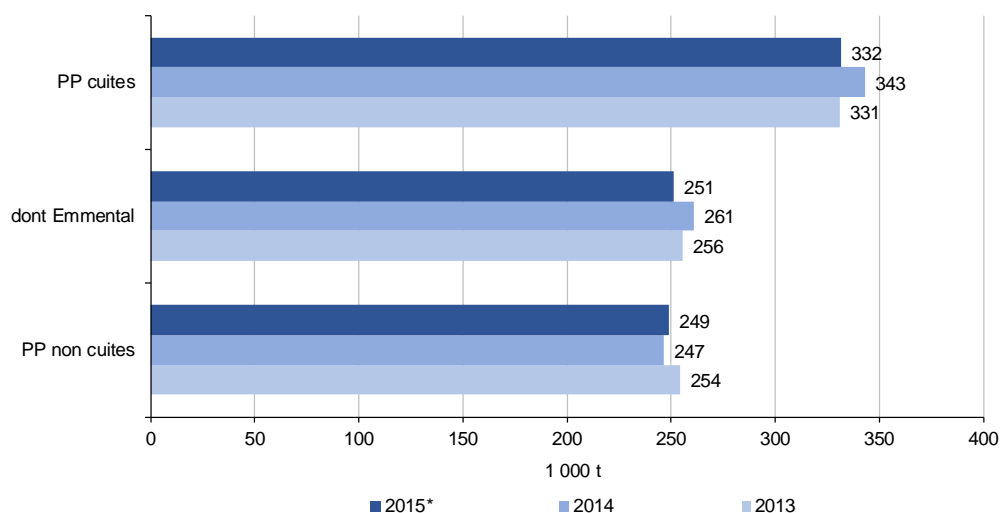
## Fabrications françaises de poudres de lait



\* Estimations

Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer / SSP

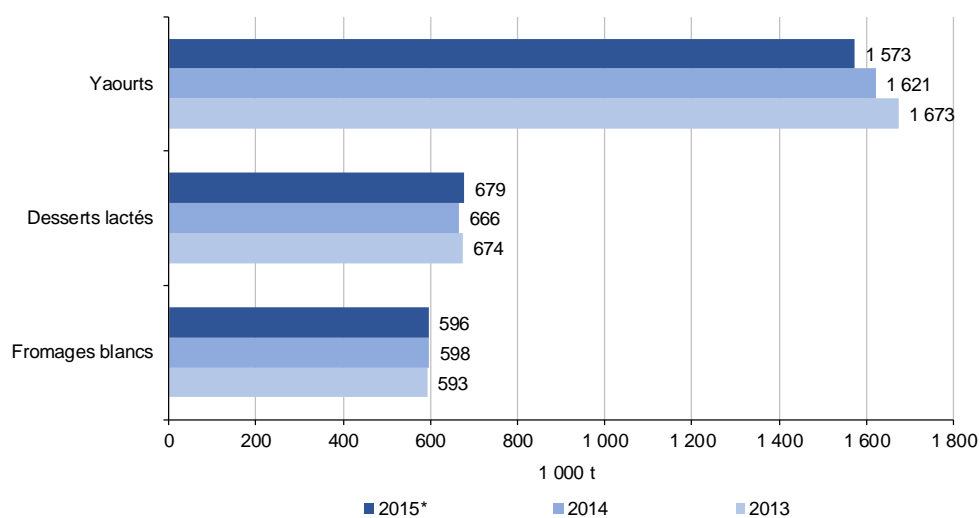
### Fabrications françaises de fromages



\* Estimations

Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer / SSP

### Fabrications françaises de yaourts, desserts lactés et fromages blancs



\* Estimations

Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer / SSP

## Commerce extérieur français de produits laitiers

Exportations (1 000 t)	2011	2012	2013	2014	2015*	% 15*/14
Lait Liquide	1008	944	903	956	973	1,8
<i>Conditionné</i>	290	358	353	349	339	-2,7
<i>Vrac</i>	718	586	550	607	634	4,3
Yaourts et laits fermentés	464	511	483	454	420	-7,4
<i>Yaourts</i>	263	304	281	259	224	-13,7
Crème	290	291	277	243	258	6,5
<i>Conditionnée</i>	82	75	74	71	82	15,2
<i>Vrac</i>	208	216	203	172	177	2,9
Fromages	669	675	698	672	685	1,9
<i>Pâtes pressées cuites</i>	39	41	41	36	38	4,8
<i>Pâtes pressées non cuites</i>	46	43	48	48	65	37,5
<i>Pâtes molles</i>	174	171	170	173	172	-1,0
<i>Pâtes fraîches</i>	220	234	248	231	240	3,6
<i>Fromages fondus</i>	65	62	65	66	64	-2,2
Beurre & MGLA	83	88	79	100	112	12,2
Poudre de lait écrémé	205	222	165	253	285	12,5
Poudre de lait entier	74	77	78	86	86	-0,6
Poudre de lactosérum	361	318	332	328	316	-3,5

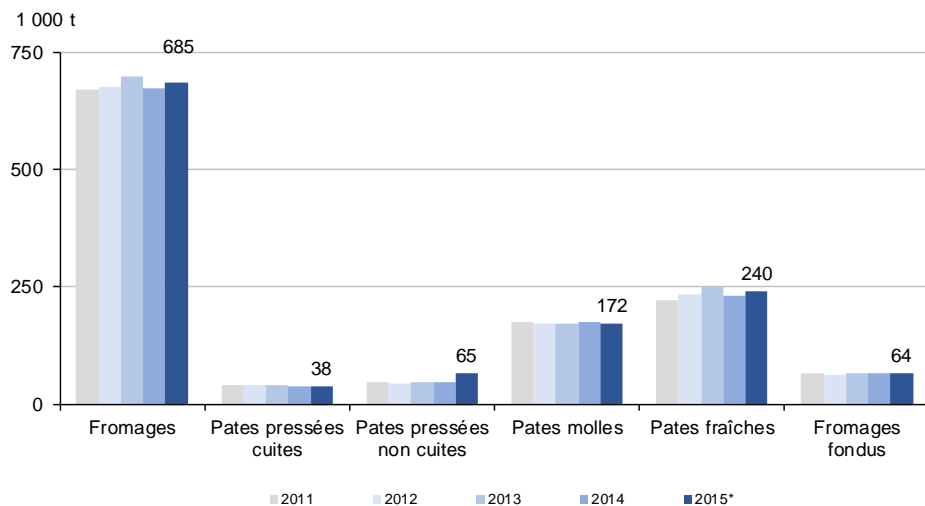
Importations (1 000 t)	2011	2012	2013	2014	2015*	% 15*/14
Lait Liquide	411	408	385	366	404	10,4
<i>Conditionné</i>	242	233	213	208	239	14,8
<i>Vrac</i>	169	175	172	158	165	4,7
Yaourts et laits fermentés	108	100	88	86	81	-5,8
<i>Yaourts</i>	47	51	46	47	45	-4,0
Crème	165	161	153	163	144	-11,3
<i>Conditionnée</i>	84	88	80	87	80	-7,6
<i>Vrac</i>	80	73	73	76	64	-15,5
Fromages	273	282	288	303	335	10,8
<i>Pâtes pressées cuites</i>	45	46	43	50	53	6,5
<i>Pâtes pressées non cuites</i>	41	42	42	42	71	68,8
<i>Pâtes molles</i>	6	5	5	4	3	-21,1
<i>Pâtes fraîches</i>	56	63	69	75	86	14,8
<i>Fromages fondus</i>	33	33	34	34	36	5,8
Beurre & MGLA	157	164	187	207	203	-1,8
Poudre de lait écrémé	36	39	34	25	28	11,4
Poudre de lait entier	26	24	29	36	37	2,9
Poudre de lactosérum	92	90	87	84	65	-23,4

Solde (1 000 t)	2011	2012	2013	2014	2015*
Lait Liquide	597	536	518	590	569
<i>Conditionné</i>	48	125	140	141	100
<i>Vrac</i>	549	411	378	449	468
Yaourts et laits fermentés	356	411	395	368	339
<i>Yaourts</i>	216	253	235	212	178
Crème	125	130	124	80	114
<i>Conditionnée</i>	-2	-13	-6	-16	2
<i>Vrac</i>	127	143	130	96	112
Fromages	397	394	410	370	350
<i>Pâtes pressées cuites</i>	-6	-5	-3	-14	-15
<i>Pâtes pressées non cuites</i>	4	1	5	5	-6
<i>Pâtes molles</i>	169	165	165	169	168
<i>Pâtes fraîches</i>	165	171	179	156	154
<i>Fromages fondus</i>	32	29	31	32	28
Beurre & MGLA	-74	-76	-107	-107	-91
Poudre de lait écrémé	169	182	130	228	256
Poudre de lait entier	48	54	50	50	49
Poudre de lactosérum	270	228	244	243	252

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

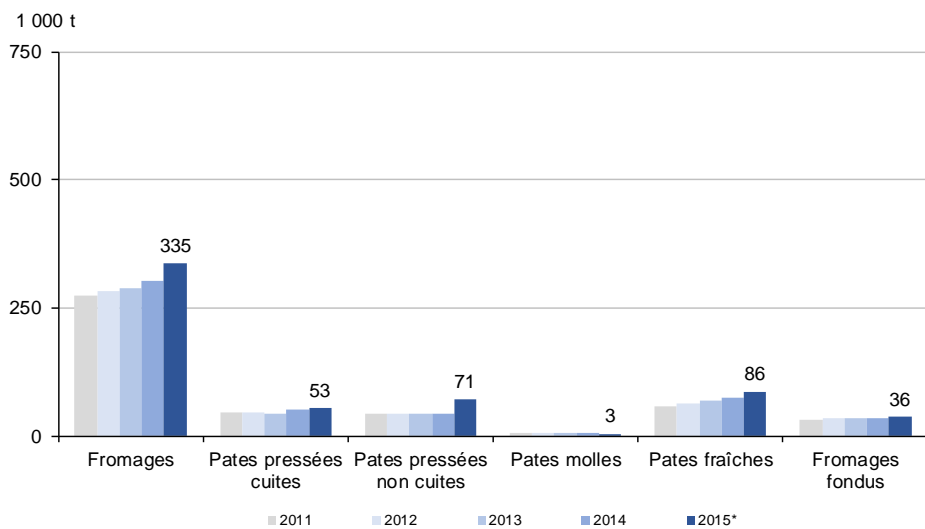
## Exportations françaises de fromages



\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

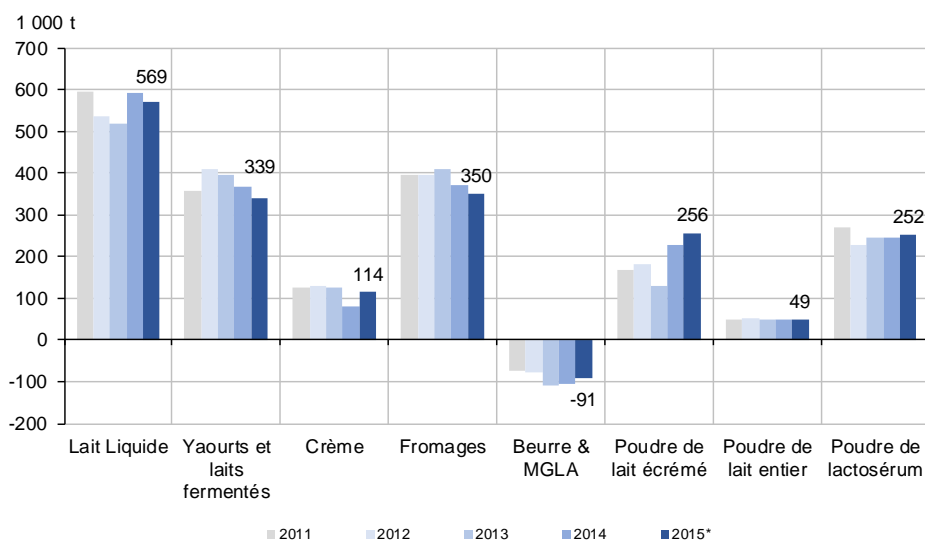
## Importations françaises de fromages



\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

## Solde du commerce extérieur de produits laitiers, en volume



\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

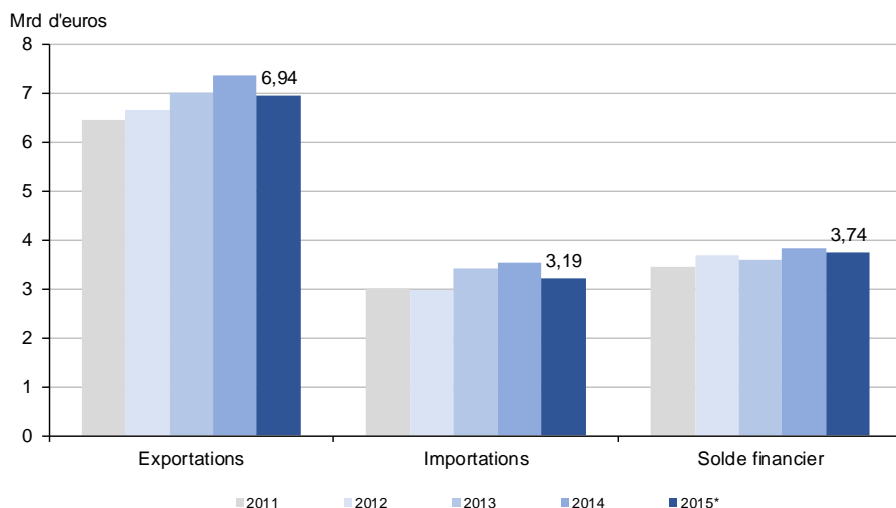
## Solde financier du commerce extérieur français de produits laitiers

Millions d'euros	2011	2012	2013	2014	2015*	% 15*/14
<b>Exportations</b>						
Lait liquide	411	395	421	435	385	-11,5
Yaourts et laits fermentés	553	628	615	600	540	-10,0
Crème	284	258	268	261	256	-2,0
Fromages	2 814	2 886	3 014	3 043	3 034	-0,3
Beurre et MGLA	333	315	320	401	410	2,2
Poudre de lait écrémé	495	512	477	721	548	-24,0
Poudre de lait entier	235	236	280	314	258	-17,8
Poudre de lactosérum	381	409	473	448	382	-14,8
Autres	939	1 015	1 122	1 136	1 125	-1,0
<b>Total produits laitiers</b>	<b>6 444</b>	<b>6 653</b>	<b>6 989</b>	<b>7 360</b>	<b>6 938</b>	<b>-5,7</b>
<b>Importations</b>						
Lait liquide	196	183	205	208	197	-5,7
Yaourts et laits fermentés	111	110	106	106	96	-9,3
Crème	299	296	331	324	248	-23,4
Fromages	1 148	1 167	1 252	1 348	1 328	-1,4
Beurre et MGLA	592	516	681	733	613	-16,4
Poudre de lait écrémé	85	90	99	78	63	-19,2
Poudre de lait entier	71	63	82	107	92	-14,0
Poudre de lactosérum	127	127	134	136	86	-37,0
Autres	367	421	517	493	471	-4,4
<b>Total produits laitiers</b>	<b>2 995</b>	<b>2 972</b>	<b>3 409</b>	<b>3 533</b>	<b>3 194</b>	<b>-9,6</b>
<b>Solde financier</b>						
Lait liquide	215	211	216	227	188	
Yaourts et laits fermentés	442	518	509	493	443	
Crème	-15	-38	-64	-63	7	
Fromages	1 667	1 719	1 762	1 695	1 706	
Beurre et MGLA	-259	-201	-360	-333	-204	
Poudre de lait écrémé	410	422	377	644	486	
Poudre de lait entier	164	173	198	207	166	
Poudre de lactosérum	254	282	338	312	296	
Autres	572	594	605	644	654	
<b>Total produits laitiers</b>	<b>3 449</b>	<b>3 681</b>	<b>3 581</b>	<b>3 827</b>	<b>3 743</b>	

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

## Solde financier du commerce extérieur des produits laitiers



\* Estimations

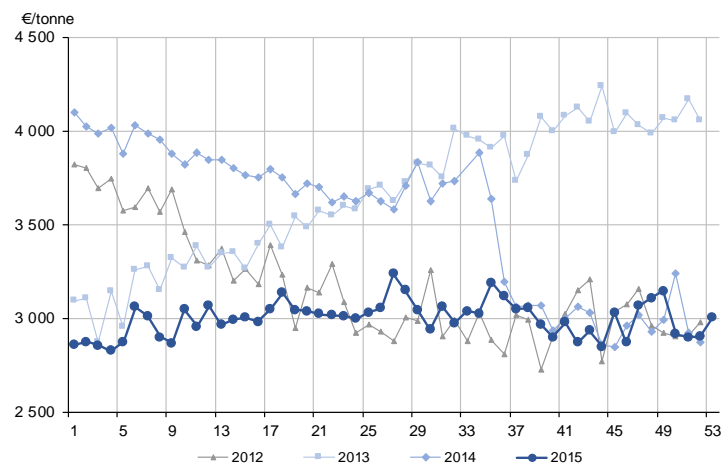
Source : FranceAgriMer d'après douanes françaises

## Cotations des produits laitiers industriels en France, moyennes annuelles

€/t	2011	2012	2013	2014	2015	% 15/14
Beurre vrac industriel	3 837	3 165	3 657	3 531	2 995	-15,2
Poudre 0 % MG	2 437	2 368	3 046	2 645	1 841	-30,4
Poudre 26 % MG	3 143	2 753	3 542	3 076	2 418	-21,4
Poudre de lactosérum	846	909	960	886	650	-26,6

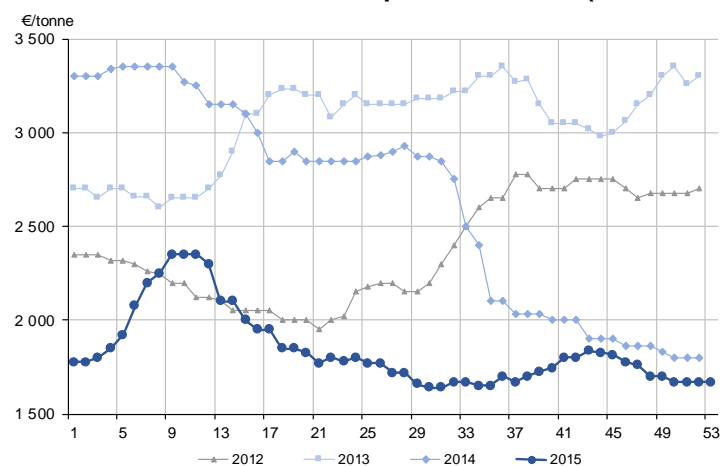
Source : cotations FranceAgriMer et ATLA

### Cotation hebdomadaire du beurre vrac industriel en France



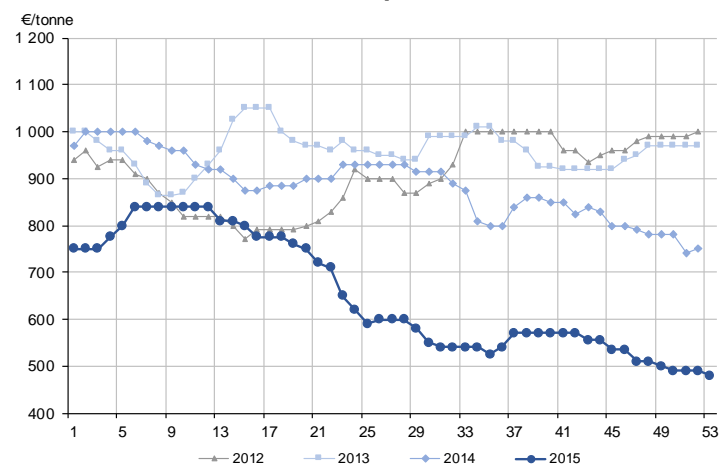
Source : FranceAgriMer

### Cotation hebdomadaire de la poudre 0 % MG (consommation humaine) en France



Source : FranceAgriMer d'après ATLA

### Cotation hebdomadaire de la poudre de lactosérum en France



Source : FranceAgriMer d'après ATLA



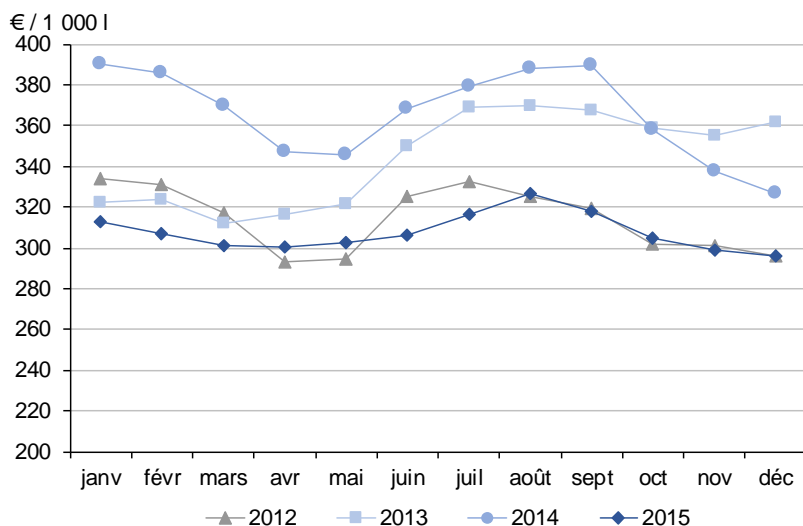
## Prix\* du lait de vache standard payé aux producteurs

€/1000l	2011	2012	2013	2014	2015	% 15/14
Janvier	320,43	333,95	322,60	390,05	312,81	-19,8
Février	321,36	331,00	323,83	385,84	307,29	-20,4
Mars	310,86	317,07	311,88	369,40	301,28	-18,4
Avril	300,85	293,13	316,34	347,19	300,42	-13,5
Mai	306,47	294,82	321,56	345,77	302,38	-12,5
Juin	337,49	325,25	350,18	368,48	306,29	-16,9
Juillet	355,23	332,31	368,71	379,13	316,29	-16,6
Août	356,52	325,15	369,40	388,12	326,79	-15,8
Septembre	359,91	319,29	367,32	389,07	317,70	-18,3
Octobre	328,65	302,10	358,61	357,76	304,38	-14,9
Novembre	320,85	301,45	355,09	337,24	299,04	-11,3
Décembre	312,75	295,65	361,48	326,64	296,18	-9,3
<b>Année</b>	<b>327,61</b>	<b>314,26</b>	<b>343,92</b>	<b>365,39</b>	<b>307,27</b>	<b>-15,9</b>

\* Prix toutes primes comprises, toutes qualités confondues, ramené à un lait standard (38g de MG / 32g de MP). Ce prix est le prix payé aux producteurs au cours du mois, il peut inclure des avances.

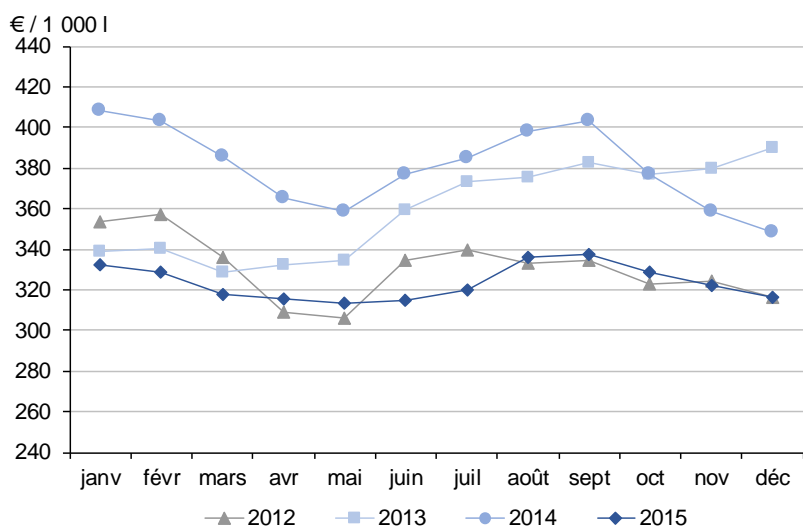
Source : FranceAgriMer

### Prix du lait de vache (lait standard)



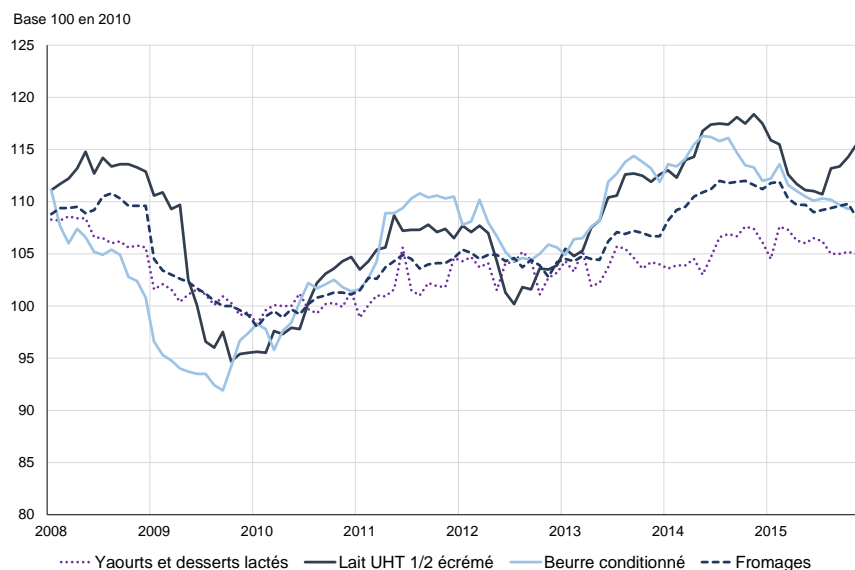
Source : Sondage mensuel FranceAgriMer

### Prix du lait de vache (lait réel)



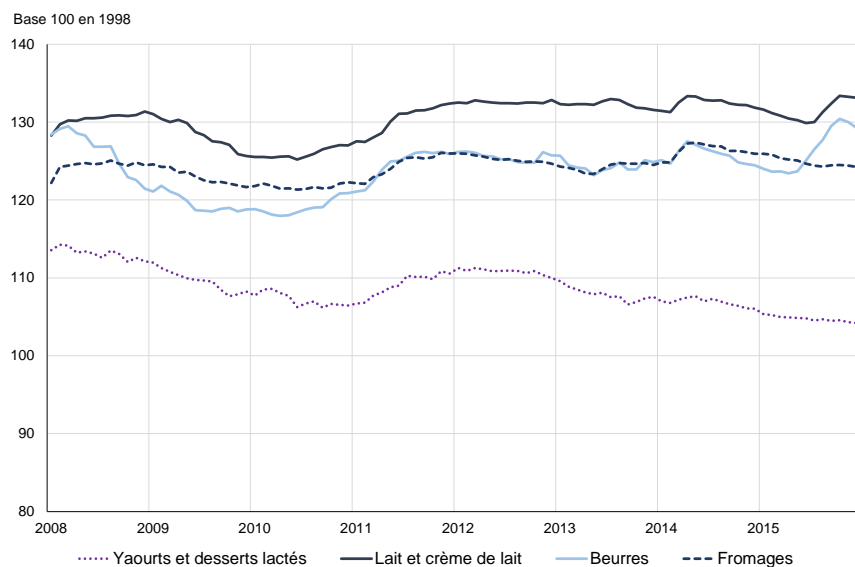
Source : Sondage mensuel FranceAgriMer

## Indices des prix de production de l'industrie française



Source : FranceAgriMer d'après Insee

## Indices des prix à la consommation des produits laitiers



Source : FranceAgriMer d'après Insee

## Prix d'achat de produits laitiers des ménages français

€/kg	2011	2012	2013	2014	2015	%15/14
Fromages issus de lait de vache	8,53	8,65	8,70	8,85	8,79	-0,6
<b>Produits issus de lait de vache conventionnel</b>						
Lait liquide	0,77	0,76	0,78	0,79	0,80	1,3
Yaourt	1,95	1,97	1,94	2,00	2,01	0,6
Fromages frais	2,50	2,59	2,59	2,57	2,55	-1,1
Beurre	5,73	5,75	5,78	5,77	5,84	1,2
Crème	3,06	3,09	3,13	3,17	3,13	-1,2
<b>Produits issus de lait de vache biologique</b>						
Lait liquide	1,20	1,15	1,09	1,06	1,05	-1,4
Yaourt	3,10	3,18	3,21	3,15	3,05	-3,1
Fromages frais	4,01	4,13	4,18	4,21	4,46	5,9
Beurre	8,37	8,42	8,16	8,13	7,88	-3,1
Crème	6,11	5,86	5,72	5,66	5,38	-5,1

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel



## Le marché du lait de vache dans l'Union européenne

### › Un cheptel européen en large croissance mais une moyenne qui cache des divergences

En décembre 2014, le cheptel européen de vaches laitières atteignait 23,6 millions de têtes, un niveau légèrement plus élevé qu'un an auparavant (+ 0,4 %). Cette croissance fait suite à celle déjà observée entre décembre 2013 et décembre 2014, plus marquée, et est à mettre au compte des quinze premiers États membres de l'Union européenne (+ 0,8 %) et plus particulièrement ceux de l'Europe du nord. Dans cette région, la capitalisation s'est confirmée lors de l'enquête de mai 2015, avec de nouvelles croissances marquées du cheptel de femelles reproductrices en Irlande, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas. Dans le même temps, des replis ont pu être observés dans certains autres grands pays laitiers alors que la tendance était jusque-là le plus souvent orientée à la hausse : Allemagne, France, Pologne. Les évolutions divergentes constatées dans les pays européens témoignent de stratégies également différentes de production de lait dans un contexte mondial difficile en 2015, au lendemain de la suppression des quotas laitiers.

### › La fin des quotas laitiers marque la reprise de la collecte dans l'Europe du nord

Le 1<sup>er</sup> trimestre de l'année 2015 a été marqué par un ralentissement de la collecte européenne. Un certain nombre d'États membres s'acheminaient en effet vers un nouveau dépassement de leur quota. Des discussions avaient eu lieu dans le courant de la campagne concernant une éventuelle suppression des pénalités de dépassement pour cette dernière saison sous le régime des quotas laitiers, mais la requête posée par certains pays, en particulier des pays de l'Europe de nord, n'avait finalement pas été acceptée par la Commission européenne. Afin de limiter leur dépassement, ces pays ont donc freiné leur collecte sur les derniers mois de la campagne. Cela n'a pas empêché douze d'entre eux de produire plus que ce que leurs quotas leur permettaient, dans des proportions plus ou moins importantes : Luxembourg (+ 6,6 %), Pologne (+ 5,8 %), Autriche (+ 5,5 %), Irlande (+ 4,4 %), Pays-Bas (+ 4,1 %), Allemagne (+ 3,7 %), Chypre (+ 3,4 %), Belgique (+ 2,2 %), Danemark (+ 1,8 %), Estonie (+ 1,2 %), Italie (+ 1,0 %), Espagne (+ 0,6 %). La plupart de ces pays sont en dépassement depuis maintenant plusieurs campagnes, et semblaient n'attendre que la fin des quotas pour développer leur production. Sur l'ensemble de la campagne 2014/15, la collecte de l'UE à 28 a atteint 151,1 millions de tonnes, réduisant sa sous-réalisation à 2,9 millions de tonnes soit 2,1 % (contre 4,6 % en 2014/13).

Le 1<sup>er</sup> avril 2015 a été le début d'une nouvelle campagne, sans contraintes de production communautaires. Malgré une situation déjà difficile sur le marché mondial des produits laitiers en raison d'un déséquilibre entre l'offre, trop abondante, et la demande, en repli de la part des principaux importateurs, le choix de certains États membres a été de produire, les opérateurs acceptant de collecter l'ensemble du lait produit par les éleveurs laitiers. Une croissance a ainsi pu être observée dans un certain nombre de pays d'Europe du nord, dès le mois d'avril, s'accroissant au fil des mois. L'Irlande, qui ne cache pas ses ambitions d'augmentation de la collecte sur le long terme, a enregistré une hausse de 15,9 % sur les huit premiers mois de la campagne 2015/16. La croissance est prononcée également aux Pays-Bas (+ 9,1 % sur huit mois), en Belgique (+ 10,2 %), au Danemark (+ 4,1 %), mais également au Royaume-Uni même si elle est moins importante (+ 3,1 %). Parallèlement, les deux principaux producteurs de lait européens ont mené une politique de maîtrise des volumes. L'Allemagne a stabilisé sa collecte sur les huit premiers mois de la campagne (- 0,1 %). En France, une légère reprise a pu être enregistrée à partir du mois de septembre, mais compte tenu de la relative limitation imposée par les contrats entre producteurs et laiteries et du manque de dynamisme sur les premiers mois de la campagne, l'évolution sur huit mois se porte à + 1,0 %.

Ces différents choix de production se sont faits dans un contexte de baisse généralisée du prix du lait payé au producteur dans l'Union européenne, mais qui n'a pourtant pas été toujours dissuasif. Le recul du prix du lait avait débuté dans le courant de l'année 2014 et s'est poursuivi tout ou partie de l'année 2015, suivant les pays. Dans tous les cas, les prix pratiqués ont été nettement inférieurs à ceux de l'année précédente, comme d'ailleurs dans d'autres pays laitiers mondiaux comme la Nouvelle-Zélande. Le repli a tourné, en moyenne annuelle, autour de 80 €/1 000 litres dans les principaux pays producteurs européens, pour une moyenne communautaire de - 65 €/1 000 litres. Si les prix du lait ont reculé, les coûts de production, en particulier les aliments achetés et les postes énergie, ont été globalement stables sur l'année, sous les niveaux de 2014, ce qui a été un point plutôt positif.

La collecte de l'Union européenne à 28 a progressé de 2,6 % (+ 2,62 millions de tonnes) sur les huit premiers mois de la campagne 2015/16 par rapport à la même période de la campagne précédente. Le phénomène de ralentissement de la collecte au cours des trois derniers de la campagne qui avait pu être

observé ces dernières années ne devrait pas se produire, du moins dans les mêmes proportions, du fait de l'absence de quotas. Les limitations pourraient venir des conditions du marché qui devraient continuer à être difficiles.

Sur les onze premiers mois de l'année civile, la collecte européenne est en augmentation de 1,6 % (+ 2,08 millions de tonnes), une augmentation qui aurait pu être plus significative sans la sécheresse estivale qui a impacté la production laitière, les récoltes de céréales et la pousse de l'herbe dans certains pays.

### › La hausse de la collecte a été transformée en beurre et poudre de lait écrémé

Le lait supplémentaire collecté sur le marché communautaire a été transformé en beurre et poudre de lait écrémé principalement, dont les volumes ont atteint des niveaux record. Dans une moindre mesure, les fabrications de fromages ont également augmenté, mais le lait de consommation et la poudre grasse surtout ont été plus à la peine.

Les fabrications de **beurre** ont permis d'écouler une partie du lait supplémentaire collecté dans l'Union européenne. Les volumes ont ainsi progressé d'environ 91 500 tonnes par rapport à 2014 (+ 4,6 %), pour dépasser 2 millions de tonnes, le plus haut niveau atteint sur les dix dernières années. Cette croissance s'est faite sous l'impulsion des cinq principaux pays producteurs. La hausse a été particulièrement marquée en Irlande (+ 18,6 %), suite au fort développement de la collecte dès les premiers mois de la nouvelle campagne, ainsi qu'en Pologne (+ 10,3 %).

Parallèlement, et en complément du beurre, les fabrications de **poudre de lait écrémé** ont également fortement augmenté par rapport à un niveau en 2014 déjà en nette progression : après la hausse de près de 27 % constatée en 2014, c'est une augmentation de 9,0% qui a été enregistrée en 2015. Les volumes fabriqués ont atteint un pic de 1,46 million de tonnes. Là encore, l'Irlande a fortement contribué à cette croissance, puisque ses volumes ont doublé. Mais l'Allemagne, premier producteur européen, a également participé à la croissance, avec plus de 40 000 tonnes supplémentaires produites par rapport à l'année précédente. Pour faire face à l'envolée des fabrications de poudre de lait écrémé en 2014, certains opérateurs avaient investi dans des tours de séchage, notamment dans le nord de l'Europe. Il est cependant probable que cela ne suffise plus compte tenu de la nouvelle augmentation des volumes et que les tours de séchage soient saturées avant la fin de la campagne 2015/16.

Si les fabrications de **fromages** ont été modérées sur le début de l'année, légèrement en-deçà de ce qu'elles étaient un an tôt, une reprise a eu lieu à partir du mois de mai et s'est confirmée au cours des mois suivants. Il est probable que cela ait concerné des fromages de garde, plus facilement stockables, ce qui a permis de contribuer à la transformation du lait supplémentaire collecté. Tous les pays n'ont cependant pas choisi cette option, car elle impliquait de pouvoir exporter les fromages produits dans un contexte difficile d'embargo de la Russie, qui était un débouché primordial pour l'Union européenne. Néanmoins, parmi les grands producteurs, les Pays-Bas, la Pologne, le Royaume-Uni, le Danemark ont augmenté leurs fabrications de fromages. Globalement, la production communautaire de fromages a augmenté de 1,3 %, pour s'établir à 8,92 millions de tonnes.

Face à ces choix de transformer le lait en beurre / poudre et fromages, les pays de l'Union européenne n'ont, en moyenne, pas concentré leurs efforts de fabrication sur les **poudres grasses**. Même s'ils sont restés à un niveau supérieur à celui des années 2013 et antérieures, les volumes ont reculé de 4,0 % par rapport à 2014, soit de 26 000 tonnes environ. C'est surtout sur la seconde moitié de l'année que la baisse a pu être observée, car les fabrications ont été supérieures à celles de l'année précédente au cours des cinq premiers mois. Mais le repli de la demande mondiale et la concurrence de la Nouvelle-Zélande a pu inciter les industriels à lever le pied.

Les fabrications de **lait conditionné** ont poursuivi leur repli pour la seconde année consécutive : elles ont diminué de - 2,2 % ce qui représente 763 milliers de tonnes de moins qu'en 2014. La plupart des grands producteurs sont concernés par cette tendance baissière, dans des proportions plus ou moins prononcées, même le Royaume-Uni et l'Allemagne, les deux premiers producteurs européens, qui étaient encore en progression en 2014. Ces évolutions sont la conséquence d'une consommation interne qui stagne, voire qui décroît, et des difficultés à exporter ce produit sur le marché mondial, compte tenu des coûts de transport.

## › La bonne compétitivité des produits industriels favorise leurs exportations sur le marché mondial

En 2015, le contexte de la filière des produits laitiers a été difficile, dans la continuité de l'année 2014. La demande a ralenti, en raison toujours de l'embargo russe sur les produits laitiers qui touchait la plupart des grands pays producteurs (sauf la Nouvelle-Zélande), de la forte réduction des importations de la part de la Chine notamment sur les poudres de lait, et des difficultés économiques des certains importateurs dépendants de la vente de matières premières telles que le pétrole, dont les prix ont chuté depuis 2014. Simultanément, l'offre en produits laitiers a été particulièrement dynamique, non seulement de la part de l'Union européenne, mais également des autres pays producteurs. L'Australie a développé sa collecte de 3,8 % en cumul sur dix mois (+ 300 000 tonnes environ). En Nouvelle-Zélande, la croissance de la collecte a été ponctuelle, entre avril et juillet, mais conséquente, même si un fort décrochage a pu être observé à partir du mois de septembre. La collecte étatsunienne s'est inscrite tout au long de l'année en hausse par rapport à 2014, même si l'écart s'est réduit sur la seconde partie de l'année. Sur onze mois, elle est en augmentation de 1,2 %. La consommation aux États-Unis étant stable, voire en repli, les capacités d'exportation en ont été d'autant plus importantes.

Malgré la concurrence accrue sur le marché mondial des produits laitiers, l'Union européenne est parvenue à trouver des débouchés pour écouler ses fabrications. Elle a été avantagée par une parité monétaire euro/dollar (américain et néozélandais) qui lui a été favorable toute l'année et qui a souvent rendu les produits européens plus compétitifs. Ainsi, à l'exception des fromages (- 1,2 %), les exportations européennes ont progressé : + 30 % pour le beurre, + 6,3 % pour la poudre de lait écrémé, + 6,5% pour le lactosérum. Les ventes de poudre grasse sont restées stables par rapport à 2014, alors que les fabrications se sont légèrement rétractées.

L'Algérie, principal client de l'Union européenne pour les poudres, a réduit ses importations en 2015 mais s'est également fourni auprès de la Nouvelle-Zélande et de l'Argentine. Les opérateurs européens ont toutefois réussi à varier leurs débouchés, notamment pour les poudres de lait écrémé : le Moyen-Orient (Égypte, Arabie Saoudite) tout comme l'Asie du Sud-Est (Thaïlande, Malaisie, Vietnam) ont renforcé leurs approvisionnements en provenance de l'Union européenne. Le Moyen-Orient (Oman, Arabie Saoudite, Émirats arabes Unis) a également été la zone phare des exportations communautaires de poudre grasse, compensant les replis vers l'Afrique et l'Asie.

Concernant les exportations de beurre et de fromages, la perte du débouché russe a été plus ou moins bien encaissée. Les volumes de beurre ont été en totalité envoyés vers d'autres destinations, au Moyen-Orient et en Asie : la Chine est ainsi devenue le premier client de l'Union européenne sur ce produit. En revanche pour les fromages, malgré la nette hausse des ventes vers les États-Unis, le Japon, la Corée du Sud entre autres, les exportations européennes ont reculé.

Ses disponibilités de beurre en hausse ont permis à l'Union européenne de réduire ses approvisionnements en provenance des pays tiers. Par conséquent, le solde des échanges de ce produit s'est amélioré en 2015, de 70 500 tonnes (+ 77 %), pour atteindre + 162 000 tonnes. Le solde positif sur le commerce de fromages s'est amélioré (+ 1,4 %), grâce à des achats également réduits. Les importations de poudre de lait écrémé et de poudre grasse sont reparties à la hausse en 2015 après le repli de 2014, mais les volumes restent faibles : le solde est en croissance pour la poudre de lait écrémé (+ 40 000 tonnes), quasiment stable pour la poudre grasse (- 3 500 tonnes).

## › Le déséquilibre entre l'offre et la demande a provoqué une baisse des prix sur le marché mondial

En 2015, les prix mondiaux des produits laitiers industriels (beurre, poudres, lactosérum) ont été globalement orientés à la baisse, dans la continuité de l'année 2014, en raison d'une offre trop importante par rapport à une demande plus restreinte de la part de certains grands importateurs. Ainsi, même si ponctuellement une inversion de tendance a pu être observée, d'abord en février, puis en septembre, en moyenne sur l'année, les prix européens ont été inférieurs à ceux de 2014, pour l'ensemble des produits. La baisse la plus prononcée a concerné la poudre de lait écrémé (- 32,3 %) alors que l'ouverture de l'intervention à l'automne a permis de limiter cette chute des cours.

Les prix des poudres ont également évolué à la baisse en Océanie, ainsi qu'aux États-Unis. En revanche, le beurre a enregistré des prix en moyenne annuelle plus élevés que l'année précédente. Le repli de fin d'année a été moins prononcé en Océanie. Aux États-Unis, la situation est différente car le pays est déficitaire en beurre ce qui a entraîné une flambée des prix de ce produit sur le marché intérieur.

Les fromages européens ont perdu de la valeur. Le repli a été plus tardif, car les prix avaient plutôt bien résisté en 2014, mais le retard a été rattrapé en 2015 : - 22 % pour l'edam et le gouda, - 18 % pour le cheddar.

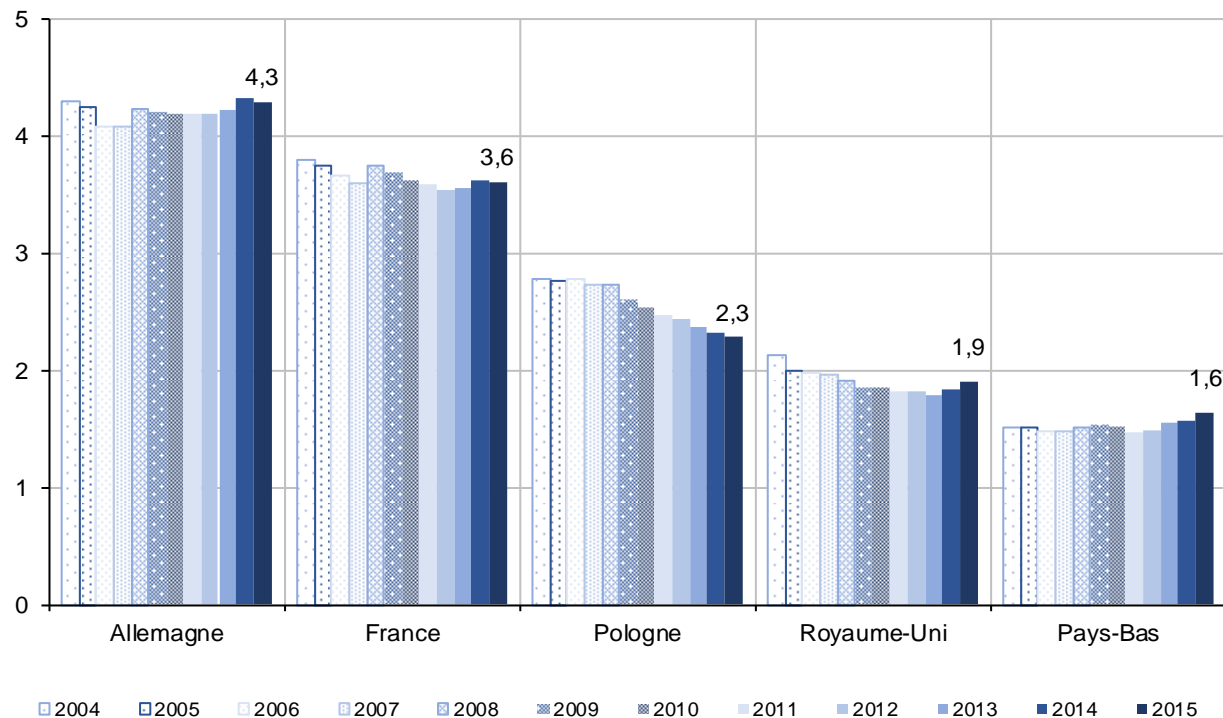
## Cheptel de vaches laitières dans l'Union européenne Enquêtes de mai

1 000 têtes	2011	2012	2013	2014	2015	% 15/14
Allemagne	4 185	4 191	4 223	4 311	4 290	-0,5
France	3 589	3 536	3 545	3 615	3 606	-0,2
Pologne	2 473	2 441	2 361	2 310	2 279	-1,3
Royaume-Uni	1 814	1 812	1 782	1 841	1 895	2,9
Pays-Bas	1 463	1 484	1 553	1 572	1 627	3,5
Irlande	1 139	1 141	1 163	1 226	1 296	5,7
Roumanie	1 181	1 188	1 208	1 207	1 216	0,8
Espagne	851	836	823	876	853	-2,6
Danemark	575	582	576	563	561	-0,4
Autriche	532	529	524	534	540	1,0
Belgique	507	509	510	522	524	0,3

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

## Cheptel de vaches laitières dans l'Union européenne Enquêtes de mai

Millions de têtes



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

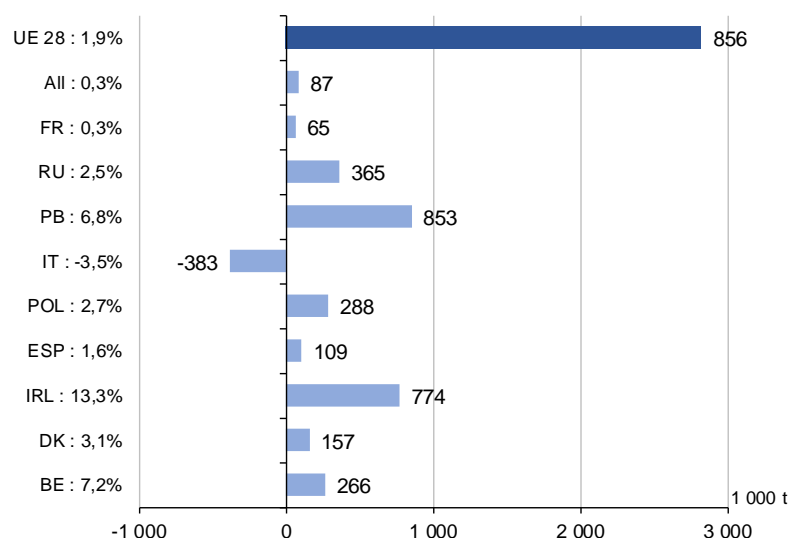
## Collecte annuelle de lait de vache dans l'Union européenne

1 000 t	2011	2012	2013	2014	2015*	% 15*/14
Allemagne	29 339	29 702	30 314	31 389	31 476	0,3
Autriche	2 904	2 964	2 933	3 067	3 103	1,1
Belgique	3 101	3 072	3 475	3 689	3 956	7,2
Danemark	4 787	4 916	5 025	5 113	5 270	3,1
Espagne	5 950	5 997	6 305	6 651	6 760	1,6
Finlande	2 255	2 254	2 287	2 357	2 394	1,6
France	24 646	24 534	23 988	25 309	25 374	0,3
Grèce	638	664	652	619	612	-1,1
Irlande	5 537	5 380	5 560	5 816	6 591	13,3
Italie	10 260	10 004	10 397	11 024	10 641	-3,5
Luxembourg	281	277	287	306	333	8,8
Pays-Bas	11 642	11 676	12 213	12 473	13 326	6,8
Portugal	1 837	1 855	1 777	1 863	1 928	3,5
Royaume-Uni	13 804	13 591	13 687	14 829	15 194	2,5
Suède	2 850	2 861	2 868	2 931	2 933	0,1
<b>UE 15</b>	<b>119 832</b>	<b>119 745</b>	<b>121 767</b>	<b>127 437</b>	<b>129 890</b>	<b>1,9</b>
Chypre	153	153	157	164	162	-0,8
Estonie	624	665	689	730	720	-1,4
Hongrie	1 308	1 398	1 364	1 470	1 523	3,6
Lettonie	662	718	736	805	807	0,3
Lituanie	1 317	1 360	1 339	1 436	1 438	0,2
Malte	41	41	41	41	41	0,0
Pologne	9 296	9 843	9 921	10 581	10 869	2,7
Rép. tchèque	2 366	2 446	2 382	2 414	2 500	3,6
Slovaquie	811	851	827	844	865	2,5
Slovénie	526	535	517	532	554	4,1
<b>NEM 10</b>	<b>17 104</b>	<b>18 012</b>	<b>17 973</b>	<b>19 016</b>	<b>19 479</b>	<b>2,4</b>
Bulgarie	499	497	495	510	505	-0,8
Roumanie	892	884	879	995	916	-8,0
Croatie	626	602	504	523	513	-1,8
<b>NEM 2/3</b>	<b>1 391</b>	<b>1 381</b>	<b>1 878</b>	<b>2 028</b>	<b>1 935</b>	<b>-4,6</b>
<b>UE 27/28</b>	<b>138 327</b>	<b>139 139</b>	<b>141 618</b>	<b>148 480</b>	<b>151 304</b>	<b>1,9</b>

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et ZMB (UE à 27 en 2011 et 2012, UE à 28 à partir de 2013)

## Évolution de la collecte de lait de vache dans l'Union européenne en 2015\* (par rapport à 2014)



\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et ZMB (UE à 27 en 2011 et 2012, UE à 28 à partir de 2013)



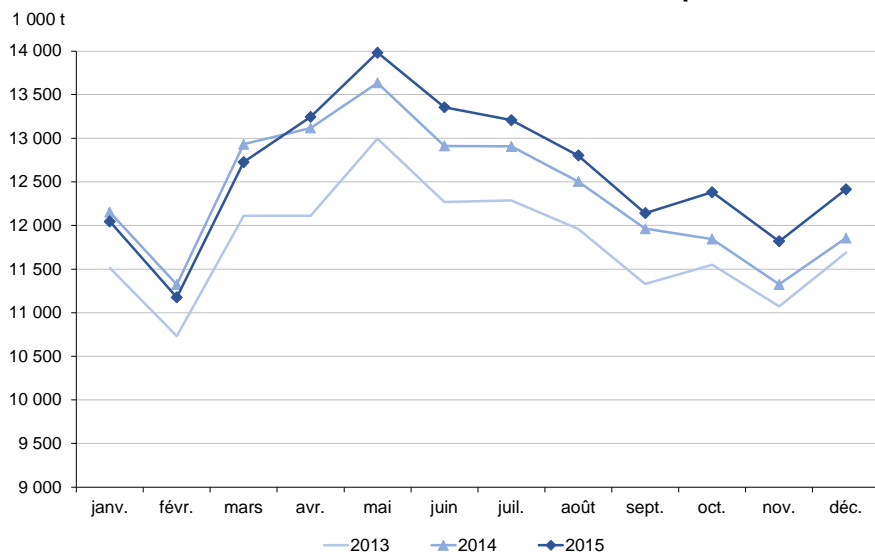
## Collecte laitière et fabrications de produits laitiers dans l'Union européenne

1000 tonnes	2011	2012	2013	2014	2015*	% 15*/14
<i>Collecte</i>	138 327	139 139	141 618	148 480	151 304	1,9
Beurre	1 888	1 929	1 914	1 996	2 087	4,6
Poudre 0 % MG	1 060	1 085	1 057	1 341	1 461	9,0
Poudre grasse	572	557	618	655	629	-4,0
Fromages	8 324	8 489	8 690	8 803	8 917	1,3
Lait de consommation	31 770	35 542	35 661	35 281	34 518	-2,2

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et ZMB (UE à 27 en 2011 et 2012, UE à 28 à partir de 2013)

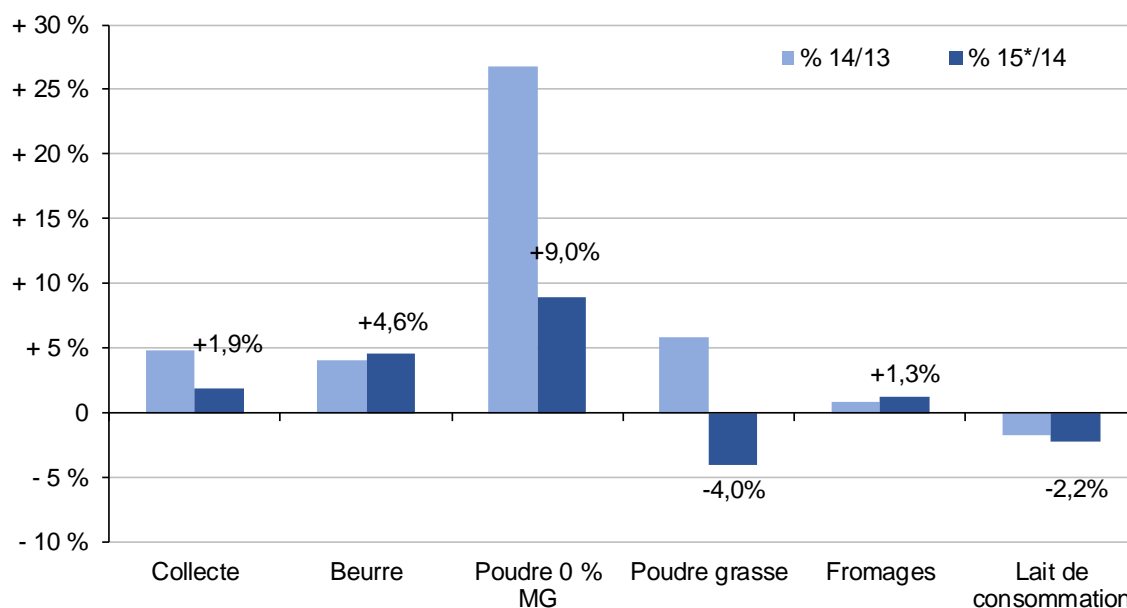
### Collecte mensuelle de lait de vache dans l'Union européenne à 28



Novembre et décembre 2015 estimés

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et ZMB

### Évolution de la collecte et des fabrications européennes (UE 28) des produits laitiers



\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et ZMB

## Fabrications de produits laitiers dans l'Union européenne par catégories

### Beurre

1 000 tonnes	2011	2012	2013	2014	2015*	% 15*/14
Allemagne	474	489	491	489	516	5,5
France	423	410	393	429	434	1,2
Irlande	146	145	152	166	197	18,6
Pologne	141	162	164	171	188	10,3
Pays-Bas	129	133	133	141	149	6,2
Royaume-Uni	128	140	145	140	131	-6,2
Italie	89	94	98	101	94	-6,9
<b>UE 27/28</b>	<b>1 888</b>	<b>1 929</b>	<b>1 914</b>	<b>1 996</b>	<b>2 087</b>	<b>4,6</b>

### Poudre 0%

1 000 tonnes	2011	2012	2013	2014	2015*	% 15*/14
Allemagne	301	314	316	357	399	11,7
France	322	314	292	386	385	-0,5
Belgique	100	101	106	138	151	9,1
Pologne	97	105	98	147	139	-5,6
Irlande	60	45	41	61	125	103,1
Pays-Bas	62	66	65	65	72	9,8
Danemark	35	39	46	40	38	-3,5
<b>UE 27/28</b>	<b>1 060</b>	<b>1 085</b>	<b>1 057</b>	<b>1 341</b>	<b>1 461</b>	<b>9,0</b>

### Poudre grasse

1 000 tonnes	2011	2012	2013	2014	2015*	% 15*/14
Pays-Bas	131	121	128	140	141	1,1
Allemagne	94	88	114	116	119	2,0
France	97	92	107	116	111	-4,3
Danemark	114	106	93	89	90	0,5
Suède	23	36	43	51	46	-8,6
Belgique	52	48	51	51	41	-19,1
Pologne	27	31	34	38	33	-13,3
<b>UE 27/28</b>	<b>572</b>	<b>557</b>	<b>618</b>	<b>655</b>	<b>629</b>	<b>-4,0</b>

### Fromages (y.c. fromages blancs)

1 000 tonnes	2011	2012	2013	2014	2015*	% 15*/14
Allemagne	2 196	2 240	2 258	2 298	2 319	0,9
France	1 830	1 860	1 872	1 835	1 817	-1,0
Italie	1 002	985	1 043	1 063	1 001	-5,9
Pays-Bas	750	764	793	772	843	9,2
Pologne	680	719	744	760	790	4,0
Royaume-Uni	386	389	384	408	418	2,4
Danemark	275	303	323	369	380	2,8
<b>UE 27/28</b>	<b>8 324</b>	<b>8 489</b>	<b>8 690</b>	<b>8 803</b>	<b>8 917</b>	<b>1,3</b>

### Lait de consommation

1 000 tonnes	2011	2012	2013	2014	2015*	% 15*/14
Royaume-Uni	7 067	6 883	6 992	7 164	7 048	-1,6
Allemagne	5 238	5 254	5 162	5 251	5 007	-4,6
France	3 460	3 632	3 668	3 482	3 368	-3,3
Espagne	3 689	3 613	3 636	3 527	3 326	-5,7
Italie	2 657	2 552	2 563	2 548	2 466	-3,2
Pologne	1 454	1 511	1 593	1 590	1 668	4,9
Suède	877	867	843	810	811	0,2
<b>UE 27/28</b>	<b>31 770</b>	<b>35 542</b>	<b>35 661</b>	<b>35 281</b>	<b>34 518</b>	<b>-2,2</b>

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne (UE à 27 en 2011 et 2012, UE à 28 à partir de 2013)

## Commerce extérieur de produits laitiers de l'Union européenne avec les pays tiers

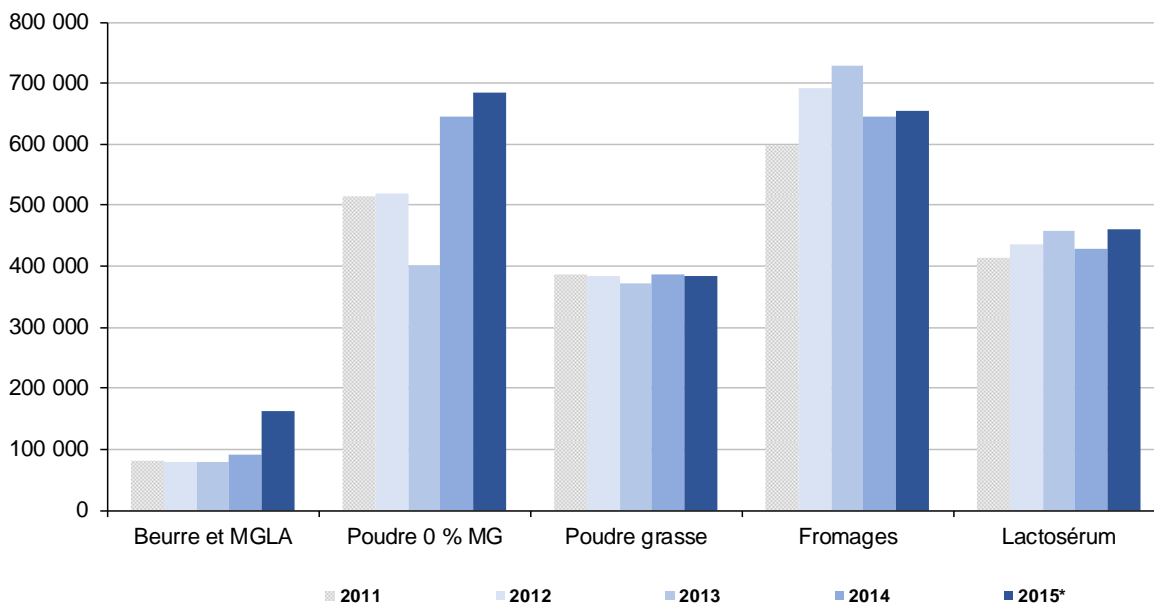
1 000 tonnes	2011	2012	2013	2014	2015*	%15*/14
<b>EXPORTATIONS</b>						
Beurre et MGLA	121 952	120 472	121 666	143 283	186 610	30,2
Poudre 0 % MG	516 078	521 292	406 799	646 186	687 184	6,3
Poudre grasse	388 361	386 150	374 471	388 841	387 555	-0,3
Fromages	673 641	770 651	804 483	721 395	712 738	-1,2
Lactosérum	476 812	506 219	534 931	521 442	555 453	6,5
<b>IMPORTATIONS</b>						
Beurre et MGLA	41 799	41 032	43 677	51 848	24 682	-52,4
Poudre 0 % MG	863	2 030	5 028	2 299	3 253	41,5
Poudre grasse	1 884	2 738	3 422	1 420	3 696	160,2
Fromages	75 025	79 485	76 828	76 655	59 035	-23,0
Lactosérum	63 442	71 296	76 035	93 901	95 623	1,8
<b>SOLDE</b>						
Beurre et MGLA	80 153	79 440	77 990	91 435	161 928	
Poudre 0 % MG	515 215	519 262	401 771	643 887	683 931	
Poudre grasse	386 477	383 412	371 050	387 420	383 859	
Fromages	598 617	691 166	727 655	644 740	653 703	
Lactosérum	413 370	434 923	458 896	427 541	459 830	

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes (UE à 27 en 2011 et 2012, UE à 28 à partir de 2013)

## Solde du commerce extérieur de produits laitiers de l'Union européenne avec les pays tiers

1 000 tonnes



\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes (UE à 27 en 2011 et 2012, UE à 28 à partir de 2013)

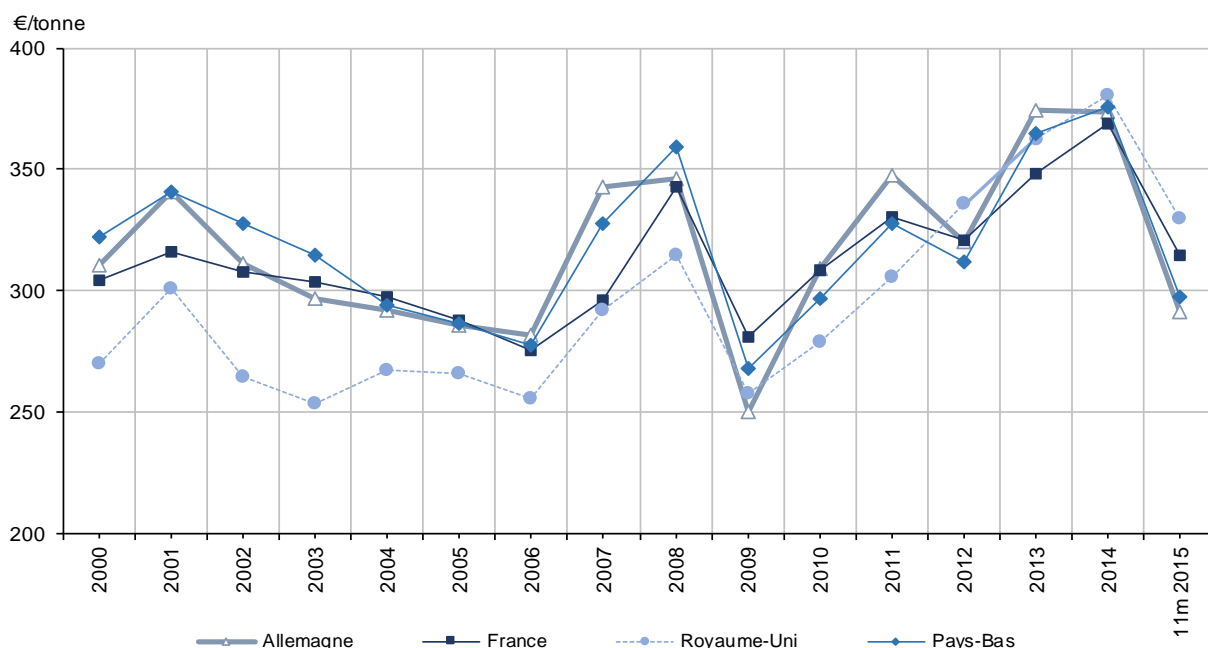
**Prix moyen du lait payé aux producteurs**  
**Moyenne annuelle pondérée par les collectes mensuelles, taux réel**

€/tonne	2011	2012	2013	2014	11m 2015	%15/14*
Allemagne	347,6	320,3	374,5	373,6	291,0	-23,1
Autriche	353,7	338,7	375,5	394,6	336,0	-15,4
Belgique	330,9	301,1	372,0	360,8	279,3	-23,5
Danemark	356,7	340,0	386,2	397,2	310,6	-22,7
Espagne	312,7	308,7	342,9	352,0	301,3	-14,8
France	330,2	320,8	348,1	369,1	314,5	-15,4
Irlande	340,0	312,2	380,4	373,3	292,4	-21,8
Italie	384,2	369,9	388,0	396,9	346,9	-13,4
Pays-Bas	327,3	311,7	364,7	375,9	297,5	-21,6
Royaume-Uni	305,8	335,8	362,7	380,1	329,6	-14,1
Hongrie	308,4	298,1	323,3	334,2	260,6	-22,5
Pologne	295,0	286,8	317,1	322,2	278,3	-14,1
République tchèque	327,2	297,1	326,6	331,5	273,6	-17,9
Bulgarie	326,6	304,2	336,4	345,9	283,7	-18,4
Roumanie	281,2	270,9	298,4	304,1	260,2	-14,4
<b>UE 15</b>	<b>345,3</b>	<b>332,0</b>	<b>371,4</b>	<b>379,3</b>	<b>312,4</b>	<b>-18,5</b>
<b>NEM 12</b>	<b>305,0</b>	<b>290,3</b>	-	-	-	-
<b>UE 27/28</b>	<b>340,2</b>	<b>326,7</b>	<b>364,6</b>	<b>371,9</b>	<b>306,9</b>	<b>-18,3</b>

\* Comparaison sur les onze premiers mois de l'année

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne (UE à 27 en 2011 à 2012, UE à 28 à partir de 2013)

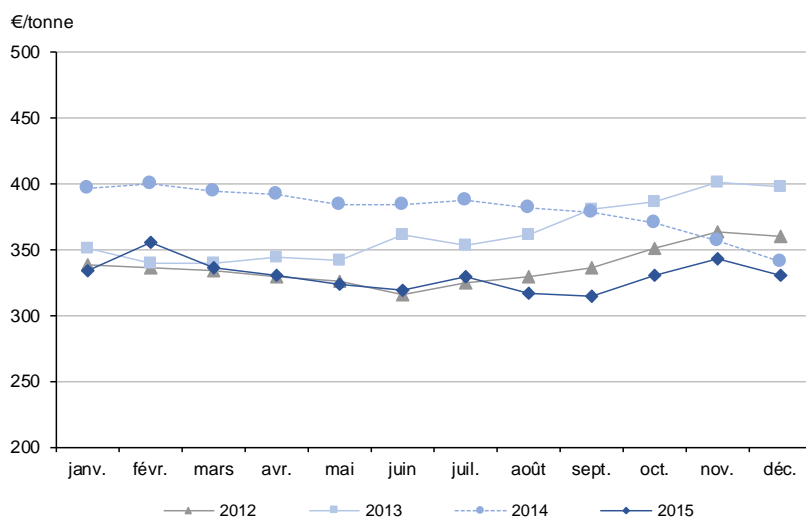
**Prix moyen annuel\* du lait payé aux producteurs**



\* Moyenne pondérée par les collectes mensuelles de chaque État membre

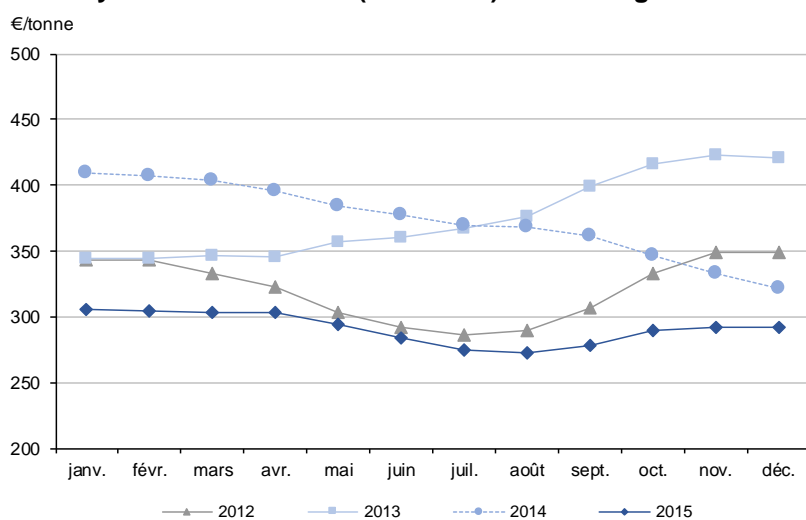
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

### Prix moyen du lait de vache (taux réels) au Royaume-Uni



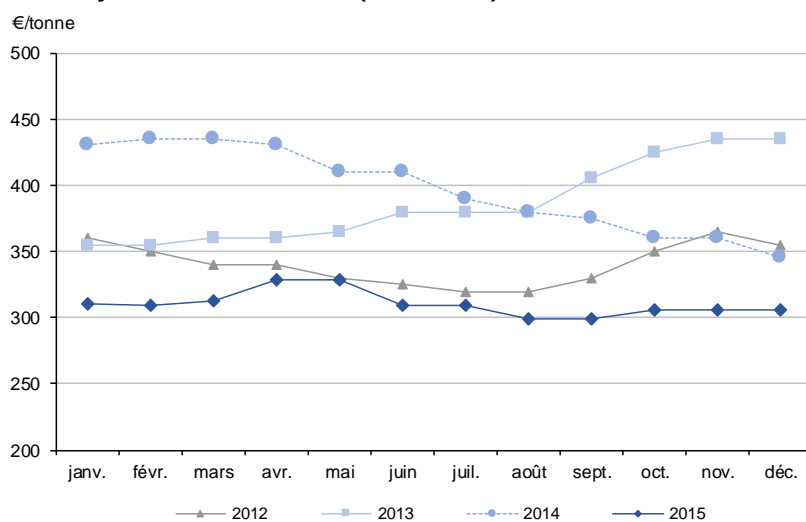
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

### Prix moyen du lait de vache (taux réels) en Allemagne



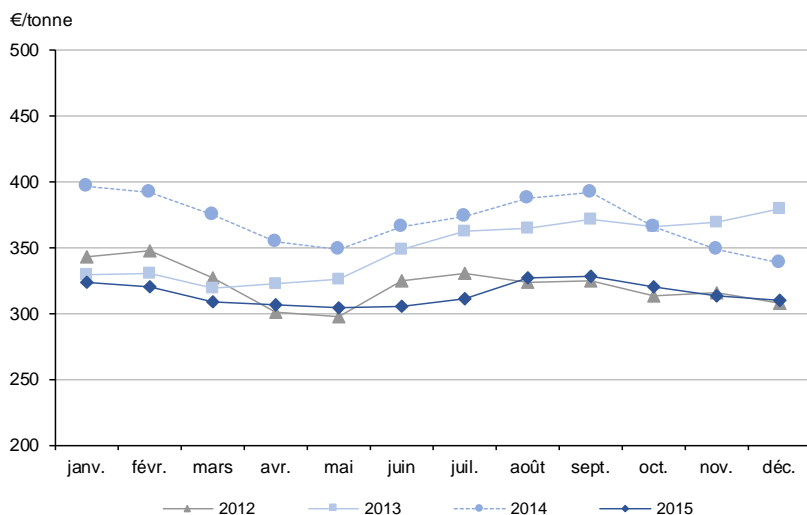
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

### Prix moyen du lait de vache (taux réels) au Danemark



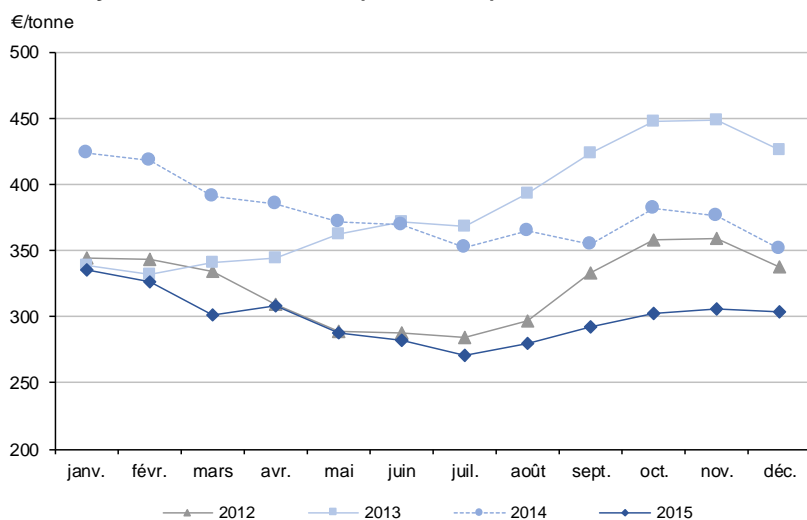
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

### Prix moyen du lait de vache (taux réels) en France



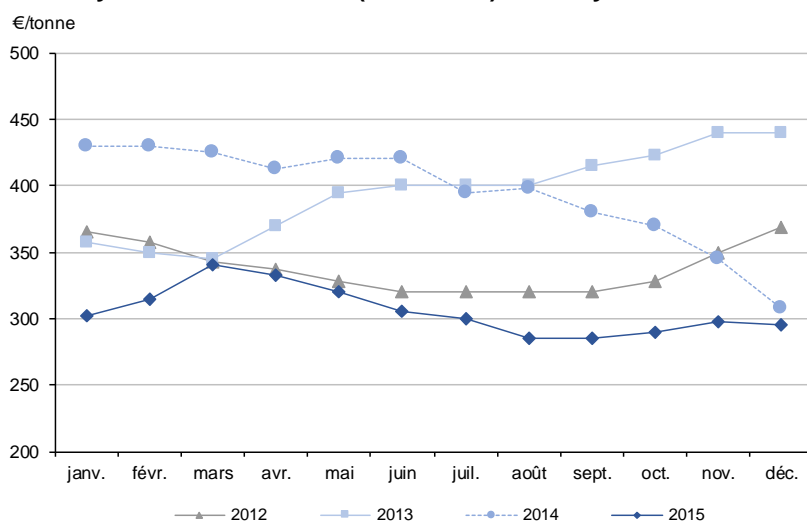
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

### Prix moyen du lait de vache (taux réels) en Irlande



Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

### Prix moyen du lait de vache (taux réels) aux Pays-Bas



Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

## Cours des produits laitiers industriels sur les marchés mondiaux

€/tonne	2011	2012	2013	2014	2015	% 15/14
<b>Poudre 0 %</b>						
FOB Océanie	2 625,3	2 459,9	3 190,4	2 795,9	1 944,8	-30,4
FOB Europe de l'Ouest	2 445,1	2 365,2	2 930,0	2 679,2	1 812,8	-32,3
<b>Beurre</b>						
FOB Océanie	3 215,9	2 577,4	2 912,2	2 803,9	2 858,7	2,0
FOB Europe de l'Ouest	3 956,8	3 036,9	3 720,2	3 365,9	2 912,6	-13,5
<b>Poudre 26 %</b>						
FOB Océanie	2 782,7	2 512,9	3 407,8	2 807,2	2 222,8	-20,8
FOB Europe de l'Ouest	3 066,8	2 755,7	3 374,5	3 090,7	2 306,0	-25,4
<b>Poudre de lactosérum</b>						
FOB Europe de l'Ouest	927,8	986,8	996,6	983,9	787,1	-20,0
<b>Cheddar</b>						
FOB Océanie	3 099,3	2 972,8	3 176,4	3 349,5	2 996,7	-10,5

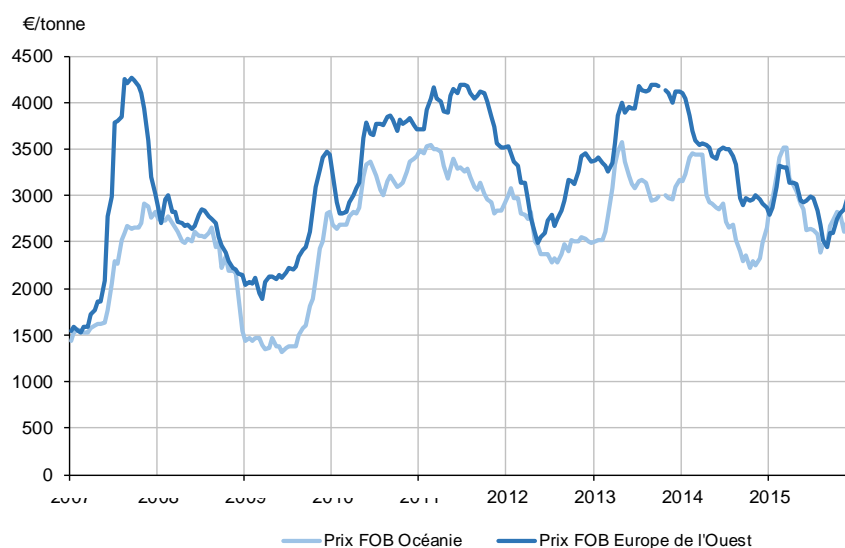
Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

## Prix de la poudre de lait écrémé sur le marché mondial



Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

## Prix du beurre sur le marché mondial



Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

## Le marché du lait de brebis en France

### › Une collecte française stable

Sur l'ensemble de la campagne novembre 2014 – octobre 2015, la collecte a été estimée, à partir de l'enquête mensuelle laitière, à 228,2 millions de litres. Elle est restée stable par rapport à la campagne précédente et son profil a été comparable.

En 2015, si la collecte est restée stable dans la région Midi-Pyrénées, elle a légèrement diminué en Aquitaine (- 1 %) et en Auvergne (- 8,9 %) et progressé en Corse (+ 13 %). La production de lait en Corse demeure insuffisante pour satisfaire les besoins des industriels. La collecte aurait reculé d'environ 1 % dans le rayon de Roquefort.

Ces dernières années, des éleveurs ont quitté la laiterie à laquelle ils avaient l'habitude de livrer leur lait pour approvisionner d'autres industriels, implantés dans d'autres régions, fabriquant des produits MDD ou à marque forte.

### › Les fabrications de fromages en hausse

Depuis le début de l'année, d'après les résultats de l'enquête mensuelle laitière et pour le périmètre de produits enquêtés, les productions de fromages ont été nettement orientées à la hausse (+ 7 % pour les produits ultra-frais, + 5 % pour les pâtes pressés non cuites, + 3 % pour les fromages à salade de type Fêta). La production de Roquefort serait en hausse de près de 7 %.

Malgré l'incertitude qui peut peser sur la collecte hors de trois zones structurées de collecte (Corse, rayon de Roquefort, Pyrénées-Atlantiques), les industriels ont dû jouer sur les stocks disponibles, les quantités de lait de brebis intégrées dans les fromages de mélange et probablement sur l'introduction de lait en provenance d'autres pays, notamment d'Espagne où le prix payé au producteur était de l'ordre de 0,90 €/l (région de Cordoba) et orienté à la hausse depuis le printemps 2015.

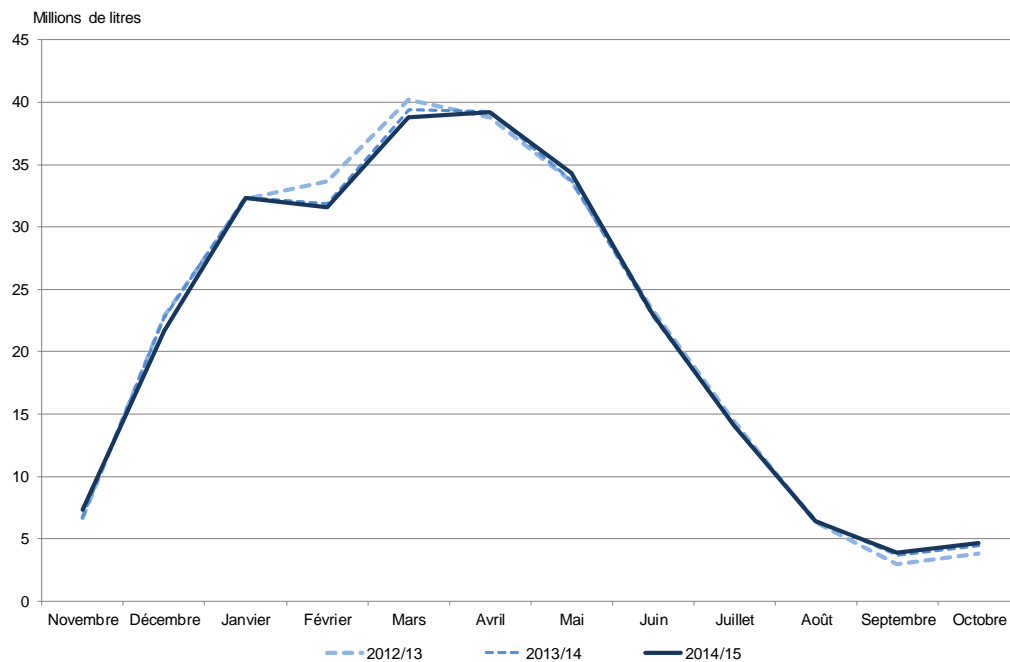
### › La demande française et étrangère dynamique

D'après Kantar Worldpanel, les achats des ménages de fromages de brebis ont augmenté de 1,7 % par rapport à 2014 pour un prix stable. Les ventes de fromages pour salade connaissent une forte croissance (environ + 10 %), celles de fromages des Pyrénées sont également bien orientées (+ 4 %) alors que celles de Roquefort sont restées stables (+ 0,3 %).

Malgré l'arrêt des exportations de Roquefort vers la Russie suite à l'embargo décrété par les autorités russes en août 2014, les ventes ont progressé sur les dix premiers mois de l'année 2015 ; elles ont approché près de 3 000 tonnes, en progression de 32 tonnes. Sur le marché communautaire, les exportations ont essentiellement progressé vers l'Allemagne et l'Italie, mais aussi vers les pays tiers, notamment vers l'Australie, le Brésil, le Canada, le Koweït, le Liban. Actuellement, la demande à l'international est porteuse comme en témoignent les bonnes performances à l'exportation concernant les fromages italiens Fiore Sardo et Percorino, avec une hausse des ventes à l'étranger de 21 %, notamment à destination des États-Unis mais aussi de l'Espagne et du Royaume-Uni.

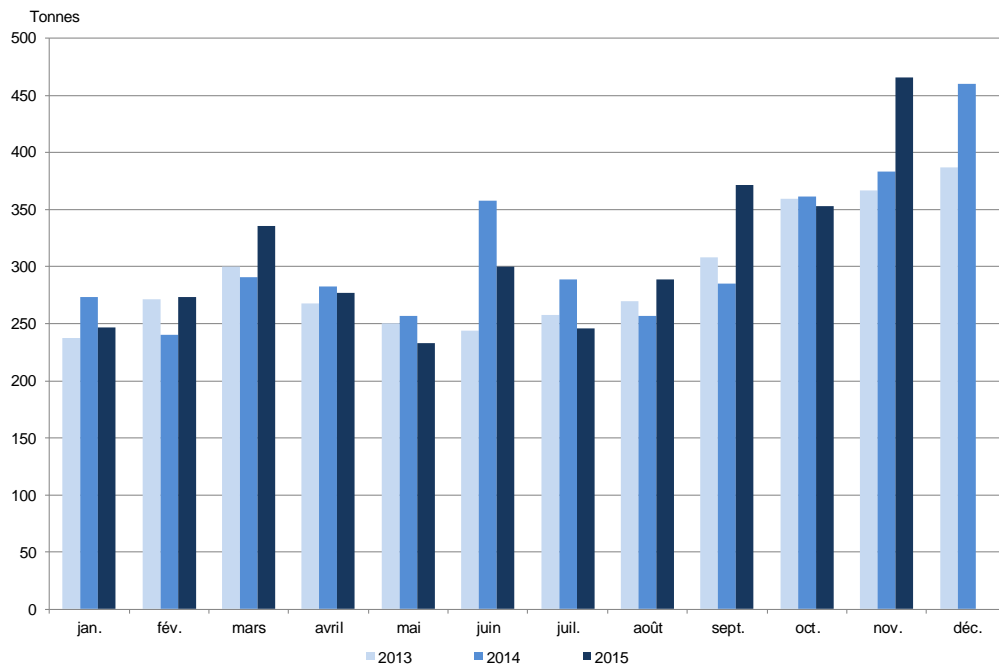


## Collecte française de lait de brebis



Source : FranceAgriMer – Enquête mensuelle laitière

## Exportations françaises de Roquefort



Source : FranceAgriMer d'après douanes nationales

# Le marché du lait de chèvre en France

## › Une collecte stable en 2015

La collecte de lait de chèvre en 2015 a été relativement comparable à celle de 2014. Toutefois, deux périodes peuvent être distinguées : de janvier à juillet, elle a été, pour tous les mois à l'exception de février, en recul, et, depuis le mois d'août, elle progresse de près de 1 % par rapport à 2014.

Au niveau régional, la collecte a relativement peu varié dans les principales régions de production : Poitou-Charentes (- 1,5 %), Pays de la Loire (- 0,1 %), Midi-Pyrénées (+ 1,8 %) et Centre (+ 0,7 %). Dans d'autres régions où la collecte est nettement moindre les évolutions peuvent être nettement plus marquées (Corse : - 12 %, Rhône-Alpes : - 4 %, Auvergne : + 12 %...).

## › Des fabrications en hausse nécessitent le recours à des produits de report et des importations

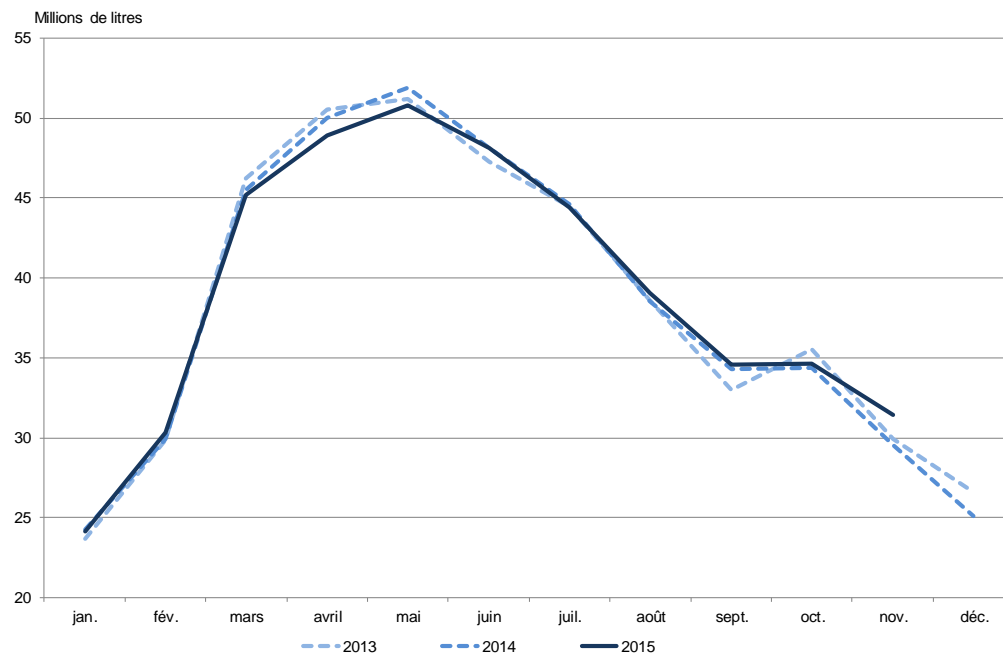
Pour les produits enquêtés, à travers l'enquête mensuelle laitière, les fabrications sont en hausse sur toutes les catégories, les fromages et produits ultra-frais.

Pour faire face à cette demande et dans un contexte de collecte relativement stable, les industriels ont puisé dans les stocks de report et ont fait appel à des importations sous différentes formes (lait brut, lait concentré, caillé...) pour réaliser les fabrications.

## › Une consommation orientée à la hausse

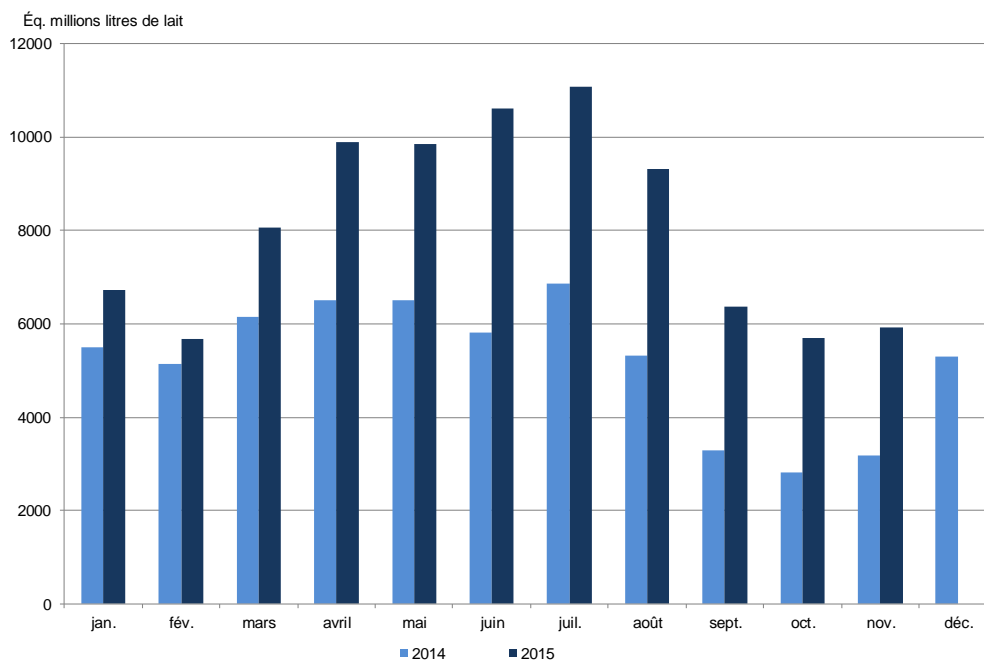
D'après le panel Kantar Worldpanel, les achats de fromages de chèvre par les ménages ont progressé de 5,9 % en 2015 ; l'évolution est très marquée pour les bûchettes où l'augmentation des ventes est estimée à 8,5 % malgré une hausse de 1,9 % des prix.

## Collecte française de lait de chèvre



Source : FranceAgriMer -Enquête mensuelle laitière

## Importations françaises de lait, lait concentré, ultra-filtrat, pré-fromages et caillé à base de lait de chèvre



Source : FranceAgriMer -Enquête mensuelle laitière

# annexes





## Tableau 1 : Production indigène brute<sup>(1)</sup>

1 000 tec	Gros Bovins	Veaux	Ovins-caprins	Porcs**	Equidés	Volailles	TOTAL
1970	1 235	389	117	1 304	45	637	3 727
1971	1 304	393	130	1 417	37	652	3 933
1972	1 200	360	130	1 461	28	716	3 895
1973	1 197	349	128	1 449	23	809	3 955
1974	1 519	368	133	1 453	23	820	4 316
1975	1 502	366	134	1 461	21	823	4 307
1976	1 535	385	150	1 478	21	865	4 434
1977	1 371	379	148	1 491	21	903	4 313
1978	1 379	383	150	1 522	19	963	4 416
1979	1 547	410	162	1 579	19	1 036	4 753
1980	1 560	405	180	1 570	19	1 125	4 859
1981	1 614	370	183	1 600	17	1 238	5 022
1982	1 504	389	195	1 571	17	1 333	5 009
1983	1 540	397	186	1 564	15	1 284	4 986
1984	1 704	418	185	1 576	14	1 250	5 147
1985	1 652	387	187	1 571	15	1 265	5 077
1986	1 675	394	179	1 591	14	1 325	5 178
1987	1 741	389	180	1 646	14	1 408	5 378
1988	1 652	351	175	1 779	15	1 448	5 420
1989	1 530	312	175	1 689	13	1 538	6 946
1990	1 599	313	177	1 727	10	1 665	7 218
1991	1 714	312	170	1 773	10	1 781	5 760
1992	1 763	316	156	1 859	10	1 840	5 944
1993	1 908		155	2 017	9	1 891	5 980
1994	1 821		147	2 116	8	2 004	6 096
1995	1 896		147	2 140	9	2 098	6 290
1996	1 982		152	2 149	10	2 230	6 523
1997	1 986		149	2 228	10	2 275	6 648
1998	1 883		145	2 333	10	2 301	6 672
1999	1 798		140	2 349	9	2 213	6 509
2000	1 764		137	2 311	12	2 247	6 470
2001	1 781		139	2 321	13	2 264	6 518
2002	1 897		137	2 366	11	2 134	6 545
2003	1 889		138	2 349	9	2 042	6 427
2004	1 818		133	2 329	8	1 991	6 280
2005	1 772		134	2 313	8	1 941	6 168
2006	1 731		132	2 310	7	1 791	5 972
2007	1 740		130	2 337	7	1 875	6 089
2008	1 700		119	2 327	5	1 868	6 020
2009	1 706		110	2 301	6	1 787	5 909
2010	1 763		111	2 306	6	1 784	5 970
2011	1 819		115	2 281	7	1 871	6 093
2012	1 731		110	2 233	7	1 859	5 940
2013	1 631		106	2 211	8	1 842	5 798
<b>2014</b>	<b>1 426</b>		<b>106</b>	<b>2 209</b>	<b>10</b>	<b>1 826</b>	<b>5 577</b>
<b>2015*</b>	<b>1 464</b>		<b>105</b>	<b>2 227</b>	<b>9</b>	<b>1 872</b>	<b>5 678</b>
<b>% 15*/14</b>	<b>2,7</b>		<b>-0,6</b>	<b>0,8</b>	<b>-7,3</b>	<b>2,5</b>	<b>1,8</b>

(1) Production indigène brute (P.I.B.) = abattages contrôlés redressés + solde du commerce extérieur de tous les animaux vivants

\* Estimations

\*\* Redressement des séries porcines de 1989 à 1994

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Tableau 2 : Consommation indigène brute<sup>(2)</sup>

1 000 tec	Gros Bovins	Veaux	Ovins-caprins	Porcs**	Equidés	Volailles	TOTAL
1970	1 133	387	151	1 551	90	616	3 928
1971	1 140	377	163	1 638	86	616	4 020
1972	1 137	337	173	1 646	86	682	4 061
1973	1 160	319	180	1 622	86	749	4 116
1974	1 200	343	182	1 664	84	748	4 221
1975	1 224	338	192	1 705	88	755	4 302
1976	1 300	350	198	1 718	94	775	4 435
1977	1 301	362	202	1 750	97	801	4 513
1978	1 340	375	205	1 832	97	844	4 693
1979	1 380	384	212	1 864	98	865	4 803
1980	1 408	359	225	1 904	92	860	4 848
1981	1 364	350	232	1 930	84	884	4 844
1982	1 339	358	241	1 916	78	901	4 833
1983	1 356	360	244	1 950	74	942	4 926
1984	1 388	373	248	1 972	71	934	4 986
1985	1 395	357	255	1 949	64	963	4 983
1986	1 397	362	265	1 979	55	1 019	5 077
1987	1 396	361	280	2 032	58	1 031	5 158
1988	1 369	326	287	2 106	60	1 087	5 235
1989	1 401	305	300	2 008	61	1 183	5 258
1990	1 371	314	313	2 010	58	1 244	5 310
1991	1 391	317	321	2 023	53	1 246	5 351
1992	1 390	314	321	2 057	48	1 231	5 361
1993	1 644		317	2 076	42	1 222	5 301
1994	1 582		312	2 089	35	1 287	5 305
1995	1 625		309	2 083	34	1 315	5 366
1996	1 539		309	2 097	39	1 473	5 457
1997	1 568		298	2 071	37	1 457	5 431
1998	1 615		296	2 238	34	1 453	5 642
1999	1 593		299	2 222	31	1 443	5 588
2000	1 561		306	2 191	33	1 504	5 595
2001	1 532		258	2 222	36	1 563	5 611
2002	1 698		273	2 231	30	1 491	5 723
2003	1 672		264	2 232	27	1 460	5 655
2004	1 665		263	2 176	25	1 478	5 608
2005	1 670		262	2 160	24	1 463	5 579
2006	1 643		261	2 191	23	1 464	5 581
2007	1 669		251	2 210	22	1 531	5 683
2008	1 644		243	2 187	21	1 583	5 678
2009	1 643		233	2 163	20	1 542	5 579
2010	1 680		233	2 163	20	1 582	5 659
2011	1 653		214	2 115	18	1 653	5 652
2012	1 625		209	2 116	17	1 680	5 647
2013	1 579		201	2 106	17	1 677	5 580
<b>2014</b>	<b>1 551</b>		<b>201</b>	<b>2 154</b>	<b>14</b>	<b>1 724</b>	<b>5 644</b>
<b>2015*</b>	<b>1 563</b>		<b>193</b>	<b>2 180</b>	<b>13</b>	<b>1 765</b>	<b>5 714</b>
<b>% 15*/14</b>	<b>0,7</b>		<b>-3,9</b>	<b>1,2</b>	<b>-9,0</b>	<b>2,4</b>	<b>1,2</b>

À partir de 1995, les consommations sont avec DOM inclus

<sup>(2)</sup> Consommation indigène brute (C.I.B.) = abattages contrôlés redressés - solde du commerce extérieur de viandes + variation de stock de viandes entre le premier et le dernier jour de l'année considérée

\* Estimations

\*\* Redressement des séries porcines de 1989 à 1994

Source : FranceAgriMer d'après SSP

### Tableau 3 : Consommation annuelle moyenne par habitant

kgec/hab	Gros Bovins	Veaux	Ovins-caprins	Porcs**	Equidés	Volailles	TOTAL	Nb hab. (millions)
1970	22,4	7,6	3,0	30,7	1,8	12,1	77,6	50,5
1971	22,3	7,4	3,2	32,1	1,7	12,0	78,7	51,0
1972	22,0	6,5	3,3	32,0	1,7	13,2	78,7	51,5
1973	22,2	6,1	3,5	31,2	1,6	14,3	78,9	51,9
1974	23,0	6,6	3,5	31,8	1,6	14,3	80,8	52,3
1975	23,3	6,4	3,7	32,5	1,7	14,3	81,9	52,6
1976	24,5	6,6	3,8	32,5	1,8	14,7	83,9	52,8
1977	24,5	6,8	3,8	33,0	1,8	15,1	85,0	53,2
1978	25,2	7,0	3,8	34,4	1,8	15,8	88,0	53,4
1979	25,8	7,2	4,0	34,9	1,8	16,2	89,9	53,6
1980	26,1	6,7	4,1	35,5	1,7	16,0	90,1	53,9
1981	25,2	6,5	4,3	35,6	1,6	16,3	89,5	54,2
1982	24,6	6,6	4,4	35,2	1,4	16,5	88,7	54,5
1983	24,8	6,6	4,4	35,6	1,3	17,2	89,9	54,8
1984	25,3	6,8	4,5	35,9	1,3	17,0	90,8	55,0
1985	25,3	6,5	4,6	35,3	1,2	17,5	90,4	55,3
1986	25,2	6,5	4,8	35,7	1,0	18,4	91,6	55,6
1987	25,1	6,5	5,0	36,5	1,0	18,5	92,6	55,8
1988	24,5	5,8	5,1	37,7	1,1	19,4	93,6	56,1
1989	24,9	5,3	5,3	35,7	1,1	21,0	93,3	56,3
1990	24,3	5,5	5,5	35,4	1,0	22,0	93,7	56,6
1991	24,5	5,5	5,6	35,5	0,9	21,9	94,0	56,9
1992	24,3	5,4	5,6	35,9	0,8	21,5	93,6	57,2
1993	27,9		5,4	36,0	0,7	20,8	90,8	58,9
1994	26,8		5,3	36,1	0,6	21,8	90,5	59,1
1995	27,4		5,2	35,1	0,6	22,2	90,5	59,3
1996	25,9		5,2	35,2	0,7	24,7	91,7	59,5
1997	26,3		5,0	34,7	0,6	24,4	90,9	59,7
1998	26,9		4,9	37,4	0,6	24,2	94,1	59,9
1999	26,5		5,0	36,9	0,5	24,0	92,9	60,2
2000	25,8		5,1	36,2	0,5	24,8	92,4	60,5
2001	25,1		4,2	36,4	0,6	25,6	92,0	61,0
2002	27,6		4,4	36,3	0,5	24,3	93,2	61,4
2003	27,0		4,3	36,1	0,4	23,6	91,4	61,9
2004	26,7		4,2	34,9	0,4	23,7	90,0	62,3
2005	26,6		4,2	34,4	0,4	23,3	88,9	62,8
2006	26,0		4,1	34,7	0,4	23,2	88,3	63,2
2007	26,2		3,9	34,7	0,4	24,1	89,3	63,6
2008	25,7		3,8	34,2	0,3	24,7	88,7	64,0
2009	25,5		3,6	33,3	0,3	24,0	86,7	64,4
2010	26,0		3,4	33,4	0,3	24,5	87,5	64,7
2011	25,4		3,3	32,5	0,3	25,4	87,0	65,0
2012	24,9		3,2	32,4	0,3	25,7	86,5	65,3
2013	24,1		3,1	32,1	0,3	25,6	85,1	65,6
<b>2014</b>	<b>23,6</b>		<b>3,0</b>	<b>32,7</b>	<b>0,2</b>	<b>26,2</b>	<b>85,7</b>	<b>65,8</b>
<b>2015*</b>	<b>23,5</b>		<b>2,9</b>	<b>32,9</b>	<b>0,2</b>	<b>26,6</b>	<b>86,1</b>	<b>66,4</b>
<b>% 15*/14</b>	<b>0,0</b>		<b>-4,7</b>	<b>0,4</b>	<b>-9,7</b>	<b>1,6</b>	<b>0,4</b>	<b>0,8</b>

À partir de 1995, les consommations sont avec DOM inclus

\* Estimations \*\* Redressement des séries porcines de 1989 à 1994, ancienne présentation avec panne, rognons et diaphragme

Source : FranceAgriMer d'après SSP



**Tableau 4 : Taux d'auto-provisionnement**  
(PIB/CIB x 100)

	<b>Gros Bovins</b>	<b>Veaux</b>	<b>Ovins-caprins</b>	<b>Porcs**</b>	<b>Equidés</b>	<b>Volailles</b>	<b>TOTAL</b>
1970	109,0	100,5	77,5	84,1	50,0	103,4	94,9
1971	114,4	104,2	79,8	86,5	43,0	105,8	97,8
1972	105,5	106,8	75,1	88,8	32,6	105,0	95,9
1973	103,2	109,4	71,1	89,3	26,7	108,0	96,1
1974	126,6	107,3	73,1	87,3	27,4	109,6	102,3
1975	122,7	108,3	69,8	85,7	23,9	109,0	100,1
1976	118,1	110,0	75,8	86,0	22,3	111,6	100,0
1977	105,4	104,7	73,3	85,2	21,6	112,7	95,6
1978	102,9	102,1	73,2	83,1	19,6	114,1	94,1
1979	112,1	106,8	76,4	84,7	19,4	119,8	99,0
1980	108,0	110,4	79,8	82,4	20,1	130,8	100,2
1981	118,3	105,7	78,7	83,0	20,3	140,0	103,7
1982	112,3	108,4	80,6	82,0	21,6	147,9	103,6
1983	113,6	110,4	76,1	80,1	19,7	136,3	101,2
1984	122,8	112,3	74,5	80,1	20,3	133,8	103,2
1985	118,4	108,4	73,1	80,6	23,2	131,4	101,9
1986	119,9	108,8	67,7	80,4	25,9	130,0	102,0
1987	124,7	107,6	64,5	81,0	24,4	136,6	104,3
1988	120,7	107,7	61,0	84,5	24,1	133,2	103,5
1989	109,2	102,4	58,3	84,1	21,6	133,3	132,1
1990	116,6	99,7	56,5	85,9	17,2	133,8	135,9
1991	123,2	98,4	53,0	87,6	18,9	143,0	107,6
1992	126,8	100,6	48,6	90,4	20,8	149,5	110,9
1993	116,1		48,9	97,2	21,4	154,7	112,8
1994	115,1		47,1	101,3	22,9	155,8	114,9
1995	116,7		47,6	102,7	26,5	159,5	117,2
1996	128,8		49,2	102,5	25,6	151,4	119,5
1997	126,7		50,0	107,6	27,0	156,2	122,4
1998	116,6		48,8	104,0	29,4	158,3	118,2
1999	112,9		46,8	105,7	29,0	153,4	116,5
2000	113,0		44,8	105,5	35,7	149,4	115,6
2001	116,3		53,9	104,4	36,5	144,9	116,2
2002	111,8		50,2	106,0	37,7	143,1	114,4
2003	113,0		52,4	105,3	33,8	139,9	113,7
2004	109,2		50,6	107,0	33,3	134,7	112,0
2005	106,1		51,0	107,1	32,6	132,7	110,6
2006	105,4		50,6	105,4	32,3	122,3	107,0
2007	104,3		51,8	105,7	30,9	122,5	107,1
2008	103,4		48,9	106,4	26,1	118,0	106,0
2009	103,8		47,2	107,5	29,1	115,9	105,9
2010	104,9		50,7	106,9	32,6	112,7	105,5
2011	110,1		54,0	107,8	37,5	113,2	107,8
2012	106,5		52,9	105,5	42,4	110,6	105,2
2013	103,3		52,5	105,0	46,7	109,9	103,9
2014	91,9		52,7	102,5	68,7	105,9	98,8
<b>2015*</b>	<b>93,7</b>		<b>54,6</b>	<b>102,2</b>	<b>70,1</b>	<b>106,0</b>	<b>99,4</b>

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP

**Tableau 5 : Indice des prix à la consommation**  
base 100 : moyenne 1998

	Indice général des prix	Viandes	Viandes de boeuf	Viandes de veau	Viandes d'ovin et de cheval	Viandes de porc et charcut.	Volailles	Lait, fromage et œufs	Lait et crème	Yaourts et desserts lactés	Fromages	Œufs	Beurre	Poissons et crustacés	Poissons et crustacés frais	Poissons et crustacés préparés, en cons. et surg.
1998	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	<b>100,0</b>	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	<b>100,0</b>	100,0	100,0
1999	<b>100,5</b>	<b>99,4</b>	101,2	101,7	100,6	97,6	99,3	<b>100,7</b>	101,1	99,9	100,9	99,8	101,1	<b>103,9</b>	101,7	105,4
2000	<b>102,2</b>	<b>102,3</b>	103,1	104,0	103,6	101,3	102,5	<b>103,1</b>	103,2	102,1	103,5	102,1	104,7	<b>107,0</b>	107,3	106,9
2001	<b>103,9</b>	<b>110,8</b>	107,5	110,1	116,6	111,5	113,4	<b>108,4</b>	108,6	107,6	108,7	107,3	109,9	<b>110,7</b>	111,4	110,3
2002	<b>105,9</b>	<b>112,5</b>	109,0	112,0	121,9	112,8	114,9	<b>111,0</b>	111,4	109,9	111,4	110,0	111,8	<b>113,8</b>	114,7	113,4
2003	<b>108,1</b>	<b>113,6</b>	111,8	113,8	123,3	112,9	115,1	<b>113,1</b>	113,2	111,2	113,9	111,9	114,4	<b>115,5</b>	116,1	115,2
2004	<b>110,4</b>	<b>116,2</b>	116,4	118,8	126,7	113,4	119,5	<b>113,5</b>	113,9	110,6	114,5	112,3	114,4	<b>115,3</b>	118,4	113,8
2005	<b>112,4</b>	<b>117,8</b>	121,3	121,6	129,6	114,4	118,4	<b>112,0</b>	113,1	107,0	113,9	107,9	113,8	<b>115,7</b>	123,2	111,9
2006	<b>114,2</b>	<b>120,3</b>	126,4	128,0	133,4	115,4	119,7	<b>111,9</b>	113,4	106,7	114,0	105,6	113,4	<b>118,9</b>	129,2	113,7
2007	<b>115,9</b>	<b>122,9</b>	129,9	132,2	137,3	116,7	125,3	<b>112,3</b>	115,3	105,4	114,3	107,3	114,5	<b>120,5</b>	130,7	115,2
2008	<b>119,2</b>	<b>128,3</b>	134,8	139,6	143,4	119,7	139,1	<b>123,2</b>	130,4	113,1	124,4	122,1	126,3	<b>124,5</b>	130,9	120,7
2009	<b>119,3</b>	<b>130,0</b>	136,9	140,5	144,8	121,4	140,3	<b>121,4</b>	128,5	109,6	123,0	122,8	119,6	<b>124,2</b>	126,7	122,0
2010	<b>121,1</b>	<b>130,6</b>	138,3	141,5	146,7	121,1	140,9	<b>119,7</b>	126,0	107,2	121,7	122,2	119,1	<b>125,6</b>	133,2	121,5
2011	<b>123,7</b>	<b>134,0</b>	141,7	144,2	151,6	122,7	150,9	<b>122,5</b>	130,3	109,1	124,4	123,4	124,5	<b>129,7</b>	139,2	125,1
2012	<b>126,1</b>	<b>138,1</b>	148,3	149,0	156,7	126,0	154,8	<b>124,0</b>	132,5	110,8	125,3	127,8	125,5	<b>132,6</b>	140,1	129,0
2013	<b>127,2</b>	<b>142,0</b>	154,8	152,7	161,2	128,7	159,9	<b>122,8</b>	132,3	107,9	124,2	127,7	124,3	<b>134,6</b>	143,6	130,4
<b>2014</b>	<b>127,8</b>	<b>143,2</b>	<b>156,8</b>	<b>154,9</b>	<b>164,6</b>	<b>129,5</b>	<b>160,4</b>	<b>123,6</b>	<b>132,4</b>	<b>106,9</b>	<b>126,3</b>	<b>125,4</b>	<b>125,8</b>	<b>135,2</b>	<b>145,9</b>	<b>130,1</b>
<b>2015</b>	<b>127,9</b>	<b>143,8</b>	<b>158,4</b>	<b>156,2</b>	<b>167,3</b>	<b>129,7</b>	<b>159,6</b>	<b>122,0</b>	<b>131,5</b>	<b>104,7</b>	<b>124,9</b>	<b>122,4</b>	<b>126,4</b>	<b>136,5</b>	<b>150,4</b>	<b>129,8</b>
<b>% 15/14</b>	<b>0,0</b>	<b>0,4</b>	<b>1,0</b>	<b>0,8</b>	<b>1,7</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,5</b>	<b>-1,3</b>	<b>-0,7</b>	<b>-2,0</b>	<b>-1,2</b>	<b>-2,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,9</b>	<b>3,1</b>	<b>-0,3</b>

Source : FranceAgriMer d'après Insee

Tableau 6 : Bilan dans le secteur bovin 1980-2015

	1980	1990	2000	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015*	% 15*/14
<b>Cheptel</b> <sup>(1)</sup> (1000 têtes)	23 570	21 377	20 216	18 904	19 125	19 366	19 842	19 599	19 129	19 052	19 127	19 271	0,8
dont - vaches laitières	7 452	5 489	4 424	3 799	3 759	3 794	3 748	3 718	3 664	3 644	3 697	3 699	0,0
- vaches nourrices	2 753	3 595	4 071	4 077	4 163	4 187	4 204	4 220	4 148	4 114	4 106	4 142	0,9
<b>Abattages redressés</b> (1000 têtes)	7 852	6 672	5 476	5 083	5 064	5 023	5 121	5 216	4 941	4 715	4 697	4 720	0,5
dont veaux	3 219	2 343	1 891	1 606	1 546	1 516	1 503	1 477	1 415	1 368	1 340	1 314	-1,9
<b>Abattages redressés</b> (1000 tec)	1 838	1 679	1 528	1 532	1 514	1 505	1 558	1 597	1 511	1 441	1 451	1 462	0,7
dont veaux	307	277	241	219	212	207	207	203	196	190	188	190	0,8
<b>Production indigène brute</b> (1000 tec)	1 965	1 912	1 764	1 740	1 700	1 706	1 763	1 819	1 731	1 631	1 644	1 666	1,4
<b>Achats publics</b> (1000 tec)	106	65	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
stock fin d'année (1000 tec)	85	60	25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
variation de stock (1000 tec)	16	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
<b>Consommation indigène brute</b> (1000 tec)	1 775	1 685	1 561	1 669	1 644	1 643	1 680	1 653	1 625	1 579	1 593	1 572	-1,3
<b>Exportations</b> (1000 tec)	451	618	549	486	474	482	498	545	496	438	420	443	5,5
- animaux vivants	141	191	256	220	196	211	213	230	229	199	194	209	7,4
- viandes fraîches	158	241	225	226	231	235	248	276	233	210	192	194	1,1
- viandes congelées	139	176	50	31	34	26	27	25	18	18	22	22	-0,3
- viandes transformées	13	10	18	8	12	9	10	14	16	12	14	18	26,1
<b>Importations</b> (1000 tec)	277	432	347	415	418	419	415	378	391	386	370	349	-5,7
- animaux vivants	14	32	19	12	10	11	8	8	9	9	6	4	-31,9
- viandes fraîches	242	377	278	320	312	302	302	271	269	272	256	236	-8,0
- viandes congelées	17	18	38	74	78	88	86	83	95	89	89	92	3,1
- viandes transformées	4	5	12	9	18	19	19	17	18	17	17	17	-2,9
<b>Solde commerce extérieur</b>													
- 1000 tec	174	186	202	72	56	62	83	166	106	52	51	95	
- millions <sup>(2)</sup>	2 873	4 490	1 001	722	681	772	807	1 075	827	534	543	745	

(1) Enquêtes de décembre de l'année précédente ; nouvelle série à partir de l'enquête de décembre 2009

(2) Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

## Tableau 7 : Prix\* à la production dans le secteur bovin 1980-2015

	1980	1990	2000	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	% 15/14
<b>Veaux de 8 jours à 3 semaines</b>													
- engraissement 45-50 kg (euros/tête)	-	1 134	187	140	105	117	115	115	116	93	81	89	10,2
- élevage mâles croisés légers (euros/tête)	-	2 096	2 147	272	262	303	276	271	309	322	334	321	-4,0
<b>Veaux de boucherie</b>													
- prix moyen pondéré (euros/kg vif)	11,24	20,73	5,31	6,00	5,68	5,51	5,69	6,07	6,21	6,20	6,17	5,83	-5,6
- Veau sous la mère : rosé clair U Rég Limousin Aquitaine	-	42,94											
prix moyen pondéré (euros/kg vif)			6,51	7,64	7,58	7,31	7,36	7,60	7,66	8,54	8,86	8,74	-1,4
<b>Animaux maigres <sup>(1)</sup></b> (mâles 6-12 mois) (euros/kg vif)													
- Limousin U	12,85	17,65	2,39	2,57	2,45	2,56	2,57	2,54	2,88	2,83	2,86	2,89	1,0
- Charolais U	12,32	15,84	2,36	2,66	2,31	2,46	2,54	2,50	2,81	2,78	2,73	2,81	3,2
- Croisé R	11,31	13,84	2,14	2,19	2,08	2,21	2,23	2,23	2,45	2,32	2,31	2,29	-1,2
- Rustique R	10,36	13,20	1,97	1,98	1,79	nc	nc	nc	nc	nc	nc	nc	0,0
<b>Animaux finis (euros/kg net)</b>													
- prix moyen pondéré gros bovins			2,80	3,03	3,06	2,91	2,96	3,21	3,67	3,95	3,71	3,65	-1,5
- cotation													
- boeuf R	16,23	23,50	3,01	3,14	3,21	3,16	3,15	3,35	3,85	4,21	3,92	3,87	-1,2
- boeuf U	17,27	26,21	3,32	3,43	3,52	3,49	3,51	3,67	4,08	4,52	4,32	4,28	-0,8
- génisse U	18,22	27,95	3,72	3,94	3,98	3,87	3,87	4,00	4,32	4,93	4,80	4,70	-2,0
- jeune bovin O	14,46	20,84	2,51	2,72	2,84	2,72	2,73	3,09	3,44	3,54	3,25	3,30	1,4
- jeune bovin R	15,34	22,06	2,84	2,96	3,18	3,14	3,14	3,47	3,85	3,89	3,78	3,75	-0,7
- jeune bovin U	16,08	23,33	3,04	3,21	3,43	3,42	3,40	3,69	4,02	4,06	3,96	3,93	-0,6
- vache O	13,47	19,06	2,46	2,74	2,78	2,55	2,65	2,93	3,41	3,63	3,34	3,26	-2,3
- vache R	15,25	22,21	2,95	3,21	3,28	3,11	3,19	3,37	3,92	4,37	4,03	3,97	-1,4
- vache U	17,05	25,71	3,39	3,62	3,73	3,68	3,69	3,80	4,25	4,86	4,68	4,64	-0,9

<sup>(1)</sup> Moyenne arithmétique des cotations comprises entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 31 décembre

\* Les prix sont exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998

Source : FranceAgriMer

Tableau 8 : Bilan dans le secteur des ovins-caprins 1980-2015

	1980	1990	2000	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015*	% 15*/14
<b>Cheptel</b> <sup>(1)</sup> (1000 têtes)													
Ovins	12 969	11 495	9 510	8 493	8 285	7 715	7 528	7 955	7 621	7 453	7 193	7 168	-0,3
dont brebis mères + agnelles saillies	9 157	8 662	7 391	6 462	6 274	5 888	5 770	6 087	5 835	5 713	5 535	5 479	-1,0
Caprins	1 125	1 022	1 075	1 254	1 250	1 267	1 318	1 438	1 381	1 306	1 283	1 271	-0,9
<b>Abattages redressés</b> (1000 têtes)	10 706	11 262	8 457	7 238	6 813	6 224	6 260	6 428	6 183	5 956	5 917	5 853	-1,1
Poids moyen d'abattage (kg/tête)	17,6	17,2	16,6	17,5	17,2	17,3	17,4	17,4	17,6	17,5	17,7	17,9	1,2
<b>Abattages redressés</b> (1000 tec)	188	194	140	127	117	108	109	112	109	104	105	105	0,1
<b>Production indigène brute</b> (1000 tec)	180	177	137	130	119	110	111	115	110	106	106	105	-0,9
<b>Consommation indigène brute</b> (1000 tec)	225	313	307	251	243	233	219	214	209	201	201	193	-3,9
<b>Exportations</b> (1000 tec)	1	17	19	19	18	18	19	19	16	15	15	15	-1,7
- animaux vivants	0	10	8	8	7	8	8	8	6	6	5	5	-10,0
- viandes fraîches	1	6	8	7	7	7	8	7	8	7	8	8	8,6
- viandes congelées	0	1	3	4	3	3	4	4	3	3	2	2	-16,0
<b>Importations</b> (1000 tec)	46	153	188	140	142	141	127	117	115	111	110	103	-6,5
- animaux vivants	8	27	10	5	6	5	5	4	4	4	4	4	13,5
- viandes fraîches	34	113	146	105	107	105	94	85	88	86	83	77	-7,8
- viandes congelées	4	13	31	30	29	31	28	27	23	21	23	21	-5,3
<b>Solde commerce extérieur</b>													
- 1000 tec	-45	-136	-169	-121	-124	-123	-108	-98	-98	-96	-94	-88	-7,3
- millions	-820	-2 466	-520	-436	-484	-492	-471	-478	-466	-446	-474	-440	-7,3
<b>Prix à la production</b> <sup>(2)</sup>													
cotation nationale (euros / kg net)	19,94	21,93	4,26	5,40	5,64	5,82	5,81	6,10	6,18	6,24	6,35	6,34	-0,2

(1) Enquêtes de décembre de l'année précédente

(2) Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998.

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

## Tableau 9 : Bilan dans le secteur du cheval 1980-2015

	1980	1990	2000	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015*	% 15*/14
<b>Cheptel</b> <sup>(1)</sup> (1000 têtes)	284,3	318,1	347,6	462,9	459,2	455,6	456,3	455,5	457,4	446,0	439,2	432,0	-1,6
<b>Abattages</b> (1000 têtes)	125	46	40	18	16	16	17	17	19	21	17	16	-5,3
Poids moyen d'abattage (kg/tête)	280	283	279	290	287	293	277	293	286	281	286	284	-0,6
<b>Abattages</b> (1000 tec)	35	13	11	5	5	5	5	5	5	6	5	5	-5,9
<b>Production indigène brute</b> (1000 tec)	19	10	12	7	5	6	6	7	7	8	10	9	-7,3
<b>Consommation indigène brute</b> (1000 tec)	92	58	33	22	21	20	20	18	17	17	14	13	-9,0
<b>Exportations</b> (1000 tec)	2	4	10	12	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	///
- animaux vivants	1	4	4	3	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	///
- viandes	1	0	6	9	9	8	6	6	6	4	4	4	1,2
<b>Importations</b> (1000 tec)	75	52	31	27	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	///
- animaux vivants	18	7	4	1	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	///
- viandes	57	45	27	26	25	24	21	19	17	16	14	13	-7,9
<b>Solde commerce extérieur</b>													
- 1000 tec	-73	-48	-21	-16	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	///
- millions de F ou d'€	-877	-929	-83	-55	-71	-51	-31	-33	-33	-21	15	20	35,0
<b>Prix à la production</b> <sup>(2)</sup> cotation du poulain lourd (francs ou euros / kg net)	-	17,79	2,10	2,43	2,46	2,23	2,20	2,28	2,31	2,21	2,13	2,32	9,1

(1) Résultats de l'année précédente

(2) Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

Tableau 10 : Bilan dans le secteur du porc 1980-2015

	1980	1990	2000	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015*	% 15*/14
<b>Cheptel</b> <sup>(1)</sup> (1000 têtes)	11 353	12 276	15 993	14 835	14 654	14 552	14 279	13 967	13 778	13 428	13 293	13 266	-0,2
dont truies	1 222	1 180	1 467	1 253	1 210	1 185	1 116	1 103	1 076	1 043	1 034	1 029	-0,5
<b>Abattages redressés</b> (1000 têtes)	19 599	21 304	26 967	25 730	25 724	25 283	25 258	25 074	24 122	23 728	23 653	23 671	0,1
Poids moyen d'abattage (kg/tête)	85,9	83,6	85,9	88,7	88,4	88,7	89,8	89,6	89,5	90,1	90,6	91,5	1,0
<b>Abattages redressés</b> (1000 tec)	1 683	1 780	2 317	2 281	2 275	2 244	2 245	2 225	2 175	2 150	2 151	2 176	1,1
<b>Production indigène brute</b> (1000 tec)	1 570	1 727	2 309	2 344	2 312	2 289	2 323	2 294	2 229	2 207	2 209	2 227	0,8
Variation de stock (1000 tec)	0	0	-6	8	-8	0	0	0	0	0	0	0	0,0
<b>Consommation indigène brute</b> (1000 tec)	1 905	2 010	2 189	2 207	2 179	2 162	2 161	2 109	2 111	2 099	2 154	2 180	1,2
<b>Exportations</b> (1000 tec)	93	223	653	700	740	718	775	778	731	731	693	656	-5,3
- animaux vivants	16	13	17	69	44	53	89	79	63	64	63	57	-10,0
- viandes fraîches	9	79	216	294	314	312	312	306	322	327	326	303	-7,0
- viandes congelées	16	53	209	166	210	173	157	203	174	168	155	147	-5,4
- viandes transformées	24	55	167	122	120	114	113	122	115	114	110	102	-7,5
- graisses	28	23	45	50	52	67	105	69	58	56	38	47	23,0
<b>Importations</b> (1000 tec)	430	507	527	571	599	591	613	596	614	621	638	609	-4,5
- animaux vivants	129	67	24	6	7	7	11	9	9	7	5	5	-1,0
- viandes fraîches	178	222	266	284	284	296	307	294	304	316	324	288	-11,0
- viandes congelées	71	86	82	108	117	105	101	100	98	95	95	83	-13,0
- viandes transformées	40	91	113	134	155	148	150	162	174	177	185	188	1,7
- graisses	12	41	42	39	36	34	44	28	28	29	29	44	52,0
<b>Solde commerce extérieur</b>													
- 1000 tec	-337	-284	126	129	142	127	162	182	117	110	55	47	-14,5
- millions	-3 218	-4 079	136	32	27	-82	-82	-46	-78	-176	-311	-350	12,5
<b>Prix à la production(2)</b>													
cotation classe U (euros / kg net)	8,02	10,94											
cotation classe E (euros / kg net)			1,40	1,28	1,42	1,31	1,30	1,47	1,61	1,64	1,51	1,40	-7,3

\* Estimations (excepté pour le cheptel)

(1) Enquêtes de décembre de l'année précédente.

(2) Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998.

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

Tableau 11 : Bilan dans le secteur des volailles principales<sup>(1)</sup> 1980-2015

	1980	1990	2000	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015*	% 15*/14
<b>Animaux finis prêts à l'abattage</b> (millions de têtes)	740	993	1 162	1 015	1 025	999	1 012	1 084	1 063	1 091	1 050	999	-4,8
Poids moyen d'abattage (kg/tête)	1,515	1,68	1,93	1,85	1,82	1,79	1,76	1,73	1,75	1,69	1,74	1,87	7,7
<b>Animaux finis prêts à l'abattage</b> (1000 tec)	1 122	1 660	2 207	1 799	1 812	1 729	1 741	1 831	1 812	1 787	1 772	1 810	2,1
<b>Production indigène totale</b> (1000 tec)	1 124	1 665	2 247	1 875	1 868	1 787	1 784	1 871	1 859	1 842	1 826	1 872	2,5
variation de stock (1000 tec)	1	-35	-22	4	3	-3	-3	5	4	-5	-3	5	
<b>Consommation indigène brute</b> (1000 tec)	859	1 244	1 504	1 531	1 583	1 542	1 582	1 653	1 680	1 677	1 724	1 765	2,4
<b>Exportations (1000 tec)</b>	290	528	958	696	675	672	677	706	686	695	640	658	2,8
- animaux vivants	7	13	48	81	65	68	54	42	49	58	56	65	14,8
- viandes	283	515	910	615	610	603	622	663	636	636	583	593	1,7
<b>Importations (1000 tec)</b>	22	72	194	356	393	424	472	492	511	524	534	556	4,2
- animaux vivants	3	8	8	5	9	10	11	2	3	3	2	2	4,5
- viandes	19	64	185	351	384	414	461	490	508	521	532	554	4,2
<b>Solde commerce extérieur</b>													
- 1000 tec	268	456	764	340	283	248	204	213	175	171	106	102	
- millions de francs // d'euros	1 545	4 455	1 196	491	443	313	276	281	217	195	80	142	

<sup>(1)</sup> Gallus, canards, dindes, oies, pintades

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes





MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE  
DU DÉVELOPPEMENT  
DURABLE  
ET DE L'ÉNERGIE

Accompagner  
les filières  
**80ans**  
FranceAgriMer

DONNÉES ET BILANS / *Les filières animales terrestres et aquatiques – Bilan 2015 – Perspectives 2016* est une publication de FranceAgriMer.  
Directeur de la publication : Éric Allain / Rédaction : Marchés, études et prospective – unité Produits animaux, pêche et aquaculture.  
Copyright : tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation de FranceAgriMer.  
Conception et réalisation : service de la Communication / Photo : Pixtal, droits réservés / Impression : Atelier d'impression de l'Arboreal / N° ISSN 2264-3400  
février 2016.

12 rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 / 93555 Montreuil cedex  
Tél. : +33 1 73 30 30 00 / Fax : +33 1 73 30 30 30

[www.franceagrimer.fr](http://www.franceagrimer.fr)  
[www.agriculture.gouv.fr](http://www.agriculture.gouv.fr)